

REPUBLIQUE RWANDAISE



MINISTÈRE DU PLAN

**Deuxième Plan Quinquennal de Développement
Economique, Social et Culturel
1977 - 1981**

Programmation des Investissements

R E P U B L I Q U E R W A N D A I S E

M I N I S T E R E D U P L A N

DEUXIEME PLAN QUINQUENNAL
DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, SOCIAL ET CULTUREL 1977 - 1981

* *
*

PROGRAMMATION DES INVESTISSEMENTS

x x
x

II.

SOMMAIRE

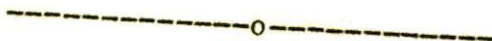
	<u>Page</u>
<u>INTRODUCTION GENERALE</u>	1-10
<u>Chapitre I : Développement Rural</u>	11-39
I. Perspectives d'évolution du développement rural au cours du deuxième Plan Quinquennal 1977-1981	12
II. Description sommaire des projets actuellement retenus pour la période quinquennale 1977-1981	13
III. Programmation des investissements	24
3.1. Le programme triennal	24
3.2. Analyse de la programmation triennale des investissements	27
3.3. Inventaire des projets classés retenus pour la période quinquennale 1977-1981	35
<u>Chapitre 2 : Industrie, Mines et Artisanat</u>	40-75
Introduction	41
I. Objectifs sectoriels	41
1.1. Industries et Mines	41
1.2. Artisanat	48
II. Description sommaire des projets	53
Projets en cours	53
Projets nouveaux	61
III. Programmation des investissements	66
3.1. Le programme triennal	66
3.2. Analyse de la programmation triennale 1977-1979	68
3.3. Inventaire des projets identifiés pour la période quinquennale 1977-1981	71
<u>Chapitre 3 : Commerce, Transports, Tourisme et Autres Services.</u>	76-107
Introduction	77
I. Objectifs sectoriels	78
1.1. Commerce	78
1.2. Transport	80
1.3. Tourisme	85
1.4. Autres Services	86

III.

	<u>Page</u>
II. Description sommaire des projets	86
2.1. Commerce	86
2.2. Transport	90
2.3. Tourisme	92
2.4. Autres Services	94
III. Programme des investissements	96
3.1. Le programme triennal 1977-1979	96
3.2. Analyse de la programmation triennale des investissements 1977-1979	100
3.3. Inventaire des projets classés retenus pour la période quinquennale 1977-1981	104
<u>Chapitre 4 : Infrastructures publiques et équipement</u>	108-148
Introduction	109
I. Rappel des objectifs sectoriels	110
1.1. Voies de communication	110
1.2. Energie et Eau	113
1.3. Urbanisme	114
II. Description sommaire des projets retenus pour la période quinquennale 1977-1981	116
2.1. Voies de communication	116
2.1.1. Infrastructure routière et lacustre	116
2.1.2. Infrastructure aéronautique et météorologique	119
2.1.3. Postes et télécommunications	121
2.2. Energie et Eau	125
2.3. Urbanisme	128
III. Programmation des investissements	130
3.1. Le programme triennal	130
3.2. Analyse de la programmation triennale des investissements	136
3.3. Inventaire des projets classés retenus pour la période quinquennale 1977-1981	141
<u>Chapitre 5 : Développement social, culturel et administratif</u>	149-185
I. Principaux problèmes et orientations des sous-secteurs du développement social, culturel et administratif.	150

IV.

	<u>Page</u>
II. Description sommaire des projets retenus pour la période quinquennale 1977-1981	154
Projets en cours d'exécution	154
Projets dont le financement est acquis	159
Projets nouveaux	160
A. Secteur social	160
B. Secteur culturel	164
C. Secteur administratif	168
III. Programmation des investissements	172
3.1. Le programme triennal 1977-1979	172
3.2. Analyse de la programmation triennale des investissements	175
3.3. Inventaire des projets classés retenus pour la période quinquennale 1977-1981	179



INTRODUCTION GENERALE

La programmation des investissements est un aspect très important de nos techniques de planification. Elle constitue le complément indispensable des orientations globales et sectorielles du Plan parce qu'elle en est l'instrument de réalisation.

Conçue comme la partie opérationnelle du Plan Quinquennal 1977-1981, la programmation des investissements doit être bien comprise aussi bien sur le plan de ses fondements méthodologiques, des programmes proprement dits que de l'usage qui doit en être fait.

I. LES ASPECTS METHODOLOGIQUES DE LA PROGRAMMATION DES INVESTISSEMENTS.

La programmation des investissements consiste essentiellement en la présentation de programmes sectoriels d'actions valables sur une période donnée. Cette période est de trois années pour la programmation proposée. Celle-ci est triennale simplement parce qu'il est difficile d'envisager avec un certain degré de certitude les actions qui pourraient être conduites sur une période plus longue. Aussi a-t-il été jugé plus réaliste d'effectuer, pour la période quinquennale, uniquement un classement de projets par ordre de priorité pour constituer en quelque sorte une réserve de projets devant être intégrés dans les prochains programmes triennaux.

Une des caractéristiques importantes de cette programmation est qu'elle est "glissante", c'est-à-dire que chaque année elle s'enrichit de prévisions supplémentaires pour une année nouvelle et elle abandonne celles de l'année qui vient de s'écouler. En cela, la programmation est une opération permanente qui doit faire l'objet d'une préoccupation continue du Gouvernement. Elle apparaît ainsi comme un prolongement du Plan qui permet une adaptation continue de la politique concrète du Gouvernement aux réalités du développement économique, social et culturel du pays.

Les programmes sont formés par des projets choisis et ordonnés de façon objective à l'aide de critères techniques, économiques et sociaux, qui sont directement dérivés des objectifs sectoriels du Plan.

Le premier critère de sélection des projets, valable pour tous les secteurs, est le degré de maturité du dossier. Si un projet est en cours d'exécution, il est obligatoirement prioritaire ; il en va de même pour un projet dont le financement est acquis.

.../...

de définir concrètement les besoins urgents et de déterminer les actions qui requièrent des investissements prioritaires.

2. La description des projets répond à ce même souci de faire en sorte que la programmation apparaisse non seulement comme une collection de faits purement comptables mais soit surtout comprise comme un ensemble intégré d'opérations destinées à la réalisation des objectifs de production ou les objectifs sociaux des projets, le volume d'emplois nouveaux qui seront créés, les incidences sur la balance des paiements, le degré d'avancement des projets (simple intention, études en cours de réalisation, financement partiellement ou entièrement acquis, financement probable ou à chercher etc...), l'emplacement géographique etc...

La formulation insuffisante des projets n'a malheureusement pas rendu possible la synthèse des effets attendus de chaque projet c'est-à-dire une sorte de bilan prévisionnel, pour faire des comparaisons avec les prévisions du Plan. Le contenu de cette programmation est tributaire des informations disponibles. Il gagnera en qualité dans les programmations ultérieures.

En outre, les appréciations sur les effets des programmes d'investissement apparaîtront dans les rapports d'exécution du Plan.

3. Après les aspects méthodologiques, le problème le plus important de la programmation est certainement celui des contraintes budgétaires et des enveloppes financières. Il est donc nécessaire de lui consacrer certaines explications avant de tirer quelques conclusions sur les tableaux de synthèse de la programmation.

Comme les ressources disponibles pour réaliser les objectifs du Plan ne sont pas illimitées et que les projets recensés représentent un investissement global bien supérieur aux possibilités réelles de financement, des enveloppes financières ont dû être déterminées pour chaque secteur.

Une estimation des financements disponibles pour des opérations d'investissements et d'aide au fonctionnement des projets pendant la période quinquennale de 1977-1981 est présentée dans le volume I du Plan. Le total des financements est évalué à 60 milliards de FRW dont il est prévu que 38 milliards de l'Aide Extérieure tandis que les investissements privés atteindront 12 milliards de FRW. Le Gouvernement va par ailleurs concentrer ses efforts dans la mobilisation plus poussée de toutes nos ressources internes en vue de les affecter à la réalisation des programmes de développement. La part du Budget National destinée au financement des investissements et des aides en capital sera grandement accrue.

Évaluée à 4 milliards de FRW dans le cadre du Plan, son montant sera ajusté à la hausse au cours de la période quinquennale pour tenir compte de l'augmentation des sommes consacrées au Budget de Développement et de la hausse des prix. L'investissement-travail, qui est devenu avec l'institutionnalisation de l'Umuganda (Travaux Communautaires de Développement), une composante fondamentale de notre stratégie de développement, a été chiffré aux environs de 6 milliards de FRW. Son rôle sera particulièrement important dans la réalisation des actions de développement en milieu rural tant en ce qui concerne les investissements de production qu'au niveau de la mise en place de l'infrastructure sociale de base. L'estimation de ces montants a été faite à partir d'une évaluation des possibilités financières et de la capacité d'absorption de l'économie nationale. La capacité d'absorption est une expression synthétique qui traduit les limitations de performances imposées à notre économie par notre situation géographique (enclavement et éloignement de la mer), le manque de main-d'oeuvre qualifiée, la pénurie de cadres, la faible efficacité de nos entreprises et de nos administrations, le niveau technologique insuffisant etc. Il va sans dire que le Gouvernement doit tout faire pour élargir cette capacité d'absorption pour arriver à ce qu'elle dépasse les possibilités de financement du pays en matière de programmes d'investissement.

La mise en route des réformes économiques et sociales prévues par le Plan Quinquennal ainsi que l'adoption des mesures de nature à enrayer les entraves du développement et à augmenter l'efficacité de notre économie créeront des conditions favorables à la réalisation des programmes de développement. Il faudra viser entre autres à augmenter le nombre et l'efficacité des entreprises pour supprimer les goulots d'étranglement rencontrés dans la réalisation des projets, organiser efficacement l'administration, procéder à la formation professionnelle de la main-d'oeuvre etc.

L'allocation des enveloppes aux différents secteurs de développement reflète les grands choix du Plan dans ce domaine et la prise en considération de la capacité d'absorption des secteurs en question. L'on trouvera ci-dessous la répartition sectorielle des enveloppes financières dans laquelle a été incluse la ventilation du financement des "Opérations de production, d'études et d'aide au fonctionnement" et de l'investissement-travail qui n'avaient pas fait l'objet de répartition sectorielle dans le Plan.

.../...

Estimation des possibilités de financement des investissements pour la période quinquennale 1977-1981.

SECTEURS	Montants en millions de FRW					Affectation en %				
	I Etat	II Umuganda (T.C.D.)	III Capitaux Exté- rieurs Publics	IV Investisse- ments Privés	V Total	I	II	III	IV	V
1. Développement Rural	1.000	3.000	15.200	1.200	20.400	25	50	40	10	34
2. Mines, Industrie et Artisanat	800	-	5.800	3.200	9.800	20	-	15	26	16
3. Commerce et Services	250	-	2.500	500	3.250	6	-	6	4	5
4. Infrastructures	1.150	1.000	11.500	-	14.000	29	17	30	-	23
5. Développement Social, Culturel et Adminis- tratif	800	2.000	3.000	7.200	13.000	20	33	9	60	29
Total	4.000	6.000	38.000	12.100	60.450	100	100	100	100	100

Ces chiffres, qui sont des projections réalisées en se basant sur les données des comptes économiques de 1970 ajustées pour l'année 1976, qui a été prise comme l'année de base du Plan, sont approximatifs. Il ne faudrait pas par conséquent prendre les enveloppes financières pour des contraintes rigides. Ils constituent avant tout des montants indicatifs qui donnent un ordre de grandeur des possibilités de financement des projets d'investissement et des parts relatives des différents secteurs dans l'attribution des ressources financières. Malgré leur caractère indicatif, le réalisme commande de ne pas s'en écarter exagérément pour éviter le risque de construire des programmes qui ne seront pas réalisés.

Pour la période triennale, le calcul des enveloppes affectées à chaque secteur pour servir de base à la programmation 1977-1979 part du principe que pendant les premières années du Plan la capacité de réalisation des projets sera moins grande que pendant les années ultérieures, et que, en l'absence de données précises sur cette question, chaque secteur bénéficiera de la même accélération au niveau de l'accroissement des budgets annuels. C'est à partir de cette hypothèse que les enveloppes sectorielles ont été évaluées pour les 3 premières années du Plan à la moitié de celles présentées pour la période quinquennale.

.../...

La comparaison entre les possibilités de financement et les investissements programmés montre que pour la période triennale, ceux-ci accusent un apparent dépassement par rapport aux enveloppes prévues.

Programme des investissements pour la période 1977-1979

Secteurs	Projets en cours et dont le financement est acquis		Projets nouveaux		Ensemble de projets		
	Nom- bre	Coût 10 ⁶ FRW	Nom- bre	Coût 10 ⁶ FRW	Nom- bre	Coût 10 ⁶ FRW	Coût en %
1. Développement Rural	50	7.634	11	2.154	61	9.788	24,30
2. Industrie, Mines et Artisanat	26	1.641	26	2.789	52	4.499	10,99
3. Commerce, Transports et autres Services	20	4.735	20	690	40	5.425	13,47
4. Infrastructures Publiques et Equipement	25	10.147	35	1.175	60	11.322	28,11
5. Développement Social, Culturel et Administratif	41	6.495	27	2.822	68	9.317	23,13
Total	162	30.652	119	9.629	281	40.281	100,00%

Il ressort de ce tableau que le total des investissements publics programmés s'élève à 40.281 millions de FRW, soit un dépassement de $\pm 30\%$ par rapport à l'enveloppe triennale ou les deux tiers de l'ensemble de ressources de financement prévues pour la période quinquennale.

Malgré la valeur indicative des enveloppes calculées, il ne faudrait pas en conclure pour autant que les moyens de financement ont été sous-évalués ni que le programme arrêté est trop ambitieux en face de ces moyens surtout que 76 % du coût de ce programme concernent des actions en cours et dont le financement est acquis. Compte tenu des observations faites précédemment sur le rôle joué par la capacité d'absorption pour ajuster l'utilisation des possibilités financières à la capacité de réalisation des projets, c'est le bilan de l'exécution des programmes qui viennent d'être établis qui nous permettra de porter un jugement plus conséquent.

.../...

Et comme la programmation est une opération permanente, il sera aisé de procéder en cours de route aux réajustements qui s'avéreront nécessaires. Ceux-ci ne concerneront pas seulement l'enveloppe globale, mais aussi sa répartition sectorielle puisque certains secteurs comme le secteur social ont une part plus grande que celle qui est prévue tandis que d'autres comme le Développement Rural ont une part moindre.

La partie "Analyse" aborde d'autres aspects de la programmation tels la répartition des investissements publics par sources de financement et par préfectures.

En ce qui concerne la répartition des investissements par sources de financement, la programmation a confirmé la prépondérance des financements publics extérieurs par rapport aux capitaux publics d'origine interne. L'on a pu noter par exemple que ^{pour} le Développement Rural, les Aides Extérieures multilatérales et bilatérales financent 72 % des investissements programmés et que pour les infrastructures 77 % des financements du programme triennal proviennent de cette source.

Dans l'ensemble, la répartition géographique des investissements programmés pour les trois premières années du Plan accuse un déséquilibre pour les régions déjà défavorisées. La présente programmation ne pouvait pas effectuer les correctifs nécessaires en raison de l'importance qu'y occupent les actions déjà engagées. Ce n'est que progressivement que les programmations ultérieures restaureront l'équilibre désiré, surtout lorsque la régionalisation du Plan aura établi avec précision le niveau de développement et les potentialités économiques des différentes régions du Pays.

Il convient enfin, pour terminer, d'indiquer l'usage qui doit être réservé à cette programmation des investissements. Comme on le sait, les Pouvoirs Publics constituent dans notre pays le principal promoteur du développement économique et social, ce qui fait qu'une partie importante du programme porte sur les investissements publics. Il s'ensuit que tous les Départements et tous les établissements publics ont l'obligation de faire programmer toutes les actions qu'ils projettent d'entreprendre pour le Développement du Pays et de se garder de travailler en dehors des programmes arrêtés. Cela est indispensable pour éviter le double emploi et la dispersion de nos efforts et de nos moyens limités. Il est donc clair que la programmation ne remplira son véritable rôle que si les pouvoirs publics s'imposent la rigueur et la discipline qu'elle exige.

Le Gouvernement invite aussi les pays et les organismes qui soutiennent le Rwanda dans son effort de développement à faire de cette programmation le cadre même de leurs interventions. La même invitation s'adresse aux agents économiques du secteur privé. La programmation leur indique les priorités sur lesquelles devront porter leurs décisions en matière d'investissements.

La programmation contient donc les actions les plus prioritaires pour la communauté nationale que le Gouvernement s'est engagé à promouvoir en faisant appel aux pays amis et en encourageant les investissements privés. Etant la partie opérationnelle du Plan Quinquennal de Développement Economique, Social et Culturel 1977-1981, elle doit constituer l'outil quotidien de tous les Agents de l'Etat, qui doivent veiller à son exécution et de tous les opérateurs économiques.

×
× ×

-
- (1) Il est fort probable qu'au moment de la publication de ce document l'un ou l'autre projet ait connu une évolution entraînant des changements à l'intérieur des catégories ou des groupes de classement. C'est du reste l'une des raisons qui militent pour la méthodologie de programmation glissante qui a été adoptée. Elle permet, en effet, par les ajustements périodiques qu'elle opère, de tenir compte du caractère dynamique des projets et du contexte économique.

CHAPITRE 1

DEVELOPPEMENT RURAL

I. PERSPECTIVES D'EVOLUTION DU DEVELOPPEMENT RURAL AU COURS DU DEUXIEME PLAN QUINOUENNAL 1977-1981.

Sélectionnés pour entrer dans un programme pluri-annuel des investissements publics, les projets d'opération concrétisent, au stade de leur exécution, les objectifs sectoriels définis par le Plan national.

Dans le domaine de Développement rural, l'atteinte de ces objectifs doit aider au règlement des problèmes posés par la satisfaction quantitative et qualitative des besoins alimentaires des populations, par une meilleure utilisation des ressources humaines, par l'amélioration des conditions de vie individuelles et collectives, et, enfin, par l'équilibre de la balance commerciale et des paiements.

Pour répondre à ces préoccupations, le Plan a visé une croissance sensible, mais réaliste, de la production rurale. Cette croissance, qui devra résulter de l'intensification de la productivité des facteurs de production, demeure subordonnée à une modernisation des structures paysannes.

Qu'elles soient de type intégré, spécifique, ponctuel ou général*, on peut dire que toutes les opérations programmées et décrites dans les chapitres suivants concourent, de façon plus ou moins directe, à cette modernisation et, par là-même, à l'accroissement des productions.

C'est ainsi que dans le secteur vivrier, où la croissance globale prévue atteindra 3,8 % par an, un encadrement renforcé des agriculteurs devra conduire à une augmentation de production en harmonie avec celle de la population, à moins que, stimulée par des débouchés importants sur les marchés urbains ou étrangers, cette production ne s'accroisse à un rythme plus accéléré : ce qui pourrait être le cas pour le paddy, les pommes de terre, les fruits et légumes modernes.

Dans le secteur de la production animale, qui devra augmenter de 11,9 % par an, on s'attachera à mettre en oeuvre des actions énergiques axées, tout particulièrement, vers le développement de l'élevage et de la pêche pour laquelle on prévoit un taux d'accroissement annuel de 37 %.

* voir 3.2. : "L'analyse de la programmation triennale des investissements".

Phase 1973-1976: Mise en place de "zones de développement rural"; aide à la mise en place des Centres agricoles communaux. Financement assuré jusqu'en 1979.

5. Développement rural global en Préfecture de Kibungo.
Développement rural intégré basé principalement sur l'animation : au total 11 communes sont touchées par l'action dans les domaines de l'amélioration des techniques culturales (association agriculture-élevage), de l'accroissement des productions vivrières, caféière et arachidière, de la promotion de l'horticulture, de la sylviculture, de l'élevage et de l'apiculture.
Financement du projet assuré jusqu'en 1982.
6. Développement de la culture du pyrèthre.
Exécution de la dernière phase du Projet essentiellement consacrée à l'exploitation de la tourbe et à la transformation des séchoirs en fonction de ce nouveau combustible. Projet actuel terminé en 1977. Une prolongation du financement ne pourrait être envisagée qu'à partir d'une reformulation des opérations.
7. Développement rural global en communes Runda et Taba:
Animation et vulgarisation agricole permettant de réaliser, dans le milieu paysan, un progrès socio-économique durable. Promotion des coopératives. Un effort de collaboration plus étroite avec les communes a été entrepris récemment.
Financement assuré jusqu'en 1981.
8. Développement de la théiculture à Rushakî.
Plantation de 150 ha de thé dans la vallée de la Rushaki.
Opération achevée fin 1977 superficie restant à planter: 50 ha).
9. Développement de l'horticulture dans la vallée de Kajevuba.
Appui aux coopératives maraîchères de la vallée de Kajevuba (2.500 membres).
Financement assuré jusqu'en 1980.
10. Projet d'animation agricole (Volontaires internationaux).
Agissant dans les Préfectures de Kigali et de Gikongoro, ces projets exécutent une série d'actions axées sur l'agriculture, la commercialisation, l'animation féminine, la formation des jeunes, le petit élevage, le reboisement, l'aménagement des sources etc...
Le financement du projet est assuré jusqu'en 1981.
11. Développement de la théiculture à Cyohoha et Rukeri.
Plantation de 800 hectares (bloc industriel + plantations villageoises) et construction d'une usine à thé.
Les plantations villageoises seront achevées à la fin de l'année 1977. La mise en place du bloc industriel et la construction de l'usine doivent être entreprises en cours d'année 1977.
Le projet devrait être achevé fin 1978.

12. Développement de la théiculture à Kitabi.
Plantation de 550 hectares et construction d'une usine à thé.
Les deux opérations sont en cours d'exécution.
13. Développement de la théiculture à Mata.
Plantation de 600 hectares et construction d'une usine à thé.
Les deux opérations sont en cours d'exécution (superficie res-
tant à planter: 200 ha).
14. Projet agro-pastoral de Mutara (OVAPAM).
Mise en valeur de terres en vue d'un accroissement de produc-
tion agricole et de l'élevage: implantation d'un paysannat
(5.800 familles et 31.000 têtes de bétail sur 48.000 ha);
aménagement de ranches collectifs; aménagement et exploitation
d'une station de production de géniteurs mâles; éradication
de la tsé-tsé.
A la première phase (Octobre 1974 à Juin 1978) doit succéder
une phase de 5 ans d'ores et déjà enregistrée sur le listing
1976 de l'I.D.A.
15. Développement de la théiculture à Ramba-Gaseke.
Plantation de 600 hectares et construction d'une usine à thé.
50 % du programme de plantation sont achevés. La construction
de l'usine doit être entreprise durant la période triennale.
16. Développement de la théiculture à Karago-Giciye.
Plantation de 700 hectares et construction d'une usine à thé.
Le programme de plantation est en cours d'exécution. L'usine
reste à construire. Le Projet devrait être achevé en 1980.
17. Développement rural en communes de Nkuli, Kiniqi et Nyakinama.
Intensification des productions agricoles (pomme de terre, pe-
tite pois et maïs), introduction de l'aviculture et organisa-
tion de la commercialisation.
Démarré à la fin de l'année 1976, le Projet a son financement
assuré jusqu'en 1980.
18. Etude pour l'aménagement et le développement du bassin de
l'Akagera.
Identification de différents Projets à exécuter dans le cadre
de l'aménagement intégré des ressources en terres et en eau du
Bassin. Il est également prévu la construction d'un bâtiment
destiné à abriter les différents services du Projet.
19. Projet agro-pastoral dans le Bugesera-Est et le Gisaka-Migongo.
Développement rural intégré basé principalement sur une associa-
tion étroite de l'agriculture et de l'élevage.

Des actions spécifiques doivent être entreprises dans les domaines de l'éradication de la tsé-tsé, de l'irrigation pilote et de l'aménagement des pistes à bétail.

Démarré en 1977, le Projet est prévu pour une durée de 5 ans.

20. Intensification de l'agriculture.

Développement rural intégré axé sur la lutte anti-érosive, le reboisement, l'association agriculture-élevage et la promotion des coopératives.

Démarré en Juillet 1977, la 1^{ère} phase du Projet sera achevée en Octobre 1980.

21. Projet agro-pastoral de Nyabisindu.

Réalisé à partir du Projet de Laiterie de Nyabisindu, cette opération a évolué dans le sens d'une intégration de l'élevage dans l'agriculture, d'une vulgarisation de méthodes culturales modernisées et d'une action de reboisement intensive.

Une prolongation du Projet ainsi qu'une extension de ses activités sont à l'étude.

22. Lutte contre les tiques.

Les activités du Projet se résument à la gestion et au contrôle de 4 groupes mobiles chargés du fonctionnement des bains détiques et à la recherche d'un sérum anti-tique.

Terminé en septembre 1977, le Projet devrait être prolongé pour une durée de 3 ans.

23. Elevage pilote de porcs.

Sélection, reproduction et diffusion de porcs. Formation du personnel rwandais. Création de 4 centres d'élevage régionaux.

Financement du Projet assuré jusqu'en 1981. Création de centres de diffusion et de fabrication d'aliments pour bétail.

24. Centre pilote avicole.

Amélioration de la production avicole (accroissement des rendements en oeufs et en chair).

Le financement du Projet est assuré pour une durée de 3 ans à partir de l'année 1977.

25. Elevage pilote d'oies.

Intensification de l'élevage des oies dans les vallées marécageuses de la Rugezi.

Le financement du Projet est assuré jusqu'en 1979.

26. Projet forestier de Kibuye.

Exploitation rationnelle de la forêt. Création de coopératives sylvo-agricoles. Formation des moniteurs et des paysans.

Financement assuré jusqu'en 1979.

.../...

27. Pêche et empoissonnement au lac Kivu.
Organisation d'une pêche rationnelle des clupéidés dans le Lac Kivu. Formation des pêcheurs à Bujumbura.
Le financement du Projet est prévu pour les années 1977 et 1978.
28. Pêcherie au lac Ihema.
Le Projet prévoit l'empoissonnement du Lac, l'équipement des pêcheurs et l'achat de camions frigorifiques.
Le financement est assuré jusqu'en 1979.
29. Entretien des adductions d'eau.
Exécution des travaux d'entretien sur tout le Pays.
Le financement de Projet est assuré jusqu'en 1981.
30. Adduction d'eau à Icyanya.
Travaux d'adduction en cours d'exécution.
31. Aménagement des petites sources.
Exécutés dans tout le Pays, ces travaux d'aménagement seront effectués pendant les 4 années à venir.
32. Mise en valeur de la vallée de la Mwoqo.
Etablissement d'un réseau de drainage permettant la mise en exploitation de 619 hectares en 3 ans (1ère tranche). Cultures préconisées: soja, maïs, tournesol.
La durée du Projet est évaluée à 5 ans.
33. Mise en valeur du marais Buganya ...
Développement agricole axé sur l'implantation de la culture maraîchère dans les bas-fonds aménagés et la restructuration des exploitations de colline existantes.
Le financement du Projet est assuré jusqu'en 1981.
34. Aménagement du marais Gasvata.
Exécution de travaux de drainage permettant l'introduction de cultures.
Financement du Projet assuré jusqu'en 1979.
35. Complexe agro-artisanal de Nyantanga.
Centre de formation des jeunes agriculteurs: enseignement des techniques agricoles modernisées, de la menuiserie et de la maçonnerie. Formation des jeunes paysannes (couture).
36. Coopérative de tannerie de Kiziguro.
Gestion d'une tannerie semi-mécanisée par une vingtaine de jeunes coopérateurs.
Production estimée à 4.000 peaux par an.

37. Centre de Butamwa.

Organisation de stages de formation coopérative destinés aux jeunes agriculteurs.

38. Action en faveur de la jeunesse en Préfecture de Kibungo.

Formation générale et professionnelle des jeunes non scolarisés et descolarisés. Enseignement des techniques d'intensification de l'agriculture.

39. Centre communal de formation professionnelle de Kivuye.

Formation agro-pastorale et artisanale des jeunes paysans. Mise en valeur et exploitation de 35 hectares de terres.

40. Centre de perfectionnement agricole de Kisaro.

Enseignement des techniques d'intensification de l'agriculture aux jeunes paysans.

PROJETS DONT LE FINANCEMENT EST ACQUIS

41. Augmentation de la production de quinquina.

Plantation de 900 hectares de quinquina effectuée par 3.600 petits agriculteurs, soit en blocs, soit sur les parcelles des exploitations (0,25 hectares par exploitant). Encadrement et commercialisation confiés à l'OCIR. Durée du Projet: 5 ans.

42. Etude pour le développement de la production de sisal.

Etude de factibilité à exécuter (plantations et usinage).
Financement de l'étude: acquis.

43. Etude pour le développement de l'orge de brasserie.

Etude de factibilité à exécuter (plantations et malterie)
Financement de l'étude: acquis.

44. Développement de la théiculture à Gisovu.

Plantation de 700 hectares et construction d'une usine à thé.
Etude de factibilité terminée.
Durée du Projet: 6 ans.

45. Intensification agricole en communes de Karago-Giciye.

Actions d'intensification agricole auprès de 12.000 exploitations traditionnelles: lutte anti-érosive; utilisation de la fumure organique; association agriculture-élevage (bovins ou ovins ou caprins); amélioration des méthodes culturales; utilisation d'un matériel végétal sélectionné et de produits phytosanitaires; essais d'engrais; amélioration des techniques de conservation des stocks. Projet essentiellement vivrier.
Durée du Projet: 5 ans.

46. Mise en valeur des marais Kagitumba-Muvumba.
Opérations de drainage et d'irrigation; aménagement de parcel-
laire, de routes (155 km) et d'un Centre de services; reboisement
(500 ha).
Installation prévue de 6.500 familles sur 9.000 hectares (20
ares de cultures sèches + 100 ares de cultures irriguées).
Durée totale du Projet: 10 ans.
47. Mise en valeur des marais de Rwasave.
Opérations de drainage devant permettre la réalisation d'un pro-
gramme de cultures vivrières.
- 48, 49, 50. Adduction d'eau à Gako, à Icyanya global et à Ihema.
Travaux à réaliser en 1977 et 1978.

PROJETS NOUVEAUX DONT LE FINANCEMENT EST PROBABLE.

1. Carte pédologique du Rwanda.
Etablissement d'une carte pédologique générale au 1/100 000
représentant les caractéristiques les plus importantes:
matériau parental, teneur en matière organique, texture et épais-
seur des sols.
Durée prévue du Projet: 4 ans (2 ans sur le terrain + 2 ans de
réalisation).
2. Développement de la culture des oléagineux.
Augmentation des productions de soja (20.000 tonnes en 1981)
et d'arachides (15.000 tonnes en 1981). Cette action s'inscrit
dans le cadre général de l'intensification de l'agriculture.
Cette opération est complétée par la mise en place d'une huile-
rie (voir programmation Secteur "Industrie et Commerce").
Durée prévue du Projet: 5 ans.
3. Intensification de l'agriculture et de l'élevage à l'Est de la
Préfecture de Kigali.
Développement rural intégré s'appuyant, dans un premier temps, sur
l'accroissement de la production laitière: la commercialisation
des produits laitiers bénéficiant des investissements déjà réali-
sés à la Laiterie de Rubilizi laquelle constitue, avec la Ferme
attenante, le principal support du Projet
Durée prévue du Projet: 5 ans.
4. Développement de la pêche et de la pisciculture.
Planification de la pêche dans le lac Kivu. Formation des pêcheurs
(utilisation de filets et d'embarcations de type moderne). Déve-
loppement de la pisciculture familiale dans tout le Pays.
Durée prévue du Projet: 4 ans à partir de 1978.

PROJETS NOUVEAUX DONT LE FINANCEMENT EST A CHERCHER.

1. Silos communaux
Construction de 143 silos (1 par commune) selon le plan-type utilisé par le Catholic Relief Service. Résultats escomptés: abaissement de 15 à 20 % des pertes au stockage.
2. Développement de la théiculture à Rugezi-Kamiranzovu.
Plantation de 1.000 ha et construction d'une usine à thé.
Opération subordonnée à la mise en valeur des marais.
Durée prévue du Projet: 6 ans.
3. Développement de la théiculture à Nshili
Plantation de 750 hectares et construction d'une usine à thé.
Durée prévue du Projet: 6 ans.
4. Développement de la théiculture à Ndongezi.
Plantation de 700 hectares et construction d'une usine à thé.
Opération subordonnée à l'exécution de travaux de drainage.
Durée prévue du Projet: 6 ans
5. Développement de la théiculture à Nkuli-Nyakinama.
Plantation de 700 hactares et construction d'une usine à thé.
Durée prévue du Projet: 6 ans.
6. Développement rural en Préfecture de Byumba (nouvelle formule).
Développement rural intégré s'appuyant tout particulièrement sur la revalorisation des structures nationales et locales existantes (services techniques et administratifs nationaux et préfectoraux, communes, cellules). Application effective des méthodes culturelles modernisées et réforme de la commercialisation des produits agricoles par le biais de la promotion des coopératives.
Durée prévue du Projet: 5 ans.
7. Etude pour le développement de la Crête Zaïre-Nil.
Etude de factibilité à mener dans le sens d'un développement agro-sylvo-pastoral des communes de haute altitude.
8. Dépulpage du café.
Installation de 4 unités de dépulpage du café.
9. Complexe agro-pastoral de Kinyi.
Exploitation; par 200 jeunes paysans, de 40 hectares de terres.
Application des techniques agricoles modernisées.
10. Etude pour l'aménagement de la plaine de Bugarama.
Etude de factibilité à exécuter dans le sens d'une mise en valeur rizicole de la plaine.

11. Mise en valeur de la vallée de la Nyabarongo.
Récupération de 7.750 hectares de marais destinés à la mise en place de cultures vivrières (riz, pomme de terre etc...).
La récupération serait effectuée en 5 étapes: 1.500, 800, 1.250, 2.200 et 1.800 hectares.
Durée prévue du Projet: 12 ans dont 2 ans d'études complémentaires
12. Mise en valeur des marais de Rugezi-Kamiranzovu.
Récupération de 5.410 hectares de S.A.U. et amélioration des conditions de culture de 1.040 hectares actuellement existants.
La mise en valeur pourrait être basée sur la promotion de la théiculture (1.000 hectares -4.000 planteurs) et l'introduction d'un assolement rigoureux en matière de cultures vivrières et fourragères (troupeau laitier de 1.700 têtes).
13. Centre de production porcine et formation d'éleveurs.
Production de porcs (en liaison avec la meunerie ETIRU) et formation des jeunes agriculteurs.
14. Centres de production et de formation axés sur l'élevage.
Projet basé sur la remise en valeur et l'exploitation des terres abandonnées par les colons. Création, au niveau de chacune de ces ex-propriétés, d'une unité de production agro-pastorale et d'un centre de formation des jeunes à vocation agro-pastorale et artisanale.
15. Développement de la culture de ricin et du sisal.
Création d'une unité agro-industrielle de ricin et de sisal.
16. Aide à la transformation des produits agricoles.
Equipement en petites machines agricoles de préparation et de transformation des récoltes (batteuses, tarares, décortiqueurs, moulins etc...).
Aménagement de magasins de vente de produits agricoles.
Véhicules de transport de produits.
17. Protection de la forêt naturelle de Rugege et Bigogwe.
Projet destiné à ériger les deux forêts de Rugege (108.000 hectares) et de Bigogwe (20.000 hectares) en parcs nationaux afin de conserver la forêt ombrophile de haute montagne, de sauver les sources, de promouvoir le tourisme, de limiter l'érosion et de protéger la faune et la flore.
18. Equipement du Service de vulgarisation agricole en matériel audio-visuel.
Création et équipement d'une cellule d'appui technique et logistique à l'action de vulgarisation des agronomes dans leurs zones.

Pour ce faire, 3 groupes mobiles dotés d'un matériel de démonstration audio-visuel feraient la tournée systématique des communes.
Durée prévue du Projet: 4 ans.

19. Comptoirs de vente des produits agricoles.

Construction et équipement de comptoirs de vente de produits agricoles et de consommation courante, et d'outillage.

20. Développement de la culture du froment.

Accroissement de 11.000 tonnes, en 6 années, de la production de froment dans les zones d'altitude. Construction de centres d'achat et d'aires de stockage couvertes. Amélioration des voies d'évacuation vers les minoteries. Recherche orientée vers la production d'un matériel végétal sélectionné.

Durée prévue du Projet: 5 ans.

21. Développement de la culture du tabac.

Introduction de tabacs de qualité (Burley et Virginie) dans la tabaculture traditionnelle. Projet en cours d'élaboration au Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage.

22. Développement de la culture de la pomme de terre.

Accroissement de la production à partir de l'utilisation de semences sélectionnées. Expérimentation et diffusion d'un matériel végétal amélioré. Encadrement des cultivateurs. Projet en cours d'élaboration au Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage.

23. Développement de la culture du maïs.

Simple intention de projet. Etude à effectuer.

24. Centre de formation des jeunes coopérateurs

Création d'un centre de formation et de recyclage des jeunes coopérateurs dans chaque Préfecture.

25 à 29 inclus. Adduction d'eau.

Travaux à réaliser pendant la période quinquennale 1977-1981.

30. Elevage du lapin.

Introduction puis diffusion de produits sélectionnés.

31 à 44 inclus. Adduction d'eau.

Travaux à réaliser pendant la période quinquennale 1977-1981.

45. Aide matérielle aux groupements.

Don de petit matériel agricole (brouettes, houes, scies, etc...)

III. PROGRAMMATION DES INVESTISSEMENTS

3.1. Le programme triennal

Classement	N° du projet	Intitulé	Localisation (Préfecture)*	Coût 77-79 (10 ⁶ FRW 76)
------------	--------------	----------	----------------------------	-------------------------------------

Groupe Ia : Projets en cours d'exécution

1.	1/1.AG.19	Fonctionnement de l'ISAR	Butare	222
2.	1/1.AG.04	Paysannat Icyanya	Kigali	165
3.	1/1.AG.01	Service des semences sélectionnées	10 préfectures	70
4.	1/1.AG.03	Projet agricole de Kibuye	Kibuye	199
5.	1/1.AG.05	Développement rural global en préfecture de Kibungo	Kibungo	312
6.	1/1.AG.11	Développement de la culture du pyrèthre	Ruh. Gisenyi	10
7.	1/1.AG.07	Développement rural global en Communes Runda et Taba	Gitarama	17
8.	1/1.AG.13	Développement de la théiculture à Rushaki (Mulindi)	Byumba	25
9.	1/1.AG.10	Développement de l'horticulture dans la vallée de Kajevuba	Kigali	26
10.	1/1.AG.08	Projets d'animation agricole (volontaires internationaux)	Kig. - Gik.	7
11.	1/1.AG.12	Développement de la théiculture à Cyohoha et Rukeri	Byumba	400
12.	1/1.AG.14	Développement de la théiculture à Kitabi	Gikongoro	200
13.	1/1.AG.15	Développement de la théiculture à Mata	Gikongoro	370
14.	1/1.AG.06	Projet agro-pastoral du Mutara (OVAPAM)	Byumba	304
15.	1/1.AG.16	Développement de la théiculture à Ramba-Gaseke	Gisenyi	240
16.	1/1.AG.17	Développement de la théiculture à Karago-Giciye	Gisenyi	225
17.	1/1.AG.09	Développement rural en communes de Nkuli, Kinigi et Nyakinama	Ruh. Gisenyi	93
18.	1/1.AG.39	Etude pour l'aménagement et le développement du bassin de l'Akagera (y compris la construction d'un bâtiment destiné à abriter le projet)	Rwanda-Burundi Tanzanie	**
19.	1/1.AG.20	Projet agro-pastoral dans le Bugesera-Est et le Gisaka-Migongo	Kigali- Kibungo	1.218
20.	1/1.AG.22	Intensification de l'agriculture	Gikongoro	300

.../...

21.	1/2.AG.01	Projet agro-pastoral de Nyabisindu	Butare-Gik. Gitarama	79
22.	1/2.AG.02	Lutte contre les tiques	10 préfectures	80
23.	1/2.AG.03	Elevage pilote de porcs	10 préfectures	28
24.	1/2.AG.04	Centre pilote avicole	10 préfectures	24
25.	1/2.AG.08	Elevage pilote d'ois	Byumba	11
26.	1/3.AG.01	Projet forestier de Kibuye	Kibuye	191
27.	1/4.AG.02	Pêche et empoissonnement au lac Kivu	Gis.-Kib.-Cyang.	5
28.	1/4.AG.03	Pêcherie au Lac Ihema	Kibungo	35
29.	1/5.AG.13	Entretien des adductions d'eau	10 préfectures	92
30.	1/5.AG.05	Adduction d'eau à Icyanya	Kigali	48
31.	1/5.AG.12	Aménagement de petites sources	10 préfectures	123
32.	1/5.AG.38	Mise en valeur de la vallée de la Mwogo	Gikongoro	24
33.	1/5.AG.39	Mise en valeur du marais Buganya	Byumba	71
34.	1/5.AG.40	Aménagement du marais Gatsyata	Kigali	10
35.	1/6.JE.07	Complexe agro-pastoral de Nyantanga	Butare	34
36.	1/6.JE.04	Coopérative de tannerie de Kiziguro	Byumba	11
37.	1/6.JE.05	Centre de Butamwa	Kigali	2
38.	1/6.JE.01	Action en faveur de la Jeunesse	Kibungo	19
39.	1/6.JE.08	Centre communal de formation professionnelle de Kivuye	Byumba	17
40.	1/6.JE.06	Centre de perfectionnement agricole de Kisaro	Byumba	3
S/total 1: Nb de projets et coût		40		5.310

Groupe Ib : Projets dont le financement est acquis

41.	1/1.AG.18	Augmentation de la production de quinquina	Cy-Kiy-Gik	130
42.	1/1.AG.35	Etude pour le développement de la production de sisal	Kibungo	10
43.	1/1.AG.36	Etude pour le développement de la production de l'orge de brasserie	Gis-Ruh-Byumba	12
44.	1/1.AG.23	Développement de la théiculture à Gisovu	Kibuye	330
45.	1/1.AG.26	Intensification agricole en communes de Karago et Giciye	Gisenyi	60
46.	1/1.AG.01	Mise en valeur des marais Kagitumba-Muvumba	Byumba	1.200
47.	1/5.AG.41	Mise en valeur des marais de Rwasave	Butare	56
.../...				

48.	1/5.AG.11	Adduction d'eau à Gako	Kigali	13
49.	1/5.AG.14	Adduction d'eau à Icyanya global	Kigali	485
50.	1/5.AG.17	Adduction d'eau à Ihema	Kibungo	28
S/total 2: Nb de projets et coût		10		2.324

Groupe IIa : Projets nouveaux dont le financement est probable

1.	1/6.AG.01	Carte pédologique du Rwanda	10 préfectures	31
2.	1/1.AG.32	Développement de la culture des oléagineux	Bu.-Git.-Kig.- Kib.-By.	44
3.	1/2.AG.07	Intensification de l'agriculture et de l'élevage à l'Est de la Préfecture de Kigali	Kigali	60
4.	1/4.AG.01	Développement de la pêche et de la pisciculture	10 préfectures	80
5.	1/1.AG.27	Développement de la théiculture à Akirabo-Mushubi	Gikongoro	330
6.	1/1.AG.37	Etude pour l'intensification de l'agriculture dans la région de Butare	Butare	-
S/total 3: Nb de projets et coût		6		545

Groupe IIb : Projets nouveaux dont le financement est à chercher

1.	1/6.JE.20	Silos communaux	10 préfectures	139
2.	1/1.AG.30	Développement de la théiculture à Rugezi-Kamiranzovu	Ruhengeri	420
3.	1/1.AG.28	Développement de la théiculture à Nshili	Gikongoro	360
4.	1/1.AG.29	Développement de la théiculture à Ndongezi	Ruhengeri	360
5.	1/1.AG.31	Développement de la théiculture à Nkuli-Nyakinama	Ruhengeri	330
* S/total 4: Nb de projets et coût		5		1.609

* Abréviations: Bu = Butare; By = Byumba; Cy = Cyangugu; Gik = Gikongoro; Gis = Gisenyi; Git = Gitarama; Kib = Kibungo; Kiy = Kibuye; Ruh = Ruhengeri; Kig = Kigali.

** Projets non chiffrés

RECAPITULATION

Groupes de projets	Nb de projets	Coût 1977-79 (10 ⁶ FRW 76)	% du coût total
Ia. Projets en cours d'exécution	40	5.310	54
Ib. Projets dont le financement est acquis	10	2.324	24
IIa. Projets nouveaux dont le financement est probable	6	545	6
IIb. Projets nouveaux dont le financement est à chercher	5	1.609	16
TOTAUX	61	9.788	100

3.2. Analyse de la programmation triennale des investissements.

Il ressort d'un premier examen du tableau de synthèse de cette programmation des investissements publics dans le domaine du développement rural pour les années 1977 à 1979, qu'au niveau de la répartition des projets par groupe, une forte proportion de projets en cours d'exécution (54 % du coût total pour la période 1977-79) et de projets dont le financement est acquis (24 %), laisse, aux projets "nouveaux", une place relativement négligeable (22 %). L'influence des groupes Ia et Ib (78 %) étant à ce point prépondérante, il convient d'admettre, s'agissant de ces projets "anciens" dont l'exécution ne pouvait être remise en question - à tout le moins la première année - qu'une programmation, même parfaite, aurait eu finalement peu de chances d'infléchir l'orientation, déjà prise, vers une direction plus conforme à la stratégie définie par le Plan. C'est dire, néanmoins, que, grâce à l'expérience acquise, la programmation triennale 1978-80 devrait pouvoir gagner sensiblement en précision et en exhaustivité.

Suivant la nature des interventions, on peut distinguer les types d'opérations suivants : les actions intégrées, les actions spécifiques ou ponctuelles, les actions générales, les aménagements fonciers et les adductions d'eau.

3.2.1. Les actions intégrées

Qu'elles fassent appel aux techniques - bien rôdées - du paysannat (Projet Icyanya; OVAPAM; Projet Bugesera Est - Gisaka - Migongo), qu'elles placent en avant la promotion du système coopératif (Projet Runda-Taba; Projet Nkuli - Kinigi - Nyakinama) ou qu'elles mettent l'accent sur l'animation (Projet agricole de Kibuye; Développement rural global à Kibungo; Projet d'animation agricole à Kigali et Gikongoro), ces actions intégrées visent, toutes, à une intensification de l'agriculture liée, pour certaines, à une intensification de l'élevage du gros bétail (OVAPAM; Projet agro-pastoral de Nyabisindu; Projet agro-pastoral du Bugesera Est - Gisaka - Migongo; Intensification agriculture et élevage à l'Est de Kigali).

Du point de vue financier, ces actions représentent 29 % du coût des investissements du Secteur du développement rural prévus pour la période triennale 1977-79. La répartition du financement, par source, peut être évaluée comme suit :

.../...

Source de financement	Financement projets des groupes Ia et Ib *	Financement projets des groupes IIa et IIb *	Financement total *	%
RWANDA	178	6	184	7
Aide multilatérale	1.590	-	1.590	56
Aide bilatérale	986	54	1.040	37
TOTAL	2.754	60	2.814	100

* en millions de FRW

Quant à la répartition géographique du financement, elle traduit une position nettement défavorable pour certaines régions. La prépondérance des projets en cours de réalisation et dont le financement est acquis n'a pas permis à la présente programmation d'éviter ce déséquilibre. C'est un problème que devront résoudre les programmations ultérieures.

Préfecture	Financement projets des groupes Ia et Ib *	Financement projets des groupes IIa et IIb *	Financement total *	%
BUTARE	26	-	26	1
BYUMBA	304	-	304	11
CYANGUGU	-	-	-	-
GIKONGORO	330	-	330	12
GISENYI	91	-	91	3
GITARAMA	44	-	44	1
KIBUNGO	921	-	921	33
KIBUYE	199	-	199	7
KIGALI	777	60	837	30
RUHENGERRI	62	-	62	2
TOTAL	2.754	60	2.814	100

* en millions de FRW.

Difficilement quantifiables, les résultats escomptés à partir de ces actions devraient se traduire, pour l'essentiel, par une augmentation de la production vivrière et animale permettant une amélioration de la ration alimentaire et une commercialisation avantageuse des surplus, par une utilisation rationnelle de la main-d'oeuvre de l'exploitation agricole conduisant, à la fois, à un accroissement de sa productivité et à une moindre pénibilité du travail, et par un développement des infrastructures économiques et communautaires contribuant ainsi au mieux-être des populations : toutes missions et objectifs figurant dans le Plan 1977-1981 de façon prioritaire.

.../...

3.2.2. Les actions spécifiques et/ou ponctuelles

Largement dominées par les projets de développement de la théiculture, lesquels représentent, à eux seuls, 38 % du coût des investissements du secteur du développement rural, les actions spécifiques et/ou ponctuelles (44 % du coût des investissements du secteur du développement rural) regroupent également des opérations se rapportant à l'extension des cultures spéciales (pyrèthre, quinquina, sisal, orge de brasserie, oléagineux, cultures maraichères), à celle du petit élevage (porc, volailles), à la protection sanitaire du gros bétail (lutte contre les tiques), à la pisciculture, à la reforestation, et à la formation des jeunes ruraux (promotion de l'artisanat en particulier).

La répartition du financement, par source, peut être évaluée comme suit :

Source de financement	Financement projets des groupes Ia et Ib *	Financement projets des groupes IIa et IIb *	Financement total *	%
RWANDA	209	45	254	6
Aide multilatérale	1.749	72	1.821	42
Aide bilatérale	448	337	785	18
Divers	32	-	32	1
A chercher	-	1.470	1.470	33
TOTAL	2.438	1.924	4.362	100

* en millions de FRW.

La répartition géographique du financement apparaît encore comme déséquilibrée dans le domaine des actions spécifiques et/ou ponctuelles. C'est ainsi que les préfectures de Gikongoro, de Gisenyi et de Ruhengeri se partagent 68 % du montant des investissements. Comme précédemment, bien que dans une proportion moindre, le déséquilibre est le fait de la place occupée par les actions en cours d'exécution et dont le financement est acquis.

Préfecture	Financement projets des groupes Ia et Ib *	Financement projets des groupes IIa et IIb *	Financement total *	%
BUTARE	48	17	65	2
BYUMBA	484	16	500	11
CYANGUGU	59	8	67	2
GIKONGORO	627	338	965	22
GISENYI	487	368	855	20
GITARAMA	14	17	31	1
KIBUNGO	78	17	95	2
KIBUYE	579	8	587	13
KIGALI	40	17	57	1
RUHENGERI	22	1.118	1.140	26
TOTAL	2.438	1.924	4.362	100

* en millions de FRW.

Quant aux résultats espérés, qu'ils concernent la théiculture (où les plantations devront s'accroître de près de 8.000 hectares et où onze usines nouvelles devront être mises en place), les cultures spéciales (où le quinquina, le sisal, l'orge de brasserie, l'arachide d'huilerie, le soja et les cultures maraîchères sont promis à une extension organisée), le petit élevage (où l'on prévoit une diffusion, à moyen terme, de porcs et de volailles sélectionnés sur toute l'étendue du Pays), la sylviculture, la pisciculture, l'hygiène vétérinaire ou la formation de jeunes ruraux, ils tendent, là aussi, à la réalisation de certaines tâches fixées par le Plan 1977-81, soit : l'amélioration de la balance commerciale et des paiements par le développement des productions destinées à l'exportation, l'accroissement des productions alimentaires de substitution, et la diversification des emplois ruraux.

3.2.3. Les actions générales :

Elles sont représentées essentiellement par 4 projets (Fonctionnement de l'ISAR, Service des Semences Sélectionnées, Carte pédologique du Rwanda et Silos Communaux) dont l'impact sur la production devrait être extrêmement marquant puisqu'il s'agit : de la recherche agronomique, de la diffusion, en milieu paysan, d'un matériel végétal à haut rendement, et de la conservation des récoltes et des semences conduisant à une réduction sensible des pertes enregistrées au niveau des modes de stockage traditionnels.

La répartition du financement, par source, est la suivante :

Source de financement	Financement projets des groupes Ia et Ib *	Financement projets des groupes IIa et IIb *	Financement total *	%
RWANDA	29	3	32	10
Aide bilatérale	263	28	291	61
A chercher	-	139	139	29
TOTAL	292	170	462	100

* en millions de FRW.

La répartition des investissements (8 % du montant total par source de financement, est la suivante :

Source de financement	Montant du financement en millions de FRW	%
RWANDA	119	15
Aide multilatérale	96	12
Aide bilatérale	574	73
TOTAL	789	100

La répartition géographique de ces mêmes investissements peut être établie comme suit :

Préfecture	Montant du financement en millions de FRW	%
BUTARE	22	3
BYUMBA	22	3
CYANGUGU	22	3
GIKONGORO	22	3
GISENYI	22	3
GITARAMA	21	3
KIBUNGO	49	6
KIBUYE	21	2
KIGALI	567	72
RUHENGARI	21	2
TOTAL	789	100

3.2.6. Conclusion

A l'analyse, les deux aspects marquants de cette programmation triennale 1977-1979 sont les suivants :

- la prédominance des actions intégrées et des actions spécifiques et/ou ponctuelles.
- le déséquilibre régional des investissements.

.../...

a) Les actions intégrées, les actions spécifiques et/ou ponctuelles.

Regroupant 73% du financement total des investissements, elles devront concourir à l'exécution de nombreuses tâches (le plus grand nombre de celles qui ont été confiées au secteur rural); c'est ainsi que, de l'augmentation de la production vivrière au développement des produits agricoles destinés à l'exportation, en passant par l'amélioration du stockage et de la commercialisation, ces actions participent, de très près, aux missions définies par le 2e Plan Quinquennal.

Le tableau ci-dessous récapitule l'affectation des financements aux différentes actions.

Type d'action	Financement (10 ⁶ FRW)	%
Intégrées	2814	29
Spécifiques et/ou ponctuelles	4362	44
Générales	462	5
Aménagements fonciers	1361	14
Adduction d'eau	789	8
TOTAL	9788	100

Le tableau suivant, indique par source, la répartition de ces mêmes financements.

Source de financement	Financement projets des groupes Ia et Ib*	Financement projets des groupes IIa et IIb*	Financement total*	%
RWANDA	670	54	724	7
Aide multilatérale	3.435	72	3.507	36
Aide bilatérale	3.497	419	3.916	40
Divers***	32	-	32	
A Chercher	-	1.609	1.609	17
TOTAL	7.634	2.154	9.788	100

* en millions de FRW.

** est intégrée dans le financement, pour certains projets, la participation villageoise aux investissements sous forme de main-d'oeuvre.

*** Il s'agit de projet financés par des sources autres que celles mentionnées dans le tableau.

b) Le déséquilibre régional des investissements.

L'attribution d'une bonification aux projets concourant à l'obtention d'un équilibre économique régional aurait dû réduire le déséquilibre existant. En fait, le poids financier des projets des groupes IIa et IIb (les seuls soumis à cotation) n'a pas été suffisant (22% du montant total des investissements liés à la période triennale) pour avoir un impact marquant sur la programmation 1977-1979. C'est ainsi que l'effort accompli en vue ^{de} privilégier les préfectures jusque là défavorisées n'apparaît pas encore dans le tableau ci-dessous.

Préfecture	Financement 10 ⁶ FRW)	%
BUTARE	217	2
BYUMBA	2.143	22
CYANGUGU	135	1
GIKONGORO	1.387	14
GISENYI	1.014	10
GITARAMA	142	2
KIBUNGO	1.111	11
KIBUYE	853	9
KIGALI	1.517	16
RUHENGERI	1.269	13
TOTAL	9.788	100

Cependant, dans la mesure où le Plan devient une "préoccupation continue", on peut alors prévoir que les programmations annuelles, élaborées de 1978 à 1981, s'ajusteront de façon de plus en plus précise aux objectifs fixés et tendront, par là même à réduire ce déséquilibre régional.

20	1/1.AG.22	Intensification de l'agriculture	Gikongoro	501
21	1/2.AG.01	Projet agro-pastoral de Nyabisindu	Bu-Gik-Git	132
22	1/2.AG.02	Lutte contre les tiques	10 préfec- tures	107
23	1/2.AG.03	Elevage pilote de porcs	10 préfec- tures	47
24	1/2.AG.04	Centre pilote avicole	10 préfec- tures	24
25	1/2.AG.08	Elevage pilote d'oies	Byumba	11
26	1/3.AG.01	Projet forestier de Kibuye	Kibuye	191
27	1/4.AG.02	Pêche et empoissonnement au lac Kivu	Gis-Kiy-Cy.	5
28	1/4.AG.03	Pêcherie au Lac Thema	Kibungo	35
29	1/5.AG.13	Entretien des adductions d'eau	10 préfec- tures	153
30	1/5.AG.05	Adduction d'eau à Icyanya	Kigali	80
31	1/5.AG.12	Aménagement des petites sources	10 préfec- tures	164
32	1/5.AG.38	Mise en valeur de la vallée de Mwogo	Gikongoro	39
33	1/5.AG.39	Mise en valeur du marais Buganya	Byumba	118
34	1/5.AG.40	Aménagement du marais Gasyata	Kigali	10
35	1/6.JE.07	Complexe agro-artisanal de Nyantanga	Butare	56
36	1/6.JE.04	Coopérative de tannerie de Kiziguro	Byumba	18
37	1/6.JE.05	Centre de Butamwa	Kigali	3
38	1/6.JE.01	Action en faveur de la Jeunesse	Kibungo	32
39	1/6.JE.08	Centre communal de formation professionnelle de Kivuye	Byumba	29
40	1/6.JE.06	Centre de perfectionnement de Kisaro	Byumba	5

S/total 1 :Nb de
projets et coût

40

7.629

Groupe Ib : Projets dont le financement est acquis

41	1/1.AG.18	Augmentation de la production de quinquina	Cy-Kiy-Gik.	184
42	1/1.AG.35	Etude pour le développement de la production de sisal	Kibungo	10
43	1/1.AG.36	Etude pour le développement de la production de l'orge de brasserie	Gis-Ruh-By.	12
44	1/1.AG.23	Développement de la théiculture à Gisovu	Kibuye	550
45	1/1.AG.26	Intensification agricole en communes de Karago et Giciye	Gisenyi	100
46	1/5.AG.01	Mise en valeur des marais Kagitumba- Muvumba	Byumba	2.000
47	1/5.AG.41	Mise en valeur des marais de Rwasave	Butare	94
48	1/5.AG.11	Adduction d'eau à Gako	Kigali	13
49	1/5.AG.14	Adduction d'eau à Icyanya global	Kigali	809

50	1/5.AG.17	Adduction d'eau à Ihema	Kibungo	28
S/total 2 : Nb de projets et coût		10		3.800

Groupe IIa : Projets nouveaux dont le financement est probable

11	1/6.AG.01	Carte pédologique du Rwanda	10 préfectures	62
2	1/1.AG.32	Développement de la culture oléagineux	Bu-Git-Kig-Kib-Byumba	74
3	1/2.AG.07	Intensification de l'agriculture et l'élevage à l'Est de la préfecture de Kigali	Kigali	94
4	1/4.AG.01	Développement de la pêche et la pisciculture	10 préfectures	133
5	1/1.AG.27	Développement de la théiculture à Akirabo-Mushubi	Gikongoro	550
6	1/1.AG.37	Etude pour l'intensification de l'agriculture dans la région de Butare	Butare	-
7	1/2.AG.06	Centre d'insémination artificielle	Kigali	27
8	1/1.AG.21	Développement des cultures industrielles et vivrières	Gis-Kiy-Cy-Gikongoro	867
9	1/2.AG.05	Laboratoire vétérinaire central	Kigali	101
10	1/6.JE.03	Complexe agro-artisanal de Kitabi	Gikongoro	84
11	1/3.AG.02	Projet de reboisement en préfecture de Gikongoro	Gikongoro	-
12	1/6.JE.02	Complexe agro-artisanal de Gaculiro	Kigali	55
13	1/6.JE.09	Centre communal professionnel de Mbazi	Butare	**
S/total 3 : Nb de projets et coût		13		2.047

Groupe IIb : Projets nouveaux dont le financement est à chercher

1	1/6.IN.20	Silos communaux	10 préfectures	232
2	1/1.AG.30	Développement de la théiculture à Rugezi-Kamiranzovu	Ruhengeri	700
3	1/1.AG.28	Développement de la théiculture à Nshili	Gikongoro	600
4	1/1.AG.29	Développement de la théiculture à Ndongozi	Ruhengeri	600
5	1/1.AG.31	Développement de la théiculture à Nkuli-Nyakinama	Ruhengeri	550
6	1/1.AG.25	Développement rural en préfecture de Byumba (nouvelle formule)	Byumba	590
7	1/1.AG.40	Etude pour le développement de la crête Zaïre-Nil	Cy-Gik-Kib-Ruhengeri	**
8	1/6.AG.02	Dépulpage du café	Kiy-Kig-Bu-Cyangugu	83

9	1/6.JE.11	Complexe agro-pastoral de Kinigi	Ruhengeri	41
10	1/1.AG.03	Etude pour l'aménagement de plaine de Bugarama	Cyangugu	8
11	1/5.AG.03	Mise en valeur de la vallée de la Nyabarongo	Kigali	781
12	1/5.AG.02	Mise en valeur des marais de Rugezi et Kamiranzovu	Ruh-By.	944
13	1/2.JE.01	Centre de production porcine et de formation d'éleveurs	Ruhengeri	21
14	1/6.JE.12	Centres de production et de formation axés sur l'élevage	10 préfectures	330
15	1/6.JE.19	Développement des cultures du ricin et du sisal	Kib-Kig.	**
16	1/6.JE.14	Aide à la transformation des produits agricoles	10 préfectures	**
17	1/3.AG.03	Protection de la forêt naturelle (Rugege et Bigogwe)	Cy-Gik-Gis Kib-Ruh.	12
18	1/1.AG.24	Equipement du service de vulgarisation agricole en matériel audiovisuel	10 préfectures	166
19	1/6.JE.16	Comptoirs de vente de produits agricoles	10 préfectures	12
20	1/1.AG.41	Développement de la culture du froment	Gik-Ruh-	
21	1/1.AG.42	Développement de la culture du tabac	Kiy-Gis.	503
22	1/1.AG.43	Développement de la culture de la pomme de terre	-	**
23	1/1.AG.44	Développement de la culture du maïs	Gis-Ruh-By- Gik-Kiy.	670
24	1/6.JE.17	Centres de formation des jeunes Coopérateurs	-	**
25	1/5.AG.15	Adduction d'eau à Runda	10 préfectures	**
26	1/5.AG.19	Adduction d'eau à Gitwa	Gitarama	5
27	1/5.AG.20	Adduction d'eau Gihara	Gitarama	7
28	1/5.AG.26	Adduction d'eau à Mbazi	Gitarama	14
29	1/5.AG.32	Adduction d'eau à Kibeho	Butare	11
30	1/2.AG.08	Elevage du lapin	Gikongoro	16
31	1/5.AG.18	Adduction d'eau Runaba	Kigali	7
32	1/5.AG.22	Adduction d'eau Nyundo	Ruhengeri	4
33	1/5.AG.30	Adduction d'eau à Janja	Gisenyi	5
34	1/5.AG.31	Adduction d'eau Birehe	Ruhengeri	6
35	1/5.AG.34	Adduction d'eau à Kinigi	Ruhengeri	5
36	1/5.AG.25	Adduction d'eau à Kibuye	Ruhengeri	14
37	1/5.AG.28	Adduction d'eau à Rukara	Kibuye	15
38	1/5.AG.29	Adduction d'eau à Birambo	Kibungo	15
39	1/5.AG.23	Adduction d'eau à Rushashi	Kibuye	4
40	1/5.AG.27	Adduction d'eau Rutongo	Kigali	4
41	1/5.AG.33	Adduction d'eau Rilima	Kigali	6
42	1/5.AG.36	Adduction d'eau à Ruhengeri	Kigali Ruhengeri	10 29

43	1/5.AG.37	Adduction d'eau à Kabaya	Gisenyi	4
444	1/5.AG.35	Adduction d'eau à Mutara	Byumba	3
45	1/6.JE.15	Aide matérielle aux groupements	10 préfectures	5
S/total 4 : Nb de projets et coût		45		7.032

RECAPITULATION

Groupes de projets	Nb de projets	Coût 1977-81 (10 ⁶ FRW 1976)	% du coût total
Ia. Projets en cours d'exécution	40	7.629	37
Ib. Projets dont le financement est acquis	10	3.800	19
IIa. Projets nouveaux dont le financement est probable	13	2.047	10
IIb. Projets nouveaux dont le financement est à chercher	45	7.032	34
TOTAUX	108	20.508	100

* Abréviations : Bu= Butare; By = Byumba; Cy = Cyangugu; Gik = Gikongoro; des Localités
 Gis = Gisenyi; Git = Gitarama; Kib = Kibungo; Kiy = Kibuye; Kig = Kigali; Ruh = Ruhengeri.
 Départements : AG = Minagri, JE = Minijeunesse; IN = Mininter.

** Projets non chiffrés

CHAPITRE 2.

INDUSTRIE
MINES ET ARTISANAT

comme suit :

arrivés
placements pour

objet de déve-
loppement d'ordre
économique
pour que la
production

des mines

1) L'augmentation de la production industrielle.

L'accroissement de la production est un critère très important lors de la prise de décision pour l'implantation d'une entreprise industrielle.

En effet, une fois qu'un tel objectif est atteint, deux missions du Plan seront en voie de réalisation :

a) La satisfaction des besoins alimentaires de la population "Mission A du Plan National 1977-1981" est le premier but principal de l'augmentation de la production, surtout dans la branche des industries de transformation des produits agricoles et de l'artisanat rural.

En outre, cette orientation doit aller de pair avec la mise en valeur des produits et des sous-produits de l'agriculture, ainsi que d'autres ressources du pays.

b) L'amélioration des conditions de vie de la population, "Mission C" du Plan, entre en liaison directe, également, avec le critère d'accroître la production. L'on devrait, au cours de la programmation en cours, mettre l'accent sur l'objectif de favoriser la création des entreprises productrices d'articles de première nécessité.

Aussi, il va de soi que les deux objectifs précédents qui visent l'accroissement de la production favorisent également l'augmentation de la valeur ajoutée, critère important dans la détermination des projets prioritaires du secteur secondaire.

2) Promotion de l'emploi.

La promotion des ressources humaines "Mission B du Plan" est le thème mobilisateur du secteur des mines, industrie et artisanat. Il faudra, dans cette optique, favoriser les entreprises industrielles et artisanales à haute intensité de main-d'oeuvre. Un tel objectif ne pourra être atteint qu'à condition de faire recours à des techniques intermédiaires et de développer des industries créatrices d'emplois en aval et en amont.

3) Equilibre des paiements extérieurs.

La programmation en cours pour la période triennale 1977-1979 devra contribuer au développement des industries d'exportation et de substitution des importations, pour mieux réaliser la mission D du Plan national de développement 1977-1981 à savoir

.../...

l'amélioration de la position du Rwanda vis-à-vis de l'extérieur.

Pour l'établissement de l'ordre de priorité, il sera également tenu compte de certaines qualités particulières que présente l'un ou l'autre projet. C'est ainsi que des bonifications seront accordées pour des actions complémentaires à des projets en cours d'exécution ainsi que pour celles qui tendent à réduire le déséquilibre régional et/ou à créer des effets d'entraînement.

2. Principales actions envisagées par branche.

1) Industries alimentaires et agricoles.

Au cours de l'année 1976 la branche des industries alimentaires et agricoles comptait environ 18 petites industries de transformation, cependant la plupart d'entre elles ne sont que de petits établissements de niveau "artisanat". Pour inciter les investisseurs à s'intéresser à cette branche d'activité comme d'ailleurs pour tout le secteur, il est nécessaire de prendre des mesures appropriées sur le plan fiscal, financier et institutionnel telles qu'elles sont prévues par le Plan à savoir : la mise en application du nouveau code des investissements ainsi que le fonctionnement du Bureau pour la promotion industrielle (B.P.I.) et enfin la création du Fonds de garantie pour les crédits aux petites et moyennes entreprises (PME).

2) Restructuration minière.

Le Gouvernement rwandais a procédé en 1973 à une restructuration de l'industrie minière avec le regroupement des entreprises minières au sein de la SOMIRWA (Société Minière du Rwanda). Dans ses grandes lignes, l'acte constitutif portant création de la SOMIRWA rendue publique par l'arrêté présidentielle n° 78/13 du 7 Juin 1973 prévoyait pour la nouvelle société les activités suivantes :

- 1) faire des recherches, des études et exploiter des gisements dans les zones lui concédées.
- 2) Acheter, transporter, traiter et commercialiser des minerais et effectuer toutes les opérations accessoires nécessaires.

Aussi, dans le cadre du plan de restructuration de la SOMIRWA tendant à réhabiliter l'outil d'exploitation minière, de nouveaux investissements devront être injectés dans ce secteur important pour l'économie du Rwanda. Le matériel d'exploitation dégradé devra être progressivement remplacé par des outils modernes, afin que le niveau actuel de production soit maintenu et même amélioré.

Pour exécuter le plan de restructuration nécessaire à la relance de la production, la SOMIRWA a élaboré un programme d'investissements en deux phases :

1° Phase 1977-1979

- Renouvellement du matériel de production	328 M.FRW
- Recherche Minière	120 M.FRW
- Travaux préparatoires miniers	60 M.FRW
- Fonderie d'étain	450 M.FRW
- Fonderie d'acier	30 M.FRW
	<hr/>
	988 M.FRW

2° Phase :

La SOMIRWA tendra à l'augmentation de sa capacité de production centrante les activités de recherche sur les mines de Nyakabingo, Rutongo, Gatumba, Gifurwe. L'investissement global exigé est estimé à 2.000 M.FRW ; cette seconde phase ne pourra être réalisée qu'au cours de la période 1977-1981.

D'ores et déjà, il faudrait que dans le court terme la SOMIRWA réalise un investissement de l'ordre de 300 millions pour accroître la production. Le plan de restructuration de la SOMIRWA préconise une moyenne annuelle d'augmentation du chiffre d'affaires de l'ordre de 495 millions de FRW.

En outre, au cours de la période quinquennale le budget de l'Etat devrait s'accroître d'environ 83 à 196,7 millions de par la contribution de la SOMIRWA.

En même temps qu'il procède à la restructuration de l'industrie minière, le Gouvernement n'épargne aucun effort pour promouvoir la prospection minière. Il a entrepris, avec l'aide du PNUD, un vaste programme de recherche dont la première phase s'est achevée en 1973. Elle a été immédiatement suivie par une seconde phase qui s'est terminée en 1977 et qui, suivant les prévisions, devait permettre la classification des régions d'après leur potentiel minier respectif. La troisième phase du projet, d'une durée de trois ans, coûtera environ 102 millions de FRW. Au cours de cette période, la recherche minière sera axée sur un programme de relevé géologique aéroporté qui couvrira la région de la Crête-Zaïre-Nil. Elle comprendra également des actions visant à déterminer l'importance des réserves de cassitérite due aux tailings et aux dépôts fluviaux notamment dans la vallée de la Nyabarongo.

3) Industries textiles et maroquinerie.

En 1976, les industries de textiles et de maroquinerie recensées étaient au nombre de 5 dont la tannerie et la RWANTEXCO.

- La RWANTEXCO emploie environ 110 ouvriers et leur nombre sera porté à 150, avec la mise en exploitation du nouvel équipement déjà sur place. Avec cet équipement, en 1978, la production actuelle qui est en moyenne de 8.000 couvertures par mois pourra s'accroître jusqu'à atteindre une moyenne mensuelle de 25.000 couvertures à partir de Juillet 1977. Au cours de la même période, le chiffre d'affaires, évalué actuellement à 2 millions/an, sera porté de 5 à 7 millions. Vers la fin de la période du IIe Plan, il serait intéressant de prévoir de nouvelles extensions dans l'activité industrielle de cette entreprise.

Quant à la tannerie qui était précédemment considérée comme une école des tanneurs, elle passe progressivement à une phase industrielle. Avec prise en mains de la tannerie par la SODEPARAL, le 31 Janvier 1977, un plan de production bien défini a été établi comprenant l'extension des bâtiments, l'achat de nouveaux équipements et la formation des cadres rwandais.

Les chiffres qui suivent indiquent, pour la tannerie, le plan de production, de financement et de création de nouveaux emplois, préconisé pour ces quatre prochaines années.

1° - Production

a) <u>Tannage</u>	<u>1977</u>	<u>1978</u>	<u>1979</u>	<u>1980</u>
Nombre de peaux	37.000	63.000	125.000	157.000

Ces quantités comprennent les peaux de bovins et de caprins.

b) <u>Cordonnerie</u>				
Chaussures pour hommes	3.750	10.000	12.500	15.000
Chaussures pour dames.	7.500	10.000	15.000	17.000

.../...

c) <u>Maroquinerie</u>	<u>1977</u>	<u>1978</u>	<u>1979</u>	<u>1980</u>
Sacs	300	315	600	630
Ceintures	1.000	1.200	2.000	2.400
Porte-feuilles	500	575	1.000	1.150
Porte-clés	500	585	1.000	1.170
Tapis	200	200	400	412
Autres	200	220	400	412
2° - <u>Dépenses globales</u>				
<u>d'investissement</u>				
<u>en Millions de FRW.</u>				
	30,8	34,9	64,9	72,7
3° - <u>Nombre d'emplois</u>				
<u>prévus</u>				
Tannerie	39	30	34	42
Cordonnerie	22	44	74	76
Maroquinerie	7	11	11	12
Personnel d'appui	12	17	17	17

Source: SODEPARAL.

Au cours de l'année 1977 et la première moitié de l'année 1978, la tannerie poursuivra la phase des constructions en cours. Une fois les constructions terminées, probablement au mois de Juin 1978, on procédera à la mise en place des équipements nécessaires pour une tannerie, une cordonnerie et un laboratoire.

Le démarrage des travaux pourra commencer vers le mois de Juillet 1978 toujours selon les prévisions. Tout le programme présenté ci-dessus nécessitera un personnel formé capable d'adapter les techniques aux exigences de la rentabilité.

4) Industries chimiques.

Le domaine des industries chimiques est encore très peu exploité au Rwanda. On n'en compte que quelques unités dont : une fabrique de savons, deux peintureries, une usine pour la production de la pyréthrine.

Au cours du triennat, l'industrie chimique doit être développée avec notamment l'exploitation du gaz méthane du lac Kivu dont les sous-produits pourront être utilisés dans le cadre de l'industrie nationale. Un effort devra être fourni pour l'extension de l'USINEX qui permettra la production d'une des composantes des insecticides organiques. Il est aussi envisagé de construire une usine de conditionnement et plus tard de production des produits pharmaceutiques, une fabrique de vaccins, une unité pour la production de parfums et des produits de nettoyage, eau de javel et autres, etc...

5) Les industries mécaniques et métallurgiques.

Le développement des centres urbains continue à entraîner la création sur place de petites entreprises de fabrication d'ouvrages métalliques soit pour l'ameublement, tables, lits, chaises... soit pour les constructions elles-mêmes, charpentes, portes et fenêtres, etc... On compte actuellement environ 8 entreprises, la plupart d'entre elles étant de taille plutôt modeste.

Cette branche pourra se développer de façon satisfaisante à mesure que des solutions seront trouvées aux difficultés de pénurie de capitaux, d'approvisionnement en matières premières et d'écoulement de produits finis dont il faudra sans cesse améliorer la qualité pour les rendre plus compétitifs.

L'accès au crédit rendu plus aisé pour les entreprises à faible capacité de financement par la création du Fonds de garantie pour les PME permettra de rendre les problèmes financiers moins gênants.

2.6) Les matériaux de construction et cartonnerie.

Cette branche a connu au cours de ces dernières années une expansion notoire : en effet, on compte environ 20 unités de production d'ouvrages en bois pour différents usages au Rwanda. Toutefois plusieurs entreprises étant de niveau plutôt artisanal, on devra encourager les artisans à se regrouper en coopératives.

.../...

7) Autres industries.

Ce groupe inclut entre autres une fabrique de tubes en PVC, une usine d'ouvrages en plastiques, une fabrique de matelas en mousse, une faïencerie, une bouteillerie et verrerie, des unités de fours à chaux ainsi qu'une entreprise de rechapage de pneus.

B. ARTISANAT.

Jusqu'à présent, seules quelques associations privées se sont intéressées à l'artisanat au Rwanda : missions religieuses, foyers sociaux, centre ARTIMO, etc...

Une intervention efficace pour promouvoir ce secteur s'impose donc. Le soutien logistique et matériel du Gouvernement devra s'attaquer au problème de la dispersion des activités de l'artisanat en vue de faciliter l'approvisionnement en matières premières et de rechercher les débouchés. L'Etat devra également concourir à la formation du personnel apte à assurer une gestion permettant de rentabiliser ce secteur et de promouvoir la création des coopératives des artisans.

Selon la nature des activités, l'artisanat se subdivise en artisanat utilitaire ou de production, artisanat de service et artisanat artistique.

- L'artisanat utilitaire est celui qui produit des biens de consommation divers. A cet égard, il vient compléter et peut même produire certains articles de substitution de certaines industries.
- L'artisanat de service est l'activité de ceux qui vendent leurs services à la clientèle. Sont classés dans ce domaine des activités telles que réparation de matériel divers, installation de machines....
- L'artisanat artistique produit des biens comme l'artisanat utilitaire mais il s'en distingue par le fait que la valeur des biens produits réside dans leur intérêt artistique.

Sous un autre point de vue, l'artisanat se subdivise en artisanat traditionnel qui pourrait être qualifié de rural et en artisanat moderne qui se développe surtout dans les centres urbains.

1) Panorama de l'artisanat rwandais.

Etant donné le faible pouvoir d'achat de la population et le niveau élevé du sous-emploi, les activités artisanales devraient être stimulées d'une manière systématique.

.../...

1) Artisanat de production.

Comme activités relevant de l'artisanat utilitaire on peut citer l'artisanat minier (tout en rappelant que l'extraction minière est classé par la Programmation dans le secteur "Industrie et Mines") l'artisanat agricole et alimentaire, la production des matériaux de construction, les forges, les poteries,...

L'artisanat alimentaire est une forme d'artisanat à laquelle on consacre généralement très peu d'études et qui pourtant mérite une attention particulière. Son objet est la valorisation des produits de l'agriculture. Il s'agit notamment des boucheries et de la fabrication des bières traditionnelles.

A l'heure actuelle, on estime que la production des bières de sorgho et de banane couvre plus de la moitié de la production du secteur secondaire. Pour développer ce genre d'artisanat, il faudrait mener des actions particulières (propagande, soutien matériel, etc...) visant à améliorer la qualité des produits et à permettre de meilleures conditions de conservation.

La production de matériaux de construction comprend les briqueteries et tuileries, les menuiseries, ... Les chiffres précis sur le nombre des artisans ou sur la valeur de la production artisanale; manquent mais on ne peut pas douter de l'importance de ce secteur dont les activités s'étendent dans toutes les communes. Ce secteur est aussi un des rares secteurs qui soit capable de supporter la concurrence des produits importés : blocs en ciment, tôles ...

Les forges produisaient traditionnellement du matériel agricole et ménager : houes, serpettes, haches et du matériel de guerre : lances, flèches, épées, matériel qui aujourd'hui relève de l'artisanat artistique. Deux forges d'une certaine importance sont installées à Gishanvu et à Nyabisindu en préfecture de Butare. Le Plan prévoit l'extension de ces 2 forges en vue d'en faire de petites fabriques de matériel divers : fabrique de couverts et articles de ménage en fonte, etc...

2) Artisanat de service

L'artisanat de services s'est surtout développé dans les centres urbains. C'est la réparation de montres, de bicyclettes, de matériel électromécanique... Des activités telles que la soudure sont aussi des prestations de services mais peuvent également être classées dans l'artisanat de production car les 3 subdivisions de l'artisanat ne sont pas étanches. On peut citer aussi dans l'artisanat de services les peintres en bâtiment, les mécaniciens réparateurs d'automobiles, les tailleurs, les coiffeurs, les cordonniers, etc...

.../...

Cet artisanat demande des connaissances techniques que ne possèdent pas les artisans qui font leur apprentissage sur le tas.

Le Plan prévoit que l'introduction de l'agriculture mécanisée devra être épaulée par l'artisanat pour l'entretien et la réparation du matériel agricole.

3) L'artisanat artistique.

Traditionnellement, l'artisanat artistique est une activité féminine qui produit des articles de décoration tels que nattes, produits de la vannerie, etc...

Avec l'évolution de la société et les possibilités d'exportation le champ de l'artisanat artistique s'est étendu et l'on a vu apparaître les vanneries, broderies, perlages sculptures, peintures, pyrogravures, poteries artistiques.

2. Les freins du développement de l'artisanat rwandais : La promotion de l'artisanat se heurte à certaines contraintes que voici :

1) Approvisionnement difficile en matière première.

L'irrégularité de l'approvisionnement de la matière première pour l'artisanat constitue un handicap majeur au développement de ce secteur. Certains ateliers sont pour cette raison, obligés d'arrêter périodiquement leurs activités, car ils ne sont pas en mesure de se constituer des stocks permettant une production régulière. Ces ateliers seraient, ipso facto, incapables de satisfaire le marché extérieur et a fortiori, à concurrence des productions des pays plus développés.

2) Organisation inadéquate des circuits de distribution.

L'artisanat rwandais n'est pas suffisamment protégé et est dépourvu de moyens adéquats de propagande et de publicité, tant à l'intérieur que sur le marché international. L'organisation insuffisante des circuits de distribution force les artisans à ne produire que sur commande. Et dans ces conditions, le consommateur est obligé de recourir aux importations des industries manufacturières.

1.2.2.3. Une formation insuffisante.

Depuis longtemps, l'artisanat rwandais s'est transmis de père en fils, c'est pourquoi, l'artisan rwandais possède en ligne générale, une habileté traditionnelle acquise dans son milieu.

Néanmoins pour être plus productif, il a encore besoin d'apprendre les techniques modernes de gestion et de marketing afin d'accroître la rentabilité.

.../...

Etant donné que l'artisanat est appelé à constituer une source non négligeable de nouveaux emplois en milieu rural, il faudra en conséquence encourager les quelques centres de formation en place à mieux former les artisans.

4) Manque de capitaux.

L'artisanat exige de faibles capitaux, toutefois, le chiffre d'affaires des ateliers ne suffit pas pour réaliser des profits leur permettant l'autofinancement. Ceci est dû à l'insuffisance des circuits de distribution et à une mauvaise gestion. L'activité d'un atelier devrait permettre à l'artisan l'acquisition du matériel roulant nécessaire au transport de la matière première et de la production.

3. Actions envisagées pour l'artisanat au cours de la période 1977-1979.

La valeur ajoutée par la branche artisanale dans le processus de production de tous les secteurs de l'économie rwandaise ne pourra s'accroître que par la mise en place d'une politique dynamique tendant à agir sur la plupart des contraintes précédemment décrites.

1) Constitution de l'Association pour la Promotion de l'Artisanat Rwandais (ASPAR).

L'objet de cet organisme est d'apporter à l'artisanat l'aide nécessaire au développement de la production et de la commercialisation des objets de l'artisanat.

Il lui faudra assurer un approvisionnement régulier de matières premières et l'écoulement facile de la production. En outre, un prix rémunérateur pour les artisans sera déterminé à partir du calcul exact du prix de revient pour chaque produit et dans chaque branche.

L'ASPAR soutiendra la constitution progressive de coopératives d'artisans ainsi que celle des comptoirs d'achat tout en veillant à accroître la compétitivité des produits de l'artisanat rwandais à l'intérieur comme à l'extérieur du pays.

Mais les moyens dont dispose l'ASPAR sont très limités, actuellement l'association ne dispose que 500.000 FRW, montant nettement insuffisant pour pouvoir démarrer un programme aussi vaste.

2) La création d'un "Office National des métiers".

Un tel Office devrait réduire la dispersion des efforts menés par différents services pour développer l'artisanat :

II. DESCRIPTION SOMMAIRE DES PRINCIPAUX PROJETS

Projets en cours.

1. L'industrie de la banane.

Une usine de fabrication de vin et de jus de bananes dont la construction avait démarré à Kicukiro (Kigali) en 1975 et a été inaugurée en Juillet 1977. Le statut juridique de l'usine est actuellement à l'étude. Les investissements effectués jusqu'ici s'élèvent à 100 millions de FRW et l'usine emploie 82 personnes dont 77 ouvriers et 5 cadres.

Pour le moment, la capacité effective s'élève autour de 9 tonnes de bananes par jour permettant l'extraction de 3.000 litres de jus, soit 5.000 bouteilles dont 2/3 pour le jus et 1/3 pour le vin. Suivant les prévisions, lorsque l'usine fonctionnera à sa pleine capacité, avec deux équipes de travail, on pourra traiter jusqu'à 18 tonnes de bananes par jour, correspondant au double de la production actuelle. La proportion entre le jus et le vin dépendra, évidemment, de la demande.

Dans le cadre de ce projet, il est envisagé qu'au cours de l'année 1978 l'usine soit dotée d'une distillerie et en 1979, une vinaigrerie par fermentation acétique ; la production de vinaigre dépendra aussi de la demande actuelle et potentielle. Il faudrait d'ores et déjà étudier les possibilités d'installer une deuxième chaîne de vinification afin de prévenir des arrêts de production et d'accroître le rendement.

Aussi, l'écoulement de toutes ces productions sur les marchés étrangers devrait faire l'objet d'une étude approfondie.

Vers la fin du IIIe Plan, des expériences seront entreprises pour étudier les possibilités de fabriquer d'autres produits dérivés de la banane, dont : bananes en boîtes, bananes sèches, sirops, poudre de bananes, etc...

Les programmes de formation du personnel seront mis en route afin de doter l'entreprise des techniciens et des cadres aptes à assurer l'entretien, la coordination et la sélection des machines pour rendre le projet rentable d'une façon continue.

2. La fabrication du jus de marakudja.

La fabrique, située dans la commune de Cyimbogo en préfecture de Cyangugu, produit du sirop à partir des fruits appelés marakudja ou "passiflora Edulis". La production actuelle estimée à 5 tonnes de sirop par an étant insuffisante, le projet envisage une production plus importante capable de couvrir la demande locale et celle des pays limitrophes.

.../...

Un tel objectif pourra être approché, si le programme d'extension de la culture de Marakudja d'environ 400 t de fruits par an est atteint. Ainsi l'on pourra facilement atteindre une production de l'ordre de 140 tonnes de sirop par an.

Le sirop ^{serait} de composition suivante :

- jus de marakudja	50 %
- sucre	49,3 %
- acide citrique	
- sulfate potassique	

On pourra aussi produire des sirops de mélanges de marakudja, d'ananas et d'oranges. L'investissement global prévu pour atteindre l'objectif de production cité précédemment devrait s'élever à 48,0 millions FRW, soit environ 20 millions de FRW pour le triennat 1977-1979.

3. Sucrerie de Kabuye.

Ce projet réalisé avec le concours de la Chine Populaire est presque achevé. Au cours du semestre s'étendant de juillet 1976 à janvier 1977, le rapport de production fut de l'ordre de 91,2 tonnes de cannes à sucre traitées par jour soit environ 14,2 tonnes de sucre. Les cannes utilisées provenaient des plantations s'étendant sur une superficie de 240 ha.

Des extensions des cultures ont été dès lors entreprises jusqu'à porter la superficie totale cultivée à 560 ha.

On pourrait ^{du fait} prévoir la possibilité de doubler la production tenant surtout compte que la capacité installée de la sucrerie s'élève autour de 150 t de cannes à sucre par jour.

Le projet devrait tendre à rayer les importations qui au cours de l'année 1976, se sont élevées à 765,6 tonnes, selon les statistiques du plan, qui ne prennent pas en considération des quantités de sucre importées par fraude, spécialement importante pour cette denrée.

Des extensions ultérieures dépendront de la disponibilité des terres de culture de canne à sucre dans ce périmètre.

4. Huilerie d'extraction par pression (Rwandex).

Les installations, ainsi que les emballages sont déjà en place; la production d'huile est actuellement handicapée par l'insuffisance d'arachide. Les machines installées ont une capacité de 10 tonnes d'arachide par jour. Durant les mois de mai et de juin 1977 l'usine a tourné. Elle s'est arrêtée subitement faute de matières premières. L'huilerie RWANDEX n'avait pu acheter que 216 tonnes d'arachides ce qui a donné 130 tonnes de tourteaux et 74.000 litres d'huile. Un plan d'approvisionnement devrait être mis en place pour rentabiliser l'usine.

.../...

A ce propos la culture d'arachides devrait être encouragée dans la région de Kibungo.

A noter que la capacité souhaitée serait de 3.500 tonnes d'arachides par an, alors que la production actuelle est en moyenne de 1.300 tonnes. Aussi, outre la nécessité d'une campagne de production, une campagne publicitaire devrait conduire à la sensibilisation du marché rwandais pour la consommation de tourteau, afin de mieux valoriser la production d'arachide au Rwanda. Si le tourteau des installations (Rwandex) était encore traité par le système d'extraction par solvant on pourrait en retirer beaucoup plus d'huile (environ 17 %).

5. Rizerie.

Une usine de décorticage du riz est actuellement en fonctionnement dans la vallée de la Nyabugogo, près de Kigali et son extension dépendra des nouvelles cultures de riz. L'obsolescence des machines nécessitera leur remplacement à court terme. La même remarque vaut en ce qui a trait à la rizerie de Bugarama. La mise en valeur de la vallée de l'Akanyaru nécessitera de nouveaux investissements pour le décorticage du riz.

Le Rwanda a intérêt à accroître la production du riz pour réduire les importations qui ont coûté 33,5 millions en 1976, correspondant à 838,2 tonnes de riz et de brisure de riz.

La production a été évaluée, pour la même année, à environ 2.668 tonnes pour tout le pays dont ^{de} près 736,5 tonnes de riz de Kabye. Cette production devrait au moins être doublée d'ici à la fin du IIe Plan, ce qui reste possible avec la mise en valeur du bassin de l'Akanyaru et celle d'autres terrains disponibles.

6. Papeterie de Zaza (Kibungo).

Ce projet envisage de fonctionner en quatre phases distinctes à savoir :

- | | |
|---|-----------|
| a) La production des plaques isolantes | 1977-1978 |
| b) La production de cartons | 1978-1979 |
| c) La fabrication de boîtes d'emballage | 1978-1979 |
| d) La production des papiers | 1979-1981 |

Le plan d'investissement correspondant aux quatre phases est le suivant :

1) Usine de plaques isolantes.

Le montant de 25 millions de FRW devra permettre une production journalière de 200 plaques de 1 m².

2) Usine de cartons.

Un investissement de l'ordre de 35 millions de FRW permettra

.../...

de démarrer à une production estimée entre 3.000 et 4.000 m² de feuilles par jour d'une épaisseur de 2 mm et d'1 m de largeur.

3) Usine de fabrication de boîtes d'emballage.

Le démarrage de cette phase nécessitera un investissement de l'ordre de 30 millions de FRW pour une production permettant de satisfaire les besoins locaux et d'exportation.

4) Usine de production des papiers.

La construction de l'usine de fabrication des papiers pourrait être localisée aux environs de Kigali et exigerait un investissement estimé autour de 70 millions de FRW. Outre ces différents montants il est prévu de construire un laboratoire pour un investissement d'environ 7 millions de FRW.

Aussi, au cours de la 1^o phase, la fabrication des panneaux durs nécessiterait un montant global d'investissement de près de 50 millions. Le total des investissements à engager est ainsi estimé à 217 millions de FRW au cours de la période du plan quinquennal. Le projet créera 180 emplois directs.

7. Extension de la MERA.

Outre le montage de vélos et vélomoteurs, l'activité principale de la MERA est la production de radios et autres instruments électroniques depuis l'année 1965.

Jusqu'à présent, la MERA a produit des postes bon marché destinés au marché local.

Il est prévu qu'avec la possibilité de vendre dans les pays limitrophes, la production qui en 1975 s'élevait à 13.000 postes, pourra atteindre 24.000 postes en 1977, avec une moyenne mensuelle de 2.000 postes.

Dans le cadre général, la MERA a besoin d'effectuer des investissements supplémentaires pour se doter des instruments que nécessite l'amélioration de la qualité, afin que les radios MERA soient concurrentielles tant sur le marché intérieur qu'extérieur.

Il est de l'intérêt de cette entreprise de se réorganiser afin qu'elle soit en mesure de mener et d'exploiter des études de marché en vue de développer les activités les plus rentables.

8. Clouterie

C'est un projet qui est entrain de se réaliser sur l'initiative privée. L'objet de ce projet est de produire des clous, des vis et fils barbelés. Son objectif serait d'atteindre une capacité variant entre 110 à 266 tonnes par an. L'investissement nécessaire pour la réalisation de ce programme est évalué à 29 millions de FRW.

La localisation de ce projet est à Kicukiro, près de Kigali.

9. La cimenterie.

La mission chinoise actuellement en place poursuit la phase de prospection et d'évaluation de la matière première disponible comprenant du calcaire, de l'argile et du grès dans la région de Bugarama en préfecture de Cyangugu.

La contrepartie rwandaise consistera surtout dans la fourniture des infrastructures de base (eau, électricité, route reliant l'usine à la voie principale Cyangugu-Bugarama...) .

10. Usine de produits en plastique.

La réalisation de ce projet dépend de l'initiative privée et on peut louer les efforts des nationaux dans ce domaine. Les bâtiments sont presque achevés à Gikondo (Kigali).

La capacité escomptée se chiffre autour de 348 pièces par jour : cuvettes, seaux, tasses, etc... L'investissement nécessaire pour réaliser cet objectif a été évalué à environ 148 millions de francs rwandais. De même que pour les projets précédents, ce projet entrera dans sa phase opérationnelle au cours du triennat 1977-79.

11. Une fabrique de tuyaux en P.V.C.

Le projet a pour objet la construction d'une usine de fabrication de tuyaux en PVC. Son exploitation sera assurée par une société d'économie mixte appelée SONATUBES. Les constructions en cours à Kicukiro, près de Kigali, pourront selon les prévisions, être achevées avant novembre 1977.

L'usine pourra démarrer ses activités de production en décembre 1977. La capacité de production est de 650 tonnes par an en continu (3 postes de travail par jour).

L'investissement global engagé est évalué à 100 millions de FRW. Le personnel que l'usine pourra employer s'élève autour de 30 unités.

Le pays pourra certainement compter sur des effets sur sa balance commerciale envisagée par la société :

- prix unitaire des tuyaux importés : 200 F/kg (valeur CIF Kigali)
- prix unitaire des matières premières importées par SONATUBES : 120 F/kg (valeur CIF Kigali)
- soit une épargne de devises de 80 FRW.

La société espère réaliser un chiffre d'affaires d'environ 140 millions de FRW,

12. Rechapage de pneus.

L'usine est installée dans le parc industriel à Gikondo sous l'appellation de "Société Rwandaise des pneumatiques". La capacité installée est de 10.000 pneus par an. A noter que l'usine travaille sur commande.

Les investissements effectués pour la mise en place de la fabrique sont de l'ordre de 32,6 millions.

Le projet emploie pour le moment 32 ouvriers et il est envisagé de les répartir en 3 équipes par jour.

Le chiffre d'affaires annuel est d'environ 40 millions de FRW par an. Si l'usine parvenait à tourner à sa pleine capacité, le chiffre d'affaires passerait à environ 60 millions de FRW.

On peut estimer que le projet apporte au pays une économie en devises d'environ 50 millions de FRW ; il a donc un effet bénéfique sur la balance commerciale.

La société a réalisé jusqu'alors un investissement d'un montant de 28,5 millions.

Au cours de l'année 1978, elle envisage d'effectuer un investissement supplémentaire d'environ 3,5 millions. Plus tard, il est prévu d'installer une machine pour le changement rapide des pneus.

13. Savonnerie.

L'usine est en construction à Kicukiro. La production prévue est de 15 tonnes par jour et pour ce faire un investissement de 55 millions de FRW est envisagé.

2.14. Peinturerie SIRWA Colour.

L'objectif de l'usine est la production de toutes sortes de peintures, de vernis et de mastics. L'usine peut fournir des peintures spéciales (peintures pour fer, peintures pour bois), du mastic pour fer et du mastic pour bois, des peintures pour sols, bateaux et bassins de natation, des vernis... La capacité des machines est de 2.500 kg par jour. Les investissements réalisés se chiffrent à 25 millions de FRW. La peinturerie emploie 31 personnes. Le projet est presque réalisé à 100 %.

15. Extension de l'Imprimerie Nationale.

Les travaux d'extension en cours de l'Imprimerie Nationale comprennent : une cave, un rez-de-chaussée et deux étages. Ces travaux pourront, selon les prévisions, s'achever en 1978. Le coût global pour la construction, le matériel et l'équipement est estimé à 150 millions de FRW.

L'équipement comprendra plusieurs types de machines et d'autres matériels pour un montant d'environ 50 millions de FRW. Des machines devront notamment comprendre : des photocomposeuses, des phototireuses, une composeuse IBM, des presses offset... etc. L'imprimerie en vue du démarrage des travaux devra être assurée d'un stock suffisant de papiers, encres, etc... D'ores et déjà, il faudrait procéder à la formation des agents techniques et autres en vue de rentabiliser le nouvel équipement.

16. Fabrication de vaccins.

Le laboratoire-vétérinaire de Butare fabriquait des vaccins pour des bovins, des ovins et des capridés.

Pour le moment cette activité a connu un certain ralentissement dû entre autres à l'insuffisance de moyens financiers, de personnel adéquat, de fournitures régulières de matières premières, etc...

Au cours du triennat, un investissement d'un montant de l'ordre de 6 millions de francs rwandais devrait être réalisé pour permettre au laboratoire-vétérinaire de Butare de continuer ses activités de recherche.

Il est prévu également de relancer l'activité dans le domaine de la recherche biologique en vue de déterminer les moyens à mettre en oeuvre pour combattre les maladies des animaux. L'Etat devra intervenir pour financer la construction d'un laboratoire et son équipement. Certaines sources extérieures ont été également contactées à cet effet.

17. Cigaretterie.

Les travaux de construction d'une usine de cigarettes sont en cours à Kicukiro près de Kigali par TABARWANDA (société d'économie mixte). Les investissements prévus s'élèvent à 127 millions de FRW, dont 70 millions pour les constructions et 57 millions pour les machines et d'autres installations.

La capacité de production installée s'élèvera à 50 millions de cigarettes par an. Les possibilités d'accroître la production dépendra des études de marketing visant à atteindre de nouveaux marchés, surtout ceux des pays limitrophes.

Le problème du financement a été résolu ; il reste pour le moment à organiser la production de matières premières. Le Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage devrait établir d'ores et déjà un programme de production bien défini.

Le Rwanda pourra produire environ 50 % des tabacs nécessaires comprenant du Burley et du Virginie ; d'autres variétés de tabacs seront importées des pays étrangers, situation qui, toutefois, pourrait être modifiée progressivement. On prévoit que l'usine commencera à produire en Novembre de 1978.

.18. Matelas en mousse.

L'usine a démarré ses travaux au mois de Juillet 1977. La capacité de production prévue est évaluée autour de 20 à 30 mille matelas par an.

La capacité effective actuelle est d'environ 50 matelas par jour. L'investissement est de l'ordre de 7,5 millions de FRW. La production actuelle est insuffisante pour couvrir le marché. Le marché intérieur est estimé très favorable par le promoteur. Il est prévu l'achat de nouvelles machines à haute capacité dans le court terme afin d'exporter des matelas dans les pays limitrophes. Actuellement la fabrique emploie 15 ouvriers, nombre qui certainement, pourrait être doublé avec la mise en marche de l'équipement nouveau.

19. Fonderie d'étain.

La pose de la première pierre a eu lieu en Février 1978. Le projet est localisé à Gatsyata tout près de Kigali. L'investissement de l'ordre de 450 millions de FRW a été entièrement acquis avec le concours de la Banque Européenne d'Investissement (BEI). La capacité de l'usine s'élève à 3.000 tonnes de cassitérite par an. Aussi, toute la production de cassitérite du pays, qui s'est élevée à 2.180 tonnes en 1976 et dont les prévisions portent à 2.500 t en 1981, pourra être traitée par cette usine. D'après les études disponibles, le taux de rentabilité interne d'une fonderie d'étain au Rwanda est de l'ordre de 12 %. La fonderie pourra procurer une centaine de nouveaux emplois.

20. Divers.

Fabrique de bougies, usine de bonbons, fabrique de valises, fabrique de casseroles, produits de beauté et cosmétiques.

Un même promoteur envisage l'exécution de ces cinq projets. Ceux-ci seront réalisés dans un même bâtiment sis à Kicukiro. Les travaux de constructions seront bientôt achevés ; l'usine et ses sections pourraient entrer en fonctionnement vers la fin de l'année 1977 ou dans la première moitié de 1978.

Les machines installées sont de grande capacité et leur production sera plus que suffisante pour le marché rwandais. La capacité effective dépendra du marché et de l'habileté des ouvriers.

- Fabrique de bougies : à raison de 8 heures de travail, l'usine peut produire 32.000 bougies par jour.
- L'usine de bonbons aura une capacité d'environ 2 tonnes par jour.
- Fabrique de valises : capacité journalière de 200 valises.
- Fabrique de casseroles : 3 casseroles par minute, soit 1.400 par jour.
- Produits de beauté et cosmétiques : pas chiffrée.

Tous ces produits devront avoir un prix concurrentiel par rapport à celui des importations. Aussi, la qualité et la quantité de tous ces différents articles devront satisfaire le marché intérieur et extérieur.

Les investissements s'élèvent à environ 50 millions de FRW. L'usine emploiera en tout 40 à 50 personnes, soit environ 9 personnes par département.

II. PROJETS NOUVEAUX.

21. Usine d'allumettes.

Les études faites par la "Japan Consulting Institute" localisent l'usine de fabrication des allumettes à Butare, une région très peuplée et située à proximité des matières premières. Ces études jugent le projet financièrement rentable. L'excédent de la consommation locale pourrait être exporté.

Le projet propose une production annuelle de 36 millions de boîtes d'allumettes ; ce qui sera réalisable avec un financement d'environ 93 millions de FRW.

Il est à noter que sur le plan économique, la production des boîtes d'allumettes sur place contribuera à la réduction du déficit de la balance commerciale. Notons à ce propos, qu'au cours de l'année 1975, la valeur des importations s'est élevée à 108 millions, correspondant à un poids net de 874,1 tonnes.

22. Huilerie de soja.

L'étude de préfactibilité d'une huilerie d'extraction par solvant établie par les services du Ministère du Plan a conclu à la rentabilité d'une usine d'une capacité de 60 T/jour. L'investissement nécessaire pour la construction de l'usine et son fonctionnement normal se situe autour de 590 millions de FRW.

L'usine pourrait être érigée à Nyabisindu, localité située au centre d'une région où un programme de culture du soja est en cours.

Au stade actuel, le problème de l'insuffisance de la matière première sera résolu grâce à la vulgarisation de la culture de soja dans les préfectures de Kigali, Gitarama, Butare et Gikongoro.

Sur le plan social, le projet contribuera à la création de nouveaux emplois et permettra à la population de mieux se nourrir et d'accroître son revenu. Sur le plan économique, ce projet réduira le déficit de la balance commerciale. On constate que pour la seule année 1976 le Rwanda a importé de l'huile comestible pour une valeur de l'ordre de 331 millions de FRW pour une quantité de 4.389 tonnes.

23. Minoterie de Gikongoro.

La construction d'une minoterie à Gikongoro devrait aller de pair avec l'intensification de la culture de blé dans la région de Gikongoro et de Kibuye. L'usine fonctionnerait 250 jours par an et aurait une capacité annuelle de 5.000 tonnes, soit environ 15 à 20 tonnes de blé traitées par jour.

Le coût total du projet est estimé à près de 156,5 millions de FRW. Le développement de la culture du blé est très nécessaire dans cette région, une des plus pauvres du Rwanda. Un prix rémunérateur devrait encourager les agriculteurs à accroître la production en vue d'assurer la rentabilité à l'usine projetée.

24. Malterie.

Suivant les études déjà effectuées sur ce projet, la capacité d'une usine de conversion directe de l'orge en moût pourrait être portée de 2.000 à 3.000 tonnes par an, sans pour autant augmenter le montant des investissements. Le coût global de l'usine est actuellement estimé à 150 millions de francs rwandais, compte tenu des imprévus et des dépréciations monétaires de ces dernières années. Il convient à cet effet de remarquer que l'investissement total était évalué à environ 76 millions en 1971.

Le projet de malterie est extrêmement intéressant, surtout sur le plan économique, car il permettrait aux paysans d'accroître leurs revenus et à l'Etat de faire une économie de devises.

25. Gaz méthane du lac Kivu.

Les réserves de gaz dissous dans les eaux du lac Kivu sont estimées à près de 60 milliards de m³ et constituent une richesse importante pour le Rwanda et le Zaïre.

Les pourparlers actuellement en cours ont permis aux deux parties d'identifier les différentes utilisations possibles du gaz comme combustible et comme matière première pour l'industrie chimique notamment pour la production d'engrais azotés. La localisation des différentes unités de production de part et d'autre du lac vient d'être déterminée par la Commission technique mixte zaïro-rwandaise sur le gaz méthane. Des contacts avec les aides extérieures ont été pris en vue de trouver des fonds nécessaires pour les études de factibilité et pour la réalisation du projet.

La valeur des investissements sera déterminée après les études de factibilité. Il convient cependant de signaler que d'après les premières estimations d'ASSINEZ, ce projet nécessitera la mobilisation de fonds très considérables.

En effet, selon les experts du Groupe Allemand d'Assinez, une usine d'extraction coûterait 100 à 130 millions de DM, soit plus de 4 milliards de francs rwandais.

Pour la période de programmation, il y a lieu de retenir :

- les études de factibilité dont le coût est estimé à 30 millions de FRW.
- la participation au capital de la Société mixte zaïro-rwandaise pour l'exploitation, le transport et la commercialisation du gaz, soit 1 milliard de FRW.

Jusqu'à ce jour, une partie du financement peut être estimée possible du moins pour pouvoir réaliser des études de factibilité.

26. Outillages agricoles.

Le projet vise la production d'outillages agricoles et se propose de fonctionner en deux phases :

- 1) La production de houes
- 2) La production de machettes, pioches, pelles, pics...

La capacité de l'usine prévue sera de l'ordre de 1.080.000 houes/an. Une telle capacité devra permettre de couvrir les besoins actuels du marché car pour la seule année 1976, les importations des houes se sont élevées à 842.722 houes selon les statistiques du Ministère du Plan. Le projet créera environ 90 nouveaux emplois et contribuera à la formation des rwandais dans ces nouvelles techniques.

Le financement global, sur initiative privée, est de l'ordre de 130 millions de FRW. Les travaux de construction pourront démarrer en 1978 et la première production serait attendue en 1979.

27. Usine des Textiles Synthétiques.

Le projet envisage la production de toutes sortes de textiles synthétiques.

.../...

La capacité à installer est de l'ordre de 500 tonnes de tissus à partir de la matière première importée de l'étranger. L'usine pourrait employer environ 75 personnes.

L'investissement devrait être de l'ordre de 230,0 millions de FRW.

La réalisation de ce projet est prévisible au cours du triennat 1978-1980.

28. Bonneterie et tissage.

Il s'agira en substance de mettre sur pied une unité de confection de divers articles d'habillement : blouses, singlets, chaussettes, sous-vêtements, articles pour enfants... etc.

L'investissement global s'élève autour de 60,0 millions de FRW.

Le projet pourra procurer environ 80 nouveaux emplois.

Le site du projet est fixé aux alentours de Kigali.

29. Fabrication de piles.

Le projet pourrait être réalisé sur l'initiative privée. La capacité de l'usine devrait s'élever autour de 25.000 piles par jour de huit heures soit environ 7.500.000 piles par an.

L'investissement prévu serait de l'ordre de 117,5 millions de FRW.

Le nombre d'emplois envisagés s'élève à 42 personnes la 1ère année avec la possibilité de porter le chiffre à 60 la 4ème année.

30. Pierres taillées.

Le projet vise l'ouverture de carrières de pierres taillées dans plusieurs régions du pays (Kibuye, Butare, Kigali...).

Ces pierres pourraient servir à divers usages : pavement, parement, garniture... etc.

L'investissement global peut être estimé autour de 13,0 millions de FRW.

31. Raffinerie de pyrèthre.

Le projet envisage la mise sur pied d'une unité de raffinage d'extrait brut de pyrèthre actuellement produit par l'USINEX pour obtenir de l'extrait pâle (raffiné) de pyrèthre.

L'unité de raffinage sera à même de traiter toute la production extraite par l'USINEX qui s'élève autour de 3.000 tonnes de fleurs sèches par an.

L'investissement global est chiffré à 230,0 millions de FRW.

Le projet créera environ 20 nouveaux emplois. Selon les prévisions, le projet devrait démarrer les travaux de constructions vers le mois d'Août 1978 et le raffinage, à la même période de l'année suivante.

.../...

III. LA PROGRAMMATION DES INVESTISSEMENTS.

3.1. Le programme triennal.

1) Mines et Industrie.

Ia. Projets en cours.

Classement	N° du projet	Intitulé	Localisation	Coût triennat 1977-1979 (10 ⁶ FRW)75
1.	2/2.PL.02	Fabrication du vin de bananes et des produits dérivés	Kigali(Kicukiro)	10,0
2.	2/6.FE.03	Papeterie-plaques isolantes	Kibungo(Zaza)	20,0
3.	2/6.FE.05	Clouterie	Kigali	1,0
4.	2/6.RN.01	Cimenterie	Cyangugu	100,0
5.	2/7.FE.03	Usine de produits plastiques	Kigali(Gikondo)	10,0
6.	2/7.FE.01	SONATUBES	Kigali	2,0
7.	2/7.FE.04	Rechapage de pneus	Kigali	3,0
8.	2/7.FE.05	Matelas en mousse	Kigali	3,5
9.	2/4.FE.02	Peinturerie	Kigali	2,0
10.	2/7.....	Extension de l'Imprimerie Nationale	Kigali	80,0
11.	2/4.SP.03	Fabrication de vaccins	Butare	6,0
12.	2/2.AG.03	Cigaretterie	Kigali	84,0
13.	2/2.AG.08	Fabrication du jus de marakudja	Cyangugu (Mibilizi)	18,0
14.	2/3.PL.04	Tannerie	Kigali,Kiziguro Gatagara	90,0
15.	2/4.FE.01	Savonnerie	Kigali,Gisenyi	50,0
16.	2/2.AG.02	Huilerie d'arachide par pression (RWANDEX)	Kigali(Gikondo)	10,0
17.	2/4.FE.09	Produits de beauté et cosmétiques	KIGALI (KICUKIRO)	50,0
18.	2/7.FE.02	Fabrique de valises		
19.	2/5.FE.02	Fabrique de casseroles en aluminium		
20.	2/7.FE.09	Fabrique de bougies		
21.	2/2.FE...	Fabrique de bonbons)	
22.	2/1.RN.01	Fonderie d'étain	Kigali(Gatsyata)	450,0
Total				1.079,5

Ib. Projets dont le financement est acquis.

1.	2/1.RN.04	Recherche minière 2ème phase 1974-1977 et 3ème phase	Ensemble du Pays hors zones SOMIRWA	187,4
2.	2/2.AG.15	Rizerie *(1)	Kigali,Cyangugu et Butare	-
3.	2/3.FE.02	Confection de vêtements et	Kigali	46,2
4.	2/1.RN.05	Restructuration de la SOMIRWA	Ensemble du Pays	380,0
Total				561,6

(1) Les projets avec astérisques sont ceux dont le financement est partiellement acquis.

Ic. Projets liés à d'autres du secteur agricole en cours ou retenus pour la période du Plan.

1.	2/2.AG.10	Traitement de quinquina	Cyangugu	264,0
2.	2/2.AG.06	Huilerie de Soja	Butare(Nyabisindu)	150,0
3.	2/2.AG.04	Minoterie	Gikongoro	121,2
4.	2/2.AG.16	Lait concentré et autres produits dérivés du lait	Butare(Nyabisindu)	120,0
5.	2/2.AG.11	Conserverie de viandes	Byumba (Rutare)	46,2
6.	2/2.AG.06	Déshydratation des légumes	Kigali	66,0
7.	2/2.AG.05	Malterie	Gisenyi	122,4
Total				889,8

IIa. Projets dont le financement est probable.

1.	2/5.FE.04	Usinage d'outillage agricole	Butare(Nyabisindu)	130,0
2.	2/6.FE.02	Usine d'allumettes	Butare	93,0
3.	2/6.....	Pierres taillées	Kigali	13,0
4.	2/3.....	Bonneterie et tissage	Kigali	60,0
5.	2/7.....	Fabrication de piles	Kigali	117,0
6.	2/4.....	Raffinerie de pyrèthre	Ruhengeri	230,0
Total				643,0

IIb. Projets dont le financement est encore à chercher.

1.	2/2.AG.12	Confiturerie, gelée et marmelades de fruits	Butare	11,0
2.	2/2.FE.17	Cigarerie	Ruhengeri(Rwaza)	11,0
3.	2/7.FE.06	Bouteillerie et verrerie	Cyangugu	342,0
4.	2/6.FE.04	Industrie du bois	Gikongoro-Kibuye	55,0
5.	2/5.FE.05	Fabrique de radios et autres instruments électromécaniques (montage de bicyclettes et de vélomoteurs)	Kigali	20,0
6.	2/7.FE.07	Céramique	Butare	39,0
7.	2/1.RN.03	Réduction du wolframite	Kigali	200,0
8.	2/7.FE.08	Fabrique de couverts	Kigali	30,0
9.	2/5.FE.03	Fabrique de boîtes de conserves	Butare	180,0
10.	2/6.FE.05	Fabrique de panneaux et contre-plaques	Gikongoro	39,0
11.	2/6.FE.06	Briqueterie et tuilerie	Gitarama	68,0
12.	2/3.FE.05	Production de tissus synthétiques	Kigali	230,0
13.	2/1.RN.08	Etude de pré-factibilité pour l'exploitation du Gas Méthane du lac Kivu *	Gisenyi	30,0
Total				1.255,0

* Ce coût concerne uniquement les études.

2. Artisanat.

1.	2/8.FE.01	Soutien à l'ASPAR	Kigali	15,0
2.	2/8.FE.03	Création de l'Office National des Métiers	Kigali	20,0
3.	2/8.FE.02	Création des Centres Communaux de l'Artisanat	Kigali	80,0
4.	2/8.FE.04	Agrandissement de la forge de Nyabisindu	Butare	30,0
Total				145,0

Récapitulation - Projets industriels programmés pour 1977-79.

Groupes de projets	Nombre de projets	%	Coût 1977-79 en 10 ⁶ FRW	%
- Projets en cours d'exécution (Ia)	22	42,3	1.079,5	24,4
- Projets dont le financement est acquis (Ib)	4	7,7	561,6	12,7
- Projets liés à d'autres du domaine des agro-industries (Ic)	7	13,5	889,8	20,1
- Projets dont le financement est probable (IIa)	6	4,5	643,0	14,5
- Projets dont le financement est à chercher (IIb)	13	24,9	1.255,0	28,3
TOTAL	52	100,0	4.428,9	100,0

3.2. Analyse de la programmation triennale 1977-1979.

1. Mines et Industries.

1.1) Répartition des projets par branche d'activité.

Branches	Nombre de projets		Coût 1977-79 en 10 ⁶ FRW	
	Nombre	%	Total	%
Industries alimentaires et agricoles	15	28,8	1.043,8	23,6
Industries extractives	5	9,6	1.195,4	27,0
Industries mécaniques et métallurgiques	5	9,6	341,0	7,7
Industries chimiques	5	9,6	298,0	6,7
Matériaux de construction et papier	7	13,5	388,0	8,8
Industries textiles, cuirs et chaussures	4	7,7	426,2	9,6
Autres	11	21,2	736,5	16,6
Ensemble	52	100,0	4.428,9	100,0

Ce tableau permet de voir que le IIe Plan accorde une importance particulière au secteur agricole, l'industrie alimentaire compte à elle seule 15 projets sur un total de 52 programmés pour le triennat, soit 29% du nombre de projets.

3.2.1.2. Répartition géographique.

Le tableau ci-dessous fait apparaître un certain déséquilibre en ce qui a trait à l'importance numérique des projets du secteur secondaire prévus dans chaque région. La préfecture de Kigali totalise environ 48,0 % de l'ensemble, suivie par les préfectures de Butare et de Cyangugu respectivement avec environ 13,7 % et 7,6 % de l'ensemble des projets prévus pour la période quinquennale 197-1981.

A ce sujet, il convient de faire remarquer que dans bien des cas, l'implantation de projets industriels est conditionnée par l'existence d'infrastructures d'accueil; eau, électricité, routes praticables, etc... Par conséquent, pour éviter la concentration des industries dans une région particulière, il faudrait, dans la mesure du possible, favoriser la création de telles infrastructures dans plusieurs régions du Pays.

Tableau indicatif des projets prévus dans chaque région.

Localisation	Nombre de projets		Financement	
	Total	%	Total	%
1. Projets intéressant l'ensemble du Pays ou plusieurs préfectures.	7	13,5	830,4	18,8
2. Kigali	25	48,0	1.577,7	35,6
4. Gitarama	1	2,0	68,0	1,5
5. Butare	7	13,5	609,0	13,8
6. Gikongoro	2	3,8	160,2	3,6
7. Cyangugu	4	7,6	724,0	16,4
8. Kibuye	0	0	0	0
9. Gisenyi	2	3,8	152,4	3,4
10. Byumba	1	2,0	46,2	1,0
11. Kibungo	1	2,0	20,0	0,5
Ensemble	52	100,0	4.428,9	100,0

La répartition géographique des financements est à peu près similaire à la répartition spatiale du nombre de projets. Trois préfectures totalisent à elles seules près de 66 % des financements. Kigali vient en tête avec 35,6 %, la deuxième place étant tenue par Cyangugu avec 16,4 %, Butare venant en troisième lieu avec 13,8 % du financement. Kigali est ainsi le principal ^{pôle} de développement industriel, ce qu'on pouvait supposer à priori étant donné que cette métropole est le centre des affaires. La présence de quelques gros projets (agro-industries, verreries, cimenterie, etc...) expliquent la place occupée par Cyangugu et Butare.

Certains projets, qui ont été jugés comme ayant un caractère général, n'ont pas été localisés de manière précise. Ils ont été considérés comme des actions qui intéressent tout le Pays ou plusieurs préfectures. C'est la cas des projets tels que la restructuration de la SOMIRWA, et les différentes phases de

.../...

la recherche minière. Ces projets représentent 13,5 % en importance numérique et 18,8 % du total des investissements du sous-secteur des mines et de l'industrie.

Concernant le nombre de projets, on pourrait à première vue penser à une divergence de données en considérant la différence entre le total des projets répartis par branches et celui des projets répartis spatialement. Cette apparente contradiction découle des raisons suivantes :

a) Un certain nombre de projets dont on a tenu compte dans la répartition par branches sont formulés comme des actions uniques alors que plusieurs localités sont pressenties comme sites d'implantation. C'est le cas des projets qui sont encore au stade d'identification et dont la localisation exacte ne sera connue qu'une fois l'étude de factibilité terminée.

b) La répartition géographique a été effectuée à partir de l'hypothèse que certains de ces projets conduiront à terme à la création de plusieurs unités de production indépendantes localisées dans des régions différentes.

3) Analyse du financement.

a) Le montant de l'enveloppe.

Le coût estimatif des projets identifiés pour la période quinquennale est de l'ordre de 20,0 milliards de francs rwandais. Ce qui représente ^{à peu près le double} de l'enveloppe financière fixée dans le Plan à 9,8 milliards de francs rwandais pour les secteurs secondaire et tertiaire. En raison de nombreux facteurs endogènes et exogènes qui limitent notre capacité d'absorption (enclavement, exigüité du marché, technologie, formation interne du capital insuffisante, pénurie d'entrepreneurs et de cadres, etc...), le montant des investissements qui seront effectivement réalisés se maintiendra dans les limites plus ou moins proches de prévisions du Plan. La programmation du secteur de l'industrie et des Mines, où les investissements privés sont prépondérants, tend surtout à montrer les actions considérées comme prioritaires pour la recherche du financement.

b) Répartition des investissements par groupe de projets.

Bien que l'Etat participe dans certains projets, les investissements industriels sont essentiellement d'origine privée. Les initiatives des promoteurs privés, aussi bien nationaux qu'étrangers, sont encouragés par le Gouvernement, qui vient à cet effet de publier un nouveau code des investissements particulièrement libéral.

2. Artisanat.

Le sous-secteur de l'artisanat manque manifestement de projets. En plus de la réalisation des structures d'appui qui forment l'essentiel du programme actuel, les prochaines programmations devront mettre l'accent sur des projets qui intéressent directement le développement de la production artisanale, étant donné

.../...

que l'artisanat est appelé à jouer un grand rôle dans le domaine de l'emploi. Un effort particulier doit par conséquent être déployé pour identifier un nombre suffisant de projets pour la programmation 1978-1980 et celles qui suivront.

3.3. Inventaire des projets identifiés pour la période quinquennale 1977-1981.

Classement	N° du projet	I n t i t u l é	Localisation	Coût en 10 ⁶ FRW.
1.	2/2.PL.01	Fabrication de vin de bananes et des produits dérivés.	Kigali (Kicukiro)	110
2.	2/6.FE.03	Papeterie-plaques isolantes	Kibungo (Zaza)	217
3.	2/5.FE.05	Clouterie	Kigali (Kicukiro)	50
4.	2/6.RN.01	Cimenterie	Cyangugu	484
5.	2/7.FE.03	Usine de produits en plastique	Kigali (Gikondo)	238
6.	2/7.FE.01	Tuyauterie	Kigali (Kicukiro)	80
7.	2/7.FE.04	Rechapage des pneus	Kigali (Gikondo)	20
8.	2/7.FE.05	Matelas en mousse	Kigali (Gikondo)	8,9
9.	2/4.FE.02	Peinturerie	Kigali	13
10.	-	Extension de l'Imprimerie Nationale du Rwanda	Kigali	150
11.	2/4.SP.03	Fabrication de vaccins	Butare	6
12.	2/2.AG.03	Cigaretterie	Kigali	104
13.	2/2.AG.08	Fabrication du jus de Marakudja	Cyangugu (Mibilizi)	48
14.	2/3.PL.04	Tannerie	Kigali Kibungo (Kiziguro) Gitarama (Gatagara)	142,5 30 30
15.	2/4.FE.01	Savonnerie	Kigali-Gisenyi	61
16.	2/2.AG.02	Huilerie d'arachide	Kigali	27,8
17.	2/4.FE.09	Produits de beauté et cosmétiques	Kigali (Kicukiro)	
18.	2/7.FE.02	Fabrique de valises	Kigali(Kicukiro)) 50
19.	2/5.FE.02	Fabrique de casseroles	" "	
20.	2/7.FE.09	Fabrique de bougies	" "	
21.	-	Fabrique de bonbons	" "	
22.	2/1.RN.01	Fonderie d'étain	Kigali (Gatsyata)	450,0
Total	Nombre:22		Total	2.322,2

Groupe Ib. : Projets dont le financement est acquis.

Classement	N° du projet	I n t i t u l é	Localisation	Coût en 10 ⁶ FRW
1.	2/1.RN.04	Recherche minière 2ème phase 1974-1977 et 3ème phase	Ensemble du Pays	400,0
2.	2/2.AG.15	Rizerie	Kigali, Cyangu-gu, Butare	(*)
3.	2/3.FE.02	Confection de vêtements et habits	Kigali	77,0
4.	2/1.RN.05	Restructuration SOMIRWA	Kigali	328,0
	TOTAL	Nombre : 4		805,0

Groupe Ic. : Projets liés à d'autres projets du secteur agricole retenus au cours de la période du Plan ou entrés dans la phase d'exécution.

Classement	N° du projet	I n t i t u l é	Localisation	Coût en 10 ⁶ FRW.
1.	2/2.AG.10	Traitement du quinquina	Cyangugu	440
2.	2/2.AG.07	Huilerie de Soja	Butare (Nyabisindu)	250
3.	2/2.AG.04	Minoterie	Gikondo	202
4.	2/2.AG.16	Lait concentré et autres produits dérivés du lait	Butare (Nyabisindu)	200
5.	2/2.AG.11	Conserverie de viandes	Byumba (Mutara)	
			Byumba	77
6.	2/2.AG.06	Déshydratation des légumes	Kigali	110
7.	2/2.AG.05	Malterie	Gisenyi	240
	TOTAL : Nombre de projets : 7			1.519

Classement des projets du groupe II d'après leur taille (Projets nouveaux)

A. Projet dont le coût est supérieur ou égal à 200. 10⁶ FRW.

Classement	N° du projet	I n t i t u l é	Localisation FRW.	Coût en 10 ⁶
1.	2/7.FE.06	Bouteillerie et Verrerie	Cyangugu (Kirambo) ou Kibuye	342
2.	2/1.RN.08	Gaz méthane du Kivu	Gisenyi	4.000
3.	2/4.FE.07	Engrais azotés (*)	Kibuye ou Gisenyi	825
4.	2/3.FE.01	Complexe de filature, de tissage et de teinturerie	Kigali	2.200
5.	2/2.AG.20	Concentré de tomates, conserves de fruits	Kigali Ruhengeri	2.200
6.	2/1.RN.02	Fonderie de fonte et d'acier	Kigali	220
7.	2/2.AG.14	Brasserie	Kigali	2.200
8.	2/2.AG.25	Lyophilisation du café	Kigali	253

(*) La réalisation du projet des "engrais azotés" dépendra de l'exploitation du gaz méthane (projet 2/1.RN.08).

Classement	N° du projet	I n t i t u l é	Localisation	Coût en 10 ⁶ FRW
9.	2/3.FE.07	Production de tissus synthétiques	Kigali	230
10.	-	Raffinerie du pyrèthre	Ruhengeri	230
11.	2/1.RN.03	Céramique	Kigali	200
	Total	Nombre de projets : 11		12.900

B. Projets dont le coût est compris entre 50 et 200. 10⁶ FRW.

Classement	N° du projet	I n t i t u l é	Localisation	Coût en 10 ⁶ FRW
1.	2/5.FE.04	Usine d'outillage agricole	Kigali	150
2.	2/6.FE.02	Usine d'allumettes	Butare	53
3.	2/6.FE.04	Industrie du bois	Gikongoro, Kibuye, Kigali	55
4.	-	Bonneterie	Kigali	60
5.	2/5.FE.03	Fabrique de boîtes de conserves	Kigali	180
6.	2/6.FE.06	Briqueterie et tuilerie	Gitarama	68
7.	2/2.AG.13	Abattoirs	Kigali, Butare, Ruhengeri, Gisenyi	165
8.	-	Fabrication de piles	Kigali	117
9.	2/5.FE.07	Mécanique industrielle générale et atelier de soudure	Kigali, Butare, Gisenyi	55
10.	2/2.AG.22	Egrenage du coton	Cyangugu	55
11.	2/4.FE.06	Insecticides organiques	Ruhengeri	150
12.	2/4.SP.04	Conditionnement des produits pharmaceutiques	Butare	132
13.	2/3.FE.03	Fabrique de sous-vêtements	Kigali	66
14.	2/2.AG.28	Fraises lyophilisées	Butare	88
	Total	Nombre de projets : 14		1.434

C. Projets dont le coût est inférieur à 50.10⁶ FRW.

Classement	N° du projet	I n t i t u l é	Localisation	Coût en 10 ⁶ FRW.
1.	-	Pierres taillées	Kigali	13
2.	2/2.AG.12	Confiturerie, gelée et marmelades	Butare	11
3.	2/2.FE.17	Cigarerie	Ruhengeri	11
4.	2/5.FE.05	Fabrique de radios et autres instruments électroniques divers. Montage de bicyclettes et vélomoteurs	Kigali	20
5.	2/7.FE.07	Céramique	Butare	39
6.	2/7.FE.08	Fabrique de couverts	Butare (Gishamvu)	30
7.	2/6.FE.05	Fabrique de panneaux et contre-plaques	Gikongoro	39

8.	2/7.FE.10	Unité de fours à chaux	Ruhengeri	17
9.	2/5.FE.06	Articles de ménage en fonte	Butare(Nyabisindu)	22
10.	2/2.AG.09	Laiterie au Mutara	Byumba	24
11.	2/2.FE.19	Des boulangerie et une biscuiterie-confiserie	Kigali, Butare, Gisenyi, Ruhengeri et Gikongoro	29
12.	2/1.RN.09	Ciment mixte	Ruhengeri	23,5
13.	2/1.RN.10	Engrais potassiques à base de trachyte	Ruhengeri (Busogo)	28,5
14.	2/2.FE.29	Pâtes alimentaires	Ruhengeri, Gikongoro	33
15.	2/2.AG.18	Maïserie	Gisenyi	40
16.	2/2.AG.24	Jus d'ananas	Kibuye(Rwamatamu)	17
17.	2/5.FE.08	Accumulateurs pour autos et piles	Kigali (Gikondo)	21
18.	2/2.AG.26	Huiles à essence	Butare(Rubona)	33
19.	2/7.FE.11	Bijouterie	Butare	15
20.	2/2.FE.27	Levurerie	Kigali	24
21.	2/2.AG.21	Alcool et liqueurs de fruits	Cyangugu	44
22.	2/4.FE.08	Eau de Javel et autres produits de nettoyage	Kigali	7
Total		Nombre de projets : 22		541

D. Projets insuffisamment formulés.

Classement	N° du projet	I n t i t u l é	Localisation	Coût en 10 ⁶ FRW
1.	2/1.RN.11	Exploitation des diatomites	Cyangugu (Nyamasheke)	-
2.	2/1.RN.12	Exploitation des sables pour bouteillerie	Cyangugu	-
3.	2/2.AG.23	Sucrierie	Cyangugu(Bugarama)	-
4.	2/4.SP.05	Unité de fabrication des médicaments	Kigali	-
5.		Vinaigrerie	Kigali	-
6.		Tôles ondulées et galvanisées	-	-
7.		Aiguillerie	-	-
8.		Boutonnerie	-	-
9.		Horlogerie	-	-
Total		Nombre de projets : 9		-

Récapitulation. -

A. Grands projets : Coûts > 200.10 ⁶ FRW	11	12.900
B. Projets moyens : Coût entre 50 et 200.10 ⁶ FRW	14	1.434
C. Petits projets : Coût < 50.10 ⁶ FRW	22	541
D. Projets insuffisamment formulés	9	-
	<u>56</u>	<u>14.875</u>

RECAPITULATION GENERALE.

Groupe des projets	Nombre de projets	Coût en 10 ⁶ FRW	%
Ia. Projets en cours d'exécution	22	2.322,2	11,9
Ib. Projets dont le financement est acquis	4	805,0	4,1
Ic. Projets liés à ceux retenus ou en exécution du secteur agricole	7	1.519,0	7,8
Id. Projets nouveaux	56	14.875,0	76,2
Total	89	19.521,2*	100,0

* Présence d'éléments non chiffrés.

N.B. Le total est légèrement inférieur à 100% étant donné que certains projets ne sont pas chiffrés.

CHAPITRE 3.

COMMERCE, TRANSPORTS,
TOURISME ET AUTRES SERVICES

INTRODUCTION

Le secteur du Commerce et Services est caractérisé par la très forte interdépendance qui existe entre lui et le reste de l'économie soit parce qu'il est le complément indispensable de certains secteurs comme ceux de la production ou qu'il bénéficie des actions menées dans les autres secteurs, ou encore qu'il les provoque comme dans ses relations avec les infrastructures de transport et de communication. C'est pour cette raison qu'au cours de la présente programmation 1977-1981, le secteur du Commerce, Transports, Tourisme et autres services pourra bénéficier des programmes de développement consacrés à ces différents secteurs.

Suivant les prévisions du Plan quinquennal 1977-1981, la valeur ajoutée du secteur tertiaire qui s'élevait à 11,1 milliards de FRW en 1976, atteindra respectivement 13,6 milliards et 15,7 milliards de FRW pour les années 1979 et 1981. Cependant, le secteur tertiaire ne pourra connaître une telle évolution qu'avec une mise sur pied de politique aptes à lui assurer un développement régulier en harmonie avec les autres secteurs de l'économie.

Nous essayerons de dégager, compte tenu de la situation actuelle du secteur, des objectifs essentiels à promouvoir au cours des trois prochaines années sans toutefois perdre de vue les orientations prises pour la période quinquennale. Le secteur "Commerce, Transport, Tourisme et autres services" comprend quatre sous-secteurs :

- Commerce
- Transports
- Tourisme
- Autres services.

I. OBJECTIFS SECTORIELS.

A. COMMERCE.

1) Commerce intérieur.

1) Problèmes du commerce intérieur rwandais.

a) Structures et fonctionnement insatisfaisants des circuits de distribution.

L'insuffisance des données statistiques ne permet pas de se faire une idée exacte du Commerce intérieur rwandais. Toutefois, les problèmes qui se posent au niveau des structures et des circuits de distribution peuvent se résumer en trois points :

- Difficultés d'approvisionnement des populations rurales et faible commercialisation de leurs produits.

Différents facteurs, dont les principaux sont mentionnés ci-après, freinent les échanges dans les milieux ruraux :

- . l'enclavement des régions rurales
- . l'insuffisance qualitative et quantitative des circuits de distribution.
- Place réduite du commerce tenu par les nationaux dans l'ensemble des activités de distribution à cause de l'insuffisance des moyens mis à leur disposition et du manque de formation et d'information.
- Coûts de distribution élevés découlant de mauvaises structures des activités (longue chaîne d'intermédiaires), de la forte atomie etc... La basse productivité de celles-ci (mauvaise qualité du service de distribution) et des marges commerciales trop élevées pour certaines marchandises.

b) Hausse anarchique des prix.

La spéculation des commerçants vient s'ajouter à des éléments structurels de l'inflation, (déficits budgétaires, instabilité de l'offre des produits vivriers, etc...) pour exercer une pression à la hausse sur les prix d'une manière quasi permanente. La situation est d'autant plus difficile que les services de l'économie manquent de personnel qualifié et des moyens matériels et financiers leur permettant d'effectuer un contrôle des prix efficace.

.. . 2) Objectifs.

- Abaisser les coûts de distribution et augmenter le rendement des activités par l'amélioration de la qualité des services de distribution sur le plan des structures des entreprises commer-

ciales, des connaissances professionnelles des commerçants et des méthodes de distribution.

- Renforcer le contrôle des prix, ce qui suppose:
 - . de structurer le service de contrôle des prix et de lui donner les moyens humains et matériels suffisants,
 - . de réglementer les prix des biens de consommation courante et des biens de production par des marges commerciales précises ou par la fixation des prix (plafonds, planches ou les deux),
 - . de lutter contre la spéculation,
 - . de combattre les abus de la puissance économique et toutes les pratiques qui faussent le marché,
 - . de créer ou compléter les infrastructures et les services de distributions en milieu rural.
- Eduquer le consommateur rwandais pour qu'il ne soit pas toujours victime des manoeuvres des commerçants.
- Sensibiliser toutes les autorités préfectorales, communales ou autres pour qu'ils aident les agents du contrôle des prix dans l'accomplissement de leur tâches.

. .2) Commerce Extérieur.

. . . 1) Problèmes.

a) Le déséquilibre des échanges extérieurs.

Important une grande quantité des biens de consommation et de production et exportant dans une moindre mesure, le Rwanda connaît un déficit chronique de sa balance commerciale dont l'importance varie suivant les fluctuations des cours des produits exportés et de la conjoncture intérieure notamment en ce qui concerne la production agricole.

b) Problèmes d'approvisionnement et d'écoulement.

Les difficultés rencontrées dans ce domaine sont :

- L'enclavement et l'éloignement du littoral maritime qui occasionnent des frais de transport et d'assurance maritime, des ruptures de charges et les conséquences qui en découlent notamment les longs délais d'approvisionnement, les pertes en cours de route etc... Tous ces facteurs entraînent, cela s'entend, l'accroissement du Prix de Revient des marchandises.

- L'inexpérience en matière du commerce d'import-export et le cloisonnement de certains marchés (accords d'exclusivité tacite ou connus) rendent difficile l'accès des nationaux au marché extérieur.

2) Objectifs.

a) Promotion des exportations.

Au cours du triennat 1977-1979, la promotion des exportations pourra se réaliser au moyen de :

- l'exploitation rationnelle des participations aux foires et expositions pour essayer de les rendre de plus en plus rentables,
- l'organisation de missions commerciales comprenant des officiels, des représentants de la C.C.I.R. et des hommes d'affaires rwandais. Les voyages d'affaires individuels ou organisés par la C.C.I.R. sont également à encourager,
- la signature d'accords commerciaux là où ils s'avèrent profitables,
- l'organisation de l'information commerciale par la C.C.I.R.
- la création des services de liaisons commerciales avec l'extérieur (consulats et autres)
- l'évaluation par les services du Commerce Extérieur du Ministère des Finances et de l'Economie des possibilités d'exportation et la publication d'un catalogue illustré des produits et des entreprises d'exportation par ce même service.

b) Désenclavement.

Les solutions aux problèmes qui ont été soulevés à ce sujet apparaîtront dans le sous-secteur des transport et dans celui des voies de communication.

c) Renforcement du Service du Commerce Extérieur.

Le service du Commerce Extérieur devra être plus étoffé et plus structuré pour agir avec efficacité dans la coordination des activités du commerce extérieur, en concertation permanente avec les Services de la B.N.R. et la Chambre de Commerce et de l'Industrie du Rwanda.

B. LE TRANSPORT.

La programmation porte sur les 4 types de transport :

- le transport terrestre
- le transport aérien
- le transport lacustre et
- le transport ferroviaire.

1.1) Le transport terrestre.

1)1. Le transport intérieur.

1) Situation et problèmes.

a) Transport des personnes.

Le transport des personnes est assuré à la fois par le secteur public et par des particuliers.

Problèmes dans le secteur Public.

Du coté du secteur Public, la R.T.P. exploite une centaine de bus desservant 39 lignes qui s'étendent sur un réseau de 2.000 Km. Avec l'acquisition récente de 80 autobus et minibus et de 2 bateaux importés du Japon, cet établissement dispose actuellement d'un équipement important qui devrait lui permettre de remplir sa mission convenablement.

La R.T.P. connaît néanmoins de graves déséquilibres financiers qui se traduisent par un déficit croissant du compte d'exploitation. Ces déséquilibres ont pour origine les facteurs ci-après :

- la mauvaise gestion
- le coût d'entretien (pannes fréquentes)
- l'immobilisation d'une grande partie du parc faute de pièces de rechange qui entraîne l'irrégularité dans la desserte de certaines lignes
- l'exploitation de certaines lignes non rentables (inévitables étant donné qu'il s'agit d'une entreprise d'utilité publique); en outre, la hausse généralisée des prix n'a pas épargné les différents éléments intervenant dans les dépenses d'exploitation des bus, alors que le coût du transport peut difficilement varier
- l'amortissement (usure rapide)
- le taux de remplissage très faible sur plusieurs lignes
- une concurrence manifeste des taxis (minibus) et des camionnettes.

Problèmes dans le secteur privé.

- Insuffisance de moyens adéquats
- Service peu structuré. Les transporteurs sont des particuliers (à l'exception d'un service de taxi créé récemment).

b) Transport des marchandises.

Le transport intérieur des marchandises est effectué essentiellement par des entreprises privées et quelques organismes d'intérêt public. Au cours des 5 dernières années, le nombre des véhicules utilitaires a été considérablement accru grâce au crédit bancaire qui y a été affecté. Cela a permis de desservir des régions jusque là défavorisées. Si le problème des moyens de transport peut être considéré comme ayant été résolu de manière satisfaisante, il n'en reste pas moins que subsiste encore un certain nombre de difficultés sur le plan de l'organisation et du fonctionnement.

Il y a lieu de citer entre autres :

- des coûts élevés qui grèvent le tarif des transports en raison du taux élevé d'amortissement, des frais d'entretien et des frais financiers (les véhicules de petit tonnage sont achetés avec du crédit à court terme)
- le service est peu structuré: il est caractérisé par une forte atomicité à cause de la prédominance d'entreprises individuelles et par l'absence de spécialisation (sauf dans quelques entreprises d'utilité publique comme l'OBM, TRAFIPRO et OPROVIA) ou dans le cas du transport du carburant.

2) Objectifs.

- Amélioration et extension des infrastructures de la Régie des Transports Publics.
- Poursuite de l'équipement de la R.T.P. et amélioration de la gestion technique et financière de celle-ci.
- Prendre des mesures pour abaisser le coût du transport.
- Stimuler la structuration des entreprises de transport en encourageant la création de sociétés privées.
- Réglementer le transport des personnes et des marchandises.
- La constitution d'une société d'économie mixte qui pourrait être une version de l'ancien projet SONATRI (Société Nationale de Transport Intérieur).
- Augmenter le nombre de véhicules destinés au transport des personnes.
- Encourager les services de taxis urbains.

1.2. Le transport international.

Cette section ne traite que du transport des marchandises. Jusque très récemment, le transport des marchandises en provenance ou à destination du Rwanda était le monopole de compagnies étrangères. Pour réduire les perturbations inhérentes à cette situation, le Gouvernement a pris l'initiative de créer la Société de Transport International du Rwanda (STIR), qui est une entreprise d'économie mixte où les capitaux publics représentent 60 % du capital social.

1) Problèmes.

A part les problèmes d'organisation du transport international partiellement résolus par la création de la STIR, la plupart des difficultés qui ont été soulevées dans le cadre du commerce extérieur s'y retrouvent. Il s'agit :

- de l'éloignement de l'Océan, d'où de longues distances à parcourir
- des difficultés de transit
- de l'insuffisance des moyens de la STIR
- de l'engorgement des ports de transit.

2) Objectifs.

- Programme STIR :
 - . Augmenter le charroi
 - . Création d'agences dans les pays de transit
- Encourager la création d'autres entreprises rwandaise de transport international
- Passer avec les pays voisins des accords relatifs aux facilités de transit.

2. Le transport Aérien.

Le transport aérien constitue une des solutions aux difficultés rencontrées par le transport terrestre dans le cadre du commerce extérieur. Il permet notamment d'alléger les retards dus à l'encombrement des ports et aux distances. En outre, certaines denrées, comme les produits périssables, requièrent des délais de livraison rapides. Il contribue également au désenclavement, facilite les déplacements à longue distance et est commode pour les voyages d'affaires en permettant des économies de temps. Cela prouve le bien-fondé de la constitution de la compagnie nationale de transport aérien Air Rwanda.

Le transport aérien (petits porteurs) permet également de relier la capitale, Kigali, à d'autres coins du Pays notamment certains chefs lieux de Préfecture. Ce genre de transport est d'une grande utilité surtout lorsque la liaison par route est rendue difficile par l'état de nos infrastructures routières.

1) Problèmes.

- Faible utilisation de la capacité des avions cargos et des autres appareils effectuant le transport. En effet, dans la plupart des cas, tandis qu'au départ la charge peut être estimée satisfaisante, au retour le coefficient d'utilisation devient si faible qu'il devient très problématique de rentabiliser les avions sur certaines lignes.
 - Sous-équipement d'Air-Rwanda.
 - Mauvais état et équipement insuffisant des aérodromes intérieurs.

2) Objectifs.

- Equiper et organiser Air Rwanda
- Augmenter le volume de marchandises transporté par cargos pour couvrir la capacité d'utilisation et ainsi rentabiliser

- ce mode de transport
- Conclure des accords aériens pour offrir de nouveaux marchés aux produits rwandais
 - Développer le tourisme collectif avec les pays de la région des grands lacs pour accroître le coefficient d'utilisation de la capacité des avions assurant le transport des personnes.
 - Amélioration et équipement des aérodromes intérieurs.

3. Transport lacustre.

Le transport lacustre s'exerce presque exclusivement sur le lac Kivu. Celui-ci constitue potentiellement une voie de communication très importante, d'une part, pour les préfectures riveraines et, d'autre part, pour les échanges entre le Rwanda et le Zaïre. Malgré des coûts inférieurs à ceux pratiqués sur route, le développement du transport lacustre reste faible et les moyens de transport sont sous-utilisés.

1) Problèmes.

- Bas niveau de l'activité économique générale mais perspectives favorables (caféiculture, cimenterie, gaz méthane, tourisme ...)
- Insuffisance de l'infrastructure portuaire
- Absence de raccordement adéquat entre la circulation lacustre et la circulation terrestre à cause du mauvais état des liaisons routières des régions riveraines.

2) Objectifs.

- Rentabiliser le transport lacustre par une meilleure coordination de l'infrastructure de base et des services de transport existant sur le lac,
- Développer les moyens de transport multimodal (terrestre, lacustre) en vue de baisser les coûts.
- Développer le transport sur les autres lacs en particulier sur le Muhazi.
- Mettre au point un programme de développement de transport lacustre dans le cadre du commerce avec le Zaïre.
- Le Rwanda possède plusieurs cours d'eau, il y aurait lieu de découvrir la possibilité d'effectuer des liaisons soit avec l'intérieur qu'avec des pays limitrophes par navigation fluviale.

../..

4. Transport ferroviaire.

Le transport par voie ferrée est pour le moment inconnu au Rwanda. Le désenclavement du pays, l'écoulement facile des produits et l'approvisionnement régulier exigent également l'existence d'infrastructures ferroviaires permettant la liaison du Rwanda avec les pays limitrophes, notamment ceux de l'Est. Au cours du triennat, des études de factibilité de la voie ferrée devraient être faites afin de permettre la réalisation d'un tel projet dans la prochaine période quinquennale. (cf. programmation des infrastructures de transports).

c. TOURISME.

1. Situation et problèmes.

Actuellement, c'est l'infrastructure hôtelière qui constitue le principal goulot d'étranglement au développement touristique du pays. En effet, étant donné que le Rwanda pratique jusqu'à ce jour un tourisme de luxe, on constate que le nombre d'hôtels de haut standing est nettement insuffisant.

La capacité globale d'hébergement est de 230 chambres et de 442 lits dans les hôtels.

Les moyens de transport constituent un deuxième handicap pour le développement du tourisme.

Cependant, tous les centres touristiques du pays restent donc accessibles même si les routes ne sont pas toujours bien entretenues. Les déplacements des touristes seront rendus plus confortables grâce au programme d'amélioration et d'asphaltage prévu dans la partie consacrée aux voies de communication.

Ce sous-secteur insistera donc d'avantage sur les efforts qui seront déployés dans le domaine des moyens de transport: en effet les minibus de l'ORTPN et de l'Agence Solliard ne sont pas suffisants.

Quant au transport aérien, des petits porteurs peuvent desservir les principaux centres urbains et touristiques du pays (Butare, Ruhengeri, Gabiro, et Gisenyi).

2. Objectif.

Accroître le nombre de touristes dans le pays et augmenter la durée de leur séjour.

Cet objectif retenu a pour but de rentabiliser les hôtels existants et surtout ceux qui seront construits dans l'avenir.

Or, l'élément essentiel de la rentabilité des hôtels est le taux d'occupation suffisamment élevé à un prix qui puisse assurer une marge bénéficiaire satisfaisante par unité vendue.

Un taux d'occupation supérieur à 65 % est le minimum pour un hôtel tel que celui qui est en construction à Kacyiru ou celui qui est prévu à Gisenyi.

Pour que les établissements d'hébergement du Rwanda atteignent des résultats positifs, il est souhaitable qu'ils soient gérés par des personnes ayant des connaissances professionnelles incontestables dans l'hôtellerie.

Il est nécessaire également que ces personnes aient une expérience des grands marchés de voyage.

D. AUTRES SERVICES.

Ce sous-secteur comprend les activités des banques, des établissements financiers et des compagnies d'assurances. Son rôle sera très important pour la réalisation des objectifs du Plan dans la mesure où il devra en assurer le financement. C'est dire que les services qui font partie du secteur en question devront s'organiser en conséquence en adaptant leurs structures et leurs activités à l'évolution et aux besoins de l'économie.

1. Problèmes.

- Pénurie de capitaux
- Incohérence entre la réglementation du crédit et les besoins de financement du Plan
- Problèmes d'organisation des services (Pénurie de cadres)
- Insuffisance des équipements.

2. Objectifs.

- Mobilisation de l'épargne
- Orienter la politique du crédit et la législation bancaire vers la réalisation des priorités du développement
- Amélioration de la qualité des services

II. Description sommaire des projets.

1. Commerce.

1) Stockage et commercialisation des produits vivriers.

Etant donné la nécessité d'équilibrer les échanges inter-régionaux et d'éviter des pénuries continues surtout à différentes saisons de l'année, il a été prévu au cours de la période quinquennale la construction de 100 silos de stockage des produits vivriers au Rwanda. Sur le financement Rwando-américain, la GRENARWA "Grenier

National du Rwanda" a déjà achevé la construction de six centres de stockage d'une capacité globale de l'ordre de 5.100 tonnes. Le montant global du financement de ces six centres s'élève à environ 130 millions de FRW.

Au cours du quinquennat 1977-1981 il faudra faire en sorte que chaque préfecture dispose d'au moins un grenier. Ainsi, un autre financement dont le montant peut être estimé à 120 millions de FRW devra permettre la construction des centres de stockage à Gikongoro, Kibuye, Ruhengeri et Gitarama. Pendant le triennat environ 72 millions seront investis dans ces constructions.

La deuxième phase du projet devra être la commercialisation, c'est-à-dire l'achat et la vente de produits vivriers par l'intermédiaire des coopératives.

Enfin on devra procéder à la formation des cadres rwandais qui devront s'occuper de la gestion des centres.

2.1.2. Stockage des carburants.

Ce projet a pour objet la constitution d'un stock stratégique pour faire face à des ruptures éventuelles d'approvisionnement vu les longues distances qui séparent le Rwanda de l'océan.

Au cours de la période quinquennale 1977-1981, tous les chefs lieux de préfecture devraient disposer de réservoirs de stockage stratégique propres.

Le financement nécessaire/^{devrait} s'élever à environ 350 millions de FRW au cours de la période triennale 1977-1979. Ce montant comprendra des réservoirs, le génie civil, les jauges, les tuyauteries et les vannes pour le remplissage et le tirage par gravitation.

3) Centre rwandais du commerce extérieur.

Les commerçants nationaux étant peu informés sur les marchés étrangers, un centre rwandais d'information du commerce extérieur est indispensable. Ce centre visera avant tout la promotion des exportations afin de faire en sorte que le déséquilibre du déficit commercial soit en diminution progressive. Le centre aurait besoin de bâtiments, de personnel et d'équipement pour un montant de l'ordre de 22,0 millions au cours du triennat 1977-1979.

4) Création de consulats et de représentations commerciales.

Des consulats et des représentations commerciales devront servir de liaison avec l'extérieur afin de mieux promouvoir le commerce d'import-export.

Au cours du triennat, un montant de l'ordre de 120 millions

de FRW est à prévoir pour que les services concernés puissent créer au moins trois consulats, selon leur convenance.

5) Création d'un tribunal de commerce.

La plupart des associations et des coopératives entre nationaux tombent en déficit et disparaissent à cause de la malhonnêteté des associés, chacun voulant s'enrichir le plus vite possible. Aussi, les instances judiciaires du pays ont trop de différends disparates à régler.

Le tribunal du commerce envisagé aura pour rôle de juger les litiges et les différends entre commerçants conformément aux dispositions du Code de commerce. Sa mise sur pied coûtera environ 22,0 millions de FRW au cours du triennat en préparation.

6) Le renforcement de l'Oprovia.

L'Oprovia (Office national pour la promotion et la commercialisation des produits vivriers et animaux) a été créé avec un double but: produire et distribuer les produits de l'agriculture et de l'élevage, d'une part, et contribuer à la stabilisation des prix, d'autre part. Il faudrait, par conséquent, qu'il soit organisé et doté de moyens pour qu'il puisse réaliser l'objectif pour lequel il a été créé.

Jusqu'à présent, l'Oprovia ne dispose que d'une seule succursale: celle de Butare.

D'autres succursales devraient être installées dans les localités et les régions qui en ont le plus besoin.

Actuellement l'office commercialise quelques produits agricoles et d'élevage (haricots, lait, farine, riz, sucre), distribue les produits de l'aide alimentaire et gère l'abattoir de Kigali. Dans les trois prochaines années, l'OPROVIA procédera à la création de succursales et à la diversification de ses activités. Cet organisme prévoit, entre autres, de se doter des véhicules équipés d'installations frigorifiques en vue d'alimenter les marchés limitrophes de la capitale d'une viande saine à des prix stables. Dans le même cadre, dans les autres préfectures, l'office procédera aux réfections, agrandissements et constructions des Abattoirs et à l'organisation des centres de tueries dans des communes.

Tout ce programme exige un investissement de l'ordre de 200,0 millions de FRW au cours du triennat, ce montant sera financé en partie par des ressources propres, dont les 20 % de commission touchés pour la distribution des aides alimentaires.

L'Office devra, en outre, se doter d'un bâtiment administratif et d'un entrepôt pour un montant d'investissement global de l'ordre de 150,0 millions de FRW.

7) Le renforcement de la Chambre de Commerce.

Améliorer la qualité du commerce est inscrit parmi les objectifs de ce sous-secteur. Le commerçant doit être formé et informé sur les lois et les procédures de son activité: les marchés d'exportation et d'approvisionnement, les prix, les formalités de livraison, de paiement, de dédouanement, les relations avec les services administratifs, les méthodes de marketing, les notions de comptabilité etc..

La Chambre de Commerce est appelée à jouer en partie ce rôle important.

Elle doit toutefois s'équiper en conséquence, soit en moyens matériels, soit en personnel.

Les moyens matériels devraient permettre aux commerçants de disposer de revues, de projections, de cours etc... visant à les aider dans leurs activités.

Au cours du triennat, une évaluation objective des besoins devrait être faite en vue d'établir le montant du financement nécessaire.

8) TRAFIPRO : Centralisation, construction de succursales et accroissement du parc automobile.

La coopérative TRAFIPRO s'occupe depuis des années de la commercialisation des produits de première nécessité pour la population. Néanmoins, une certaine dispersion de ses activités existe occasionnant à la société des doubles emplois et des pertes inutiles, les services étant tantôt à Kigali, tantôt à Kabgayi. Aussi, est-il prévu que le Trafipro ferait des constructions à Kicukiro près de Kigali. Le démarrage des travaux pourront se faire au début 1978 pour prendre fin en 1979.

Les diverses dépenses pour la centralisation de TRAFIPRO sont de l'ordre de 250,0 millions de FRW, dont une partie serait financée sur une aide suisse d'un montant d'environ 140,0 millions de FRW.

Outre le projet de centralisation, la coopérative créera deux nouvelles succursales pour un montant d'investissement d'environ 16,0 millions de FRW au cours des années 1978-1979.

Trafipro envisage également d'acheter de nouveaux véhicules pour un montant d'environ 24,0 millions de FRW au cours de l'année 1979. L'ensemble du programme coûtera environ 290 millions de FRW et sera réalisé au cours de la période triennale 1977-1979.

9) Etude sur la structure du commerce et des prix.

Ce projet a pour but d'analyser les problèmes qui se posent dans les activités de distribution et de faire des propositions sur les actions à mener en vue d'améliorer la situation.

10) Restructuration et renforcement du service de contrôle des prix.

Le service du contrôle des prix a besoin d'être renforcé pour qu'il puisse remplir sa mission avec efficacité. Il faudra pour cela augmenter le nombre d'inspecteurs, les former et leur procurer un équipement suffisant (moyens de locomotion, bascules et autres). Il devra être organisé non seulement pour contrôler les prix, mais également pour faire respecter toutes les dispositions légales et réglementaires relatives au commerce notamment le contrôle de la qualité des produits, les abus de la puissance économique et autres anomalies.

2. TRANSPORT.

1) Construction d'un hangar pour le stationnement des bus de R.T.P.

Ce bâtiment est destiné à abriter les bus en stationnement pour les protéger contre les intempéries et d'éventuels malfaiteurs. Le coût du projet a été évalué à 6 millions de FRW.

2) Construction de stations d'entretien et de réparation des bus de la R.T.P. à Gisenyi, Kibuye, Byumba et Kibungo.

Le projet vise la décentralisation des services de réparation et d'entretien de la R.T.P. pour que les opérations de remise en état du matériel puissent être effectuées rapidement. Les localités concernées sont généralement éloignées des stations existantes. La régularité de la circulation des bus pourra ainsi accroître leur rentabilité; cela sera d'autant plus bénéfique que ces localités se trouvent dans des régions touristiques ou sur la voie du trafic international. Le montant des investissements est estimé à 26,0 millions de FRW durant le quinquennat. Le projet est déjà en cours les garages de Byumba, Kibuye et Gisenyi sont en construction pour un montant de 19,0 millions.

3) Equipement de la STIR.

Pour accroître sa capacité, pourvoir au remplacement du matériel usagé et se préparer à la diversification des voies d'accès à l'extérieur, la compagnie de transport international STIR a mis au point un plan d'équipement. Celui-ci porte sur l'achat du matériel suivant :

- 5 camions citernes (semi-remorques)
- 10 camions pour le transport intérieur de carburant et l'approvisionnement à partir du Mwaza.
- 25 camions remorques pour le transport international de marchandises

Le programme coûtera 300 millions de FRW.

4) Création d'une société nationale de transport intérieur.

Ce projet répond à la nécessité de structures les activités de transport en vue, d'une part, de rendre régulier la desserte des régions défavorisées tant sur le plan de leur approvisionnement que sur celui de la commercialisation de leur production et, d'autre part, de stabiliser le tarif des transports. Son coût a été évalué à 86 millions de FRW.

5) Création des agences de la STIR dans les pays limitrophes.

A l'heure actuelle, cette société possède une agence à Kampala. Une autre, dont le coût a été estimé à 7,280 millions de FRW sera installée à Mombasa au début de 1978. Au cours du triennat 1977-1979, l'accroissement prévisible du trafic passant par le Burundi et la Tanzanie suite à la diversification des voies d'accès à l'extérieur rendra nécessaire la création d'autres agences à Mwanza, Dar-es-Salaam et à Bujumbura. Le programme coûtera en tout à peu près 18 millions de FRW.

6) Equipement d'Air Rwanda.

Air Rwanda compte acheter 2 gros porteurs pour une valeur de 500 millions de FRW et d'une capacité de l'ordre de 20 à 25 t/chacun. Air Rwanda compte acquérir en outre des installations pour l'assistance au sol, d'une valeur de 20 millions de FRW. Ce programme sera financé en partie sur fonds propres pour un montant de 20 millions de FRW, le reste sur emprunt à moyen terme. Il créera 30 emplois nouveaux.

7) Etudes sur le transport aérien.

Ce projet se justifie par la nécessité d'avoir des données précises pour mettre au point un programme de développement du transport aérien. Le coût de l'étude n'est pas encore connu.

8) Etude sur le transport lacustre.

Ce projet répond à un besoin identique au précédent. Il permettra de connaître les possibilités de développement de ce mode de transport et d'identifier les actions à entreprendre pour l'exploiter utilement.

Une telle étude devra notamment comprendre le développement du transport sur le lac Kivu ainsi que sur les autres lacs du Rwanda en réservant une certaine urgence pour le lac Muhazi. Elle déterminera le type de bateaux à mettre en circulation afin de relier les routes d'un côté à l'autre et permettre des excursions sur le lac. Le coût de cette étude n'est pas non plus connu.

3. TOURISME.

1) Extension de l'hôtel des Diplômates.

Les travaux avancent normalement et devront être achevés pour 1977; la capacité d'hébergement de cet hôtel sera ainsi portée à 26 chambres.

Coût estimé : 180.000.000 FRW.

2) Construction d'un hôtel à Kacyiru.

Cet hôtel, de standing international, disposera d'une capacité d'hébergement de 100 chambres et aura plusieurs fonctions : réceptions officielles, tourisme de haute classe, monde des affaires.

Le coût estimé s'élève à environ 825,0 millions de FRW.

3) Hôtel sur le Lac Ihema.

Il s'agit d'ériger un hôtel de 60 chambres à Kiyonza. Ce projet comprend également la construction de la route Rwinkwavu-Kiyonza. Initialement, le projet débutera avec 42 chambres et se poursuivra avec les 18 autres sans discontinuité.

Le coût a été évalué à 254,0 millions de FRW.

4) Hôtel à Gisenvi.

La société danoise Hoffand Overgaard a effectué les études préliminaires et les plans existent déjà. La capacité d'hébergement était d'abord établie à 120 chambres pour un investissement global de l'ordre de 869,2 millions; de récentes études ont préféré procéder par étape, fixant la capacité d'hébergement à 70 chambres d'abord, avec un coût global de l'ordre de 600,0 millions de francs rwandais.

5) Halte sur le lac Mihindi.

Ce projet a pour but d'améliorer l'infrastructure d'accueil dans le Parc de l'Akagera.

L'investissement prévu est de l'ordre de 86,0 millions de FRW.

6) Extension du Guest-House de Kibuye.

Il s'agit de construire 7 pavillons pour estivants à Kibuye, d'aménager la plage et de renover la Guest-House existant.

Le coût global de l'investissement est estimé à 31,0 millions de FRW.

7) Hôtel-restaurant sur le lac Muhazi.

Il est projeté de construire un hôtel moyen avec quelques installations sportives.

8) Guest-house à Gitarama.

30 chambres au moins sont nécessaires.

9) Hôtel à Butare.

Il est prévu un hôtel de première catégorie avec une capacité d'hébergement d'au moins 100 chambres.

10) Guest-house à Gikonqoro.

Les Guest-house devrait disposer d'au moins 20 chambres et de 40 lits.

11) Guest-house dans le Parc des Volcans.

Le Guest-house devrait disposer de 20 chambres et 40 lits.

12) Hôtel à Ruhengeri.

Cet hôtel de standing international aura 100 chambres.

13) Guest-house à Kinigi.

25 chambres et 50 lits.

14) Hôtel à Cyanququ.

30 chambres et 60 lits.

15) Guest-house à Pindura.

10 chambres et 20 lits.

16) Guest-house à Muramba.

10 chambres et 20 lits.

17) Halte à Kalisimbi.

5 chambres et 20 lits.

18) Guest-house Bulera-Ruhondo.

10 chambres et 20 lits.

19) Aménagement du parc national de l'Akagera.

Aménagement des routes et constructions.

Coût du projet: 13.432.019.FRW.

4. AUTRES SERVICES.

1) Restructuration de la Caisse d'Épargne du Rwanda.

La Caisse d'Épargne compte réaliser un double programme dans les 3 premières années du Plan qui consistera dans :

- l'extension spatiale des activités par la création de succursales au voisinage d'activités économiques distribuant à la population des revenus monétaires réguliers et permettant à leurs détenteurs la constitution d'une épargne (zones de cultures industrielles, paysannats, villes etc...)

- la constitution en son sein d'un service bancaire.

Les responsables de cet établissement estiment que ce programme coûtera plus ou moins 100 millions de FRW.

2) Développement des Banques Populaires.

Le programme comprend la poursuite de l'implantation des banques populaires en milieu rural, la construction d'un bâtiment abritant les services centraux et l'achat d'équipement. Les dépenses afférentes à ce programme ont été évaluées à 180 millions de FRW dont 100 millions de FRW seront affectés à la construction de l'immeuble qui abritera la direction des banques populaires. Pour ce qui est de l'extension géographique de ces organismes, il est prévu de porter leur nombre de 50, qu'ils comptent actuellement, à 90 vers la fin de la période triennale 1977-1979, avec une moyenne de 15 banques locales par an.

3) Banque Rwando-Libyenne.

Des accords ont été signés entre les Autorités rwandaises et libyennes en vue de créer une banque commerciale associant les capitaux des deux pays à concurrence de 49 % pour le Rwanda et 51 % pour la R.A.L. Cette banque aura son siège à Kigali et son capital social a été fixé à 100 millions de FRW.

4) Constitution d'un Fonds de Garantie pour les petites et moyennes Entreprises.

Pour accroître les moyens financiers mis à la disposition des PME, le Gouvernement a décidé de créer un Fonds devant servir de garantie aux crédits qui seront accordés à celles-ci par les établissements bancaires. Il sera constitué, entre autre, par un prélèvement annuel de 10 % sur les bénéfices avant impôt de chacune des banques Commerciales et d'un versement d'une taxe de 3 % prélevée lors de l'ouverture d'un crédit de cette nature, l'objectif étant de garantir à hauteur de 70 % de leur montant le remboursement des crédits ainsi octroyés.

5) Équipement BNR.

La Banque Nationale du Rwanda va bientôt démarrer la construction d'un immeuble devant lui permettre de disposer de locaux suffisants et fonctionnels pour son personnel qui ne cesse de s'accroître. Le nouveau bâtiment sera doté d'un équipement moderne qui comprendra notamment l'informatique et les machines Offset. Les travaux de construction de l'immeuble de la Banque Nationale du Rwanda vont entraîner un investissement de 650 millions de FRW.

Le coût global de l'équipement n'a pas été évalué.

6) Banque de Kigali.

Un immeuble dont l'achèvement est attendu en Septembre-
Octobre 1978 est en construction. Il coûtera 180 millions de FRW. La Banque de Kigali projette également la création d'une succursale à Rwamagana.

7) Développement des assurances.

La Société Nationale des Assurances du Rwanda (SONARWA) a sur son programme la création de succursales à Butare et à Gisenyi, la construction d'un bâtiment devant abriter son siège et la formation du personnel. Les investissements sont estimés à 311 millions de FRW dont 100 millions de FRW seront affectés à la constitution de 2 succursales et 200 millions de FRW à la construction de l'immeuble.

III. PROGRAMME DES INVESTISSEMENTS

3.1. Le programme triennal 1977-1979

1) COMMERCE

Ia. Projets en cours

N° de classement	N° du projet	Intitulé du projet	Localisation	Coût 77-79 10 ⁶ FRW 76
1	3/1.FE.04	Stockage et commercialisation des produits vivriers	Ensemble du Pays	120,0
2	3/1.FE.05	Stockage des carburants	Ensemble du Pays	350,0
TOTAL		2		470,0

Ib. Projets dont le financement est acquis

	3/1.FE.09	Trafipro: centralisation, construction des succursales et accroissement du parc automobile	Kigali	290,0
TOTAL		1		290,0

IIa. Projets dont le financement est probable

	3/1.FE.07	Renforcement de l'OPROVIA	Ensemble du Pays	120,0
TOTAL		1		120,0

IIb. Projets dont le financement est à chercher

1	3/1.FE.01	Centre Rwandais du commerce extérieur	Kigali	13,0
2	3/1.FE.08	Renforcement de la Chambre de Commerce	Kigali	*
3	3/1.FE.10	Etude sur la structure du commerce et des prix	Ensemble du Pays	5,0
4	3/1.FE.11	Restructuration et renforcement du service de contrôle des prix	Ensemble du Pays	*
5	3/1.AE.02	Création des consulats et de représentations commerciales	Mombasa Dar-es-Salaam-Le Caire	72,0
6	3/1.FE.12	Petro Rwanda	Kigali	*
7	3/1.JU.06	Création du tribunal du commerce	Kigali	13,0
TOTAL		7		103,0

(*) Eléments non chiffrés.

R E C A P I T U L A T I O N

Groupe	Nb de projets	Coût 1977-79 10 ⁶ FRW 1976
Ia. Projets en cours	2	470,0
Ib. Projets dont le financement est acquis	1	290,0
IIa. Projets dont le financement est probable	1	120,0
IIb. Projets dont le financement est chercher	7	103,0
TOTAL	11	983,0

2) TRANSPORTS

Ib. Projets dont le financement est acquis.

Classement	N° du projet	Intitulé du projet	Localisation	Coût 77-79 en 10 ⁶ FRW
1	3/2.PC.04	Equipement de la STIR *	Kigali	300,0
2	3/2.PC.05	Equipement d'AIR RWANDA *	Kigali	520,0
TOTAL		Nombre : 2		820,0

* Financement partiellement acquis.

IIb. Projets dont le financement est à chercher.

1	3/2.PC.09	Création d'une société de transport intérieur (SONATRI)	Ensemble du Pays	86,0
2	3/2.PC.06	Etude sur le transport aérien	Ensemble du Pays	5,0
3	3/2.PC.	Etude sur le transport fluvial	Ensemble du Pays	5,0
TOTAL		Nombre : 3		96,0

R E C A P I T U L A T I O N

Groupes	Nombre de projets	
Ia. Projets en cours	-	-
Ib. Projets dont le financement est acquis	2	820,0
IIa. Projets dont le financement est probable *	-	-
IIb. Projets dont le financement est à chercher	3	96,0
TOTAL	5	916,0

* Pour ce sous-secteur, il n'y a ni de projets en cours, ni ceux dont le financement est probable.

3) T O U R I S M E.

Ia. Projets en cours d'exécution.

Classe- ment	N° du pro- jet	Intitulé du projet	Localisation	Coût 77-79 10 ⁶ FRW 76
1	3/3.OT.01	Extension de l'Hôtel des Diplo- mates	Kigali	90
2	3/3.OT.02	Construction d'un Hôtel de 100 chambres à Kacyiru	Kigali	825
3	3/3.OT.03	Hôtel de 46 chambres sur le lac Ihema	Byumba	250
4		Aménagement du Parc National de l'Akagera	Byumba- Kibungo	13,5
TOTAL		Nombre : 4		1.178,5

Ib. Projets dont le financement est acquis.

1	3/3.OT.04	Hôtel de 120 chambres à Gisenyi	Gisenyi	300
2	3/3.OT.06	Halte sur le lac Muhindi	Byumba	86
3	3/3.OT.07	Extension du Guest-House à Kibuye	Kibuye	31,6
4	3/3.OT.11	Extension du village touris- tique "Urugwiro"	Kigali	349
TOTAL		Nombre : 4		766,6

IIa. Projets dont le financement est probable.

1	3/3.OT.20	Village de vacances	Kibuye	*
TOTAL		Nombre : 1		*

IIb. Projets dont le financement est à chercher.

1	3/3.OT.12	Hôtel à Cyangugu (étude)	Cyangugu	*
2	3/3.OT.08	Guest-House à Gitarama (étude)	Gitarama	*
3	3/3.OT.13	Hôtel à Ruhengeri (étude)	Ruhengeri	*
4	3/3.OT.09	Hôtel de 100 chambres à Butare (étude)	Butare	*
5	3/3.OT.05	Hôtel-restaurant sur le lac Muhazi	Kigali	*
6	3/3.OT.12	Guest-House dans le Parc des Volcans	Gisenyi	*
7		Motel	Gikongoro	*
8		Motel	Kibungo	*
TOTAL		Nombre : 8		*

* Projet non chiffrés

- 99 -
R E C A P I T U L A T I O N

Groupe	Nombre de projets	Coût 10 ⁶ FRW
Ia. Projets en cours	4	1.178,5
Ib. Projets dont le financement est acquis	4	766,6
IIa. Projets dont le financement est probable	1	.*
IIb. Projets dont le financement est à chercher	8	.*
TOTAL	17	1.945,1

4) AUTRES SERVICES.

Ia. Projets en cours.

Classement	N° du projet	Intitulé du projet	Localisation	Coût 77-79 10 ⁶ FRW 76
1	3/4.FN.06	Construction de l'immeuble Banque de Kigali	Kigali	180,0
2	3/4.FN.07	Extension de la Banque Commerciale	Kigali	*
	TOTAL	2		180,0

Ib. Projets dont le financement est acquis.

1	3/4.FN.02	Restructuration de la Caisse d'Epargne	Ensemble du Pays	100,0
2	3/4.FN.03	Création de la Banque Rwando-Arabe Lybienne	Kigali	100,0
3	3/4.FN.04	Constitution d'un Fonds de garantie	Ensemble du Pays	
4	3/4.FN.05	Construction de la Banque Nationale du Rwanda	Kigali	650,0
5	3/4.FN.02	Développement des Banques Populaires	Ensemble du Pays	180,0
	TOTAL	5		1.030,0

IIa. Projets dont le financement est probable.

1	3/4.FN.08	Bureau pour la promotion industrielle	Kigali	60,0
	TOTAL	1		60,0

IIb. Projets dont le financement est à chercher.

1	3/4.FN.07	Développement des Assurances	Ensemble du Pays	311,0
2	3/4.FN.09	Banque de Crédit agricole	Kigali	*
	TOTAL	2		311,0

R E C A P I T U L A T I O N

Groupe	Nombre de projets	Coût 10 ⁶ FRW
Ia. Projets en cours	2	180,0
Ib. Projets dont le financement est acquis	5	1.030,0
IIa. Projets dont le financement est probable	1	60,0
IIb. Projets dont le financement est à chercher	2	311,0
TOTAL	10	1.581,0

3.2. Analyse de la programmation triennale des investissements 1977-1979.

3.2.1. Généralités.

La programmation triennale des investissements pour le secteur précédemment dénommé "Commerce et Services" a été complétée par le sous-secteur des Transports et son appellation est désormais : Commerce, transports, tourisme et "Autres Services". Le sous-secteur "Transports" était inclus dans le secteur des Infrastructures qui d'ailleurs englobe encore les infrastructures du transport : "routes, aéroports..."

Le sous-secteur "Tourisme" a été mentionné et souligné d'une façon spéciale du fait que, dans le développement futur du Rwanda, le IIe Plan y attache une très grande importance. On constatera par l'importance du volume des investissements, sa prédominance sur d'autres sous-secteurs.

Par ailleurs, à l'examen des inventaires de projets de chaque sous-secteur, soit pour la période triennale, soit pour la période quinquennale, il est aisé de constater que très peu de projets soutiennent des actions envisagées.

Aussi, les services concernés devraient rechercher l'identification de nouveaux projets afin qu'il soit aisé de répartir l'enveloppe financière prévue pour le secteur entre les différents sous-secteurs.

Même à priori, du fait même que le sous-secteur "Transports" est placé dans le secteur sous analyse, on peut prévoir d'avance que l'enveloppe financière prévue devrait être largement dépassée.

3.2) Répartition géographique des projets.

3.2.1.a) "Commerce".

Localisation	N° de projets	Montant d'investissement	%
Ensemble du Pays	5	595,0	60,5
Kigali	5	316,0	32,2
Etranger	1	72,0	7,3
TOTAL	11	983,0	100,0

Le tableau précédent fait ressortir le fait que les projets du sous-secteur "Commerce" sont très peu spécifiés sur le plan régional. Le Plan d'action est très peu précisé.

b) "Transports".

Localisation	N° de projets	Coût 1977-81 en 106 FRW	%
Ensemble du Pays	3	96,0	10,5
Kigali	2	820,0	89,5
TOTAL	5	916,0	100,0

N.B. Le total en % est légèrement inférieur à 100% étant donné que certains projets ne sont pas chiffrés.

La remarque faite à l'analyse des projets du sous-secteur "Commerce" reste valable pour celui des "Transports".

Toutefois, généralement les projets, qu'ils soient installés à Kigali ou à l'étranger intéressent l'ensemble du Pays. C'est une des particularités du secteur sous analyse. Des projets spécifiés devraient être identifiés au moins pour des régions les plus enclavées.

c) "Tourisme".

Localisation	Nombre de projets	Coût 1977-81 en 10 ⁶ FRW	%
Kigali	4	1.374	33,3
Gitarama	1	*	*
Butare	1	800	19,4
Gikongoro	1	*	*
Cyangugu	1	*	*
Kibuye	2	31	0,7
Gisenyi	2	607	14,7
Ruhengeri	1	800	19,4
Byumba	2	250	6,1
Kibungo	1	254	6,1
Byumba et Kibungo	1	13,5	0,3
TOTAL	17	4.129,5	100,0

Contrairement aux autres sous-secteurs, le nombre de projets à réaliser est distribué sur l'ensemble des préfectures du Pays.

Par ailleurs, on remarquera que des études de factibilité devraient être menées pour préciser l'importance et l'investissement global à effectuer pour chaque projet.

d) "Autres Services".

Localisation	N° de projets	Coût du projet en 10 ⁶ FRW	%
Ensemble du Pays	4	± 591,0	37,5
Kigali	6	990,0	62,5
TOTAL	10	1.581,0	100,0

Ce sous-secteur a la particularité de n'avoir aucun projet nouveau. En outre les projets localisés dans les préfectures, outre celle de Kigali, ne sont pas définis d'une façon précise. On sait, néanmoins, que des succursales de la Caisse d'Épargne et des Banques Populaires" ainsi que d'autres institutions bancaires seront construites. C'est pourquoi, un plan bien défini de leur installation devrait être présenté. La concurrence dans le domaine tertiaire est une nécessité, mais elle doit être ordonnée.

* Projets non chiffrés

3) Répartition du financement par sous-secteur.

Sous-Secteur	Montant en 10 ⁶ FRW	%
1. Commerce	983,0	18,1
2. Transports	916,0	16,9
3. Tourisme	1.945,1	35,9
4. Autres Services	1.581,0	29,1
TOTAL	5.425,1	100,0

Malgré que le montant des investissements du sous-secteur "Tourisme" n'a pas été déterminé pour tous les projets les infrastructures touristiques constituent le domaine le plus important du secteur "Commerce, transport, tourisme et Autres Services".

3.3. Inventaire des projets classés retenus pour la période quinquennale 1977-1981

1. COMMERCE.

Ia. Projets en cours.

N° du projet	Intitulé du projet	Localisation	Coût 1977-81 en 10 ⁶ FRW
1. 3/1.FE.04	Stockage et commercialisation des produits vivriers	Ensemble du Pays	120,0
2. 3/1.FE.05	Stockage de carburants	Ensemble du Pays	350,0
TOTAL	Nombre : 2		470,0

Ib. Projets dont le financement est acquis.

3/1.FE.09	Trafipro : Centralisation, construction de succursales et accroissement du parc auto-mobile	Kigali	290,0
TOTAL	Nombre : 1		290,0

IIa. Projets dont le financement est probable.

3/1.FE.07	Renforcement de l'OPROVIA	Ensemble du Pays	200,0
TOTAL	Nombre : 1		200,0

IIb. Projets dont le financement est à chercher.

1. 3/1.FE.01	Centre Rwandais du commerce extérieur	Kigali	22,0
2. 3/1.FE.09	Etude sur la structure du commerce et des prix	Ensemble du Pays	5,0
3. 3/1.FE.10	Restructuration et renforcement de service de contrôle des prix	Ensemble du Pays	*
4. 3/1.FE.08	Renforcement de la Chambre de Commerce	Ensemble du Pays	*
5. 3/1.AE.02	Création de consulats et de représentations commerciales	Mombasa, Dar-es-Salaam, Le Caire, Anvers, Londres, New-York, Hong-Kong	120,0
6. 3/1.JU.06	Création du tribunal de commerce	Kigali	22,0
7. 3/1.FE.	Petro Rwanda	Kigali	*
TOTAL	Nombre : 7		169,0

R E C A P I T U L A T I O N

Groupe	Nombre de projets	Coût 10 ⁶ FRW
Ia. Projets en cours	2	470,0
Ib. Projets dont le financement est acquis	1	290,0
IIa. Projets dont le financement est probable	1	200,0
IIb. Projets dont le financement est à chercher	7	169,0
TOTAL	11	1.129,0

* Projet non chiffrés

2. TRANSPORT.

N° de classement	N° du projet	Intitulé du projet	Localisation	Coût 77-81 (10 ⁶ FRW)
------------------	--------------	--------------------	--------------	-------------------------------------

Ia. Projets en cours.

Non recensés.

Ib. Projets dont le financement est acquis.

1	3/1.PC.04	Equipement de la STIR	Kigali	300,0
2	3/1.PC.05	Equipement d'Air Rwanda	Kigali	520,0
TOTAL		2		820,0

IIb. Projets dont le financement est à chercher.

1	3/2.PC.09	Création d'une société de transport intérieur (SONATRI)	Ensemble du Pays	86,0
2	3/2.PC.06	Etude sur le transport aérien	Ensemble du Pays	5,0
3	3/2.PC.07	Etude sur le transport lacustre	Ensemble du Pays	5,0
4	3/2.PC.08	Construction de stations d'entretien et de réparation de bus	Gisenyi, Byumba-Kibuye Kibungo	121,0
5	3/2.PC.03	Création d'agences de la STIR dans les pays transit	Mombasa, Dar-es-Salaam ou Mwanza Bujumbura	18,0
6	3/2.PC.11	Etude sur le transport fluvial	-	*
7	3/2.PC.10	Construction d'un hangar pour le stationnement des bus à la R.T.P.	Kigali	6,0
TOTAL		7		241,0

R E C A P I T U L A T I O N

Groupe de projets	Nb de projets	Coût 77-81 10 ⁶ FRW
Ia. Projets en cours	-	*
Ib. Projets dont le financement est acquis	2	820,0
IIb. Projets dont le financement est à chercher	7	241,0
TOTAL	9	1.061,0

3.3.3. TOURISME.

Ia. Projets en cours d'exécution.

Classement	N° du projet	Intitulé du projet	Localisation	Coût 77-79 10 ⁶ FRW 76
1.	3/3.OT.01	Extension de l'Hôtel des Diplomates	Kigali	180
2.	3/3.OT.02	Construction d'un Hôtel de 100 chambres à Kacyiru	Kigali	825
3.	3/3.OT.03	Hôtel de 46 chambres sur le Lac Ihema	Byumba	250
4.		Aménagement du Parc National de l'Akagera	Byumba-Kibungo	13,5
TOTAL		Nombre = 4		1.268,5

Ib. Projets dont le financement est acquis.

1.	3/3.OT.06	Hôtel de 120 chambres à Gisenyi	Gisenyi	869,2
2.	3/3.OT.04	Halte sur le Lac Muhindi	Byumba	*
3.	3/3.OT.07	Extension du Guest-House à Kibuye	Kibuye	20
4.	3/3.OT.11	Extension du Village touristique "Urugwiro"	Kigali	349
TOTAL		Nombre : 4		1.238,2

IIa. Projets dont le financement est probable.

	3/3.OT.20	Village de vacances	Kibuye	*
TOTAL		Nombre = 1		*

IIb. Projets dont le financement est à chercher.

1.	3/3.OT.15	Hôtel à Cyangugu	Cyangugu	
2.	3/3.OT.08	Guest-House à Gitarama	Gitarama	
3.	3/3.OT.13	Hôtel à Ruhengeri	Ruhengeri	800
4.	3/3.OT.09	Hôtel de 100 chambres à Butare	Butare	800
5.	3/3.OT.05	Hôtel-restaurant sur le Lac Muhazi	Muhazi	145
6.	3/3.OT.12	Guest-House dans le Parc des Volcans	Parc des Volcans	*
7.	3/3.OT.14	Guest-House à Kinigi	Ruhengeri	*
8.	3/3.OT.18	Halte à Kalisimbi	Gisenyi	*
9.	3/3.OT.19	Guest-House Bulers-Ruhondo	Ruhengeri	*
10.	3/3.OT.10	Guest-House à Gikongoro	Gikongoro	*
11.	3/3.OT.17	Guest-House à Pindura	Cyangugu	*
12.	3/3.OT.16	Guest-House à Nyamasheke	Cyangugu	*
TOTAL		Nombre = 12		1.745

RECAPITULATION

Groupe de projets	Nombre	Coût en 10 ⁶ FRW
Ia. Projets en cours	4	1.268,5
Ib. Projets dont le financement est acquis	4	1.238,2
IIa. Projets dont le financement est probable	1	-
IIb. Projets dont le financement est à chercher	12	1.745,0
TOTAL	21	

Tiret (-) : chiffres non disponibles. Pour cette raison, le total n'est pas indiqué parce qu'il ne correspondrait pas à la somme de tous les investissements.

* Projets non chiffrés

4. AUTRES SERVICES.

La liste des projets classés appartenant à la période quinquennale est la même que celle des projets retenus pour le triennat parce que tous les projets recensés dans ce sous-titre sont présumés être réalisés durant les 3 premières années du Plan.

CHAPITRE 4

INFRASTRUCTURES PUBLIQUES
ET EQUIPEMENT

INTRODUCTION

Le secteur "Infrastructures Publiques et Equipement" est composé des 3 sous-secteurs suivants:

A. Voies de Communications.

1. Infrastructures routières et lacustres
2. Infrastructure aéronautique et météorologique
3. Postes et Télécommunications.

B. Energie et Eau

C. Urbanisme.

Toutes les infrastructures n'ont pas été incluses dans ce secteur. Les projets liés au tourisme font partie du programme du secteur "Commerce et Services".

Les bâtiments administratifs et l'habitat ont été programmés dans le secteur "Développement Social, Culturel et Administratif".

L'hydraulique rural a été retenu dans le programme du "Développement rural."

I. Rappel des objectifs sectoriels.

.A. Voies de Communication.

.1. Infrastructure routière.

Le réseau routier du Rwanda se subdivise en routes nationales (d'intérêt national ou d'intérêt international) et en routes communales.

Le réseau total des routes d'intérêt international et national est de 2.980 Km et celle des routes communales de 3.490 dont 200 Km de pistes dans les parcs nationaux et 80 Km de voiries urbaines.

Les principaux problèmes en matière d'infrastructure routière concernent surtout le mauvais état des routes et les moyens insuffisants pour leur entretien et leur amélioration.

Actuellement, l'entretien routier est réalisé par une main-d'oeuvre non qualifiée; les méthodes utilisées consistent en l'apport des pierres en vrac, qui sous l'effet de la pluie et du temps, forment une surface très rude. Celle-ci pouvant être la cause d'usure et d'un ralentissement de la circulation des véhicules.

D'une manière générale, le trafic à l'intérieur s'effectue avec difficulté et parfois, il subit des interruptions à certaines périodes de l'année.

Si le Gouvernement rwandais entreprend de grands efforts pour améliorer et moderniser le réseau national, il convient cependant de souligner que dans l'avenir, les principaux obstacles auxquels le Rwanda aura à faire face seront dus surtout à son enclavement.

Dans ce contexte, après l'asphaltage des routes Kigali-Gatuna et Kigali-Rusumo, les principaux problèmes à l'accès du Rwanda à la mer resteront hors de ses frontières.

Pour lever ces obstacles, il faudra pousser les négociations pour assurer l'amélioration des routes de Rusumo à Isaka et l'asphaltage du tronçon Kabale-Gatuna.

Objectifs:

- . Diversification des voies d'accès du Rwanda à la mer
- . Promotion de meilleures liaisons entre les diverses régions économiques du pays.
- . Amélioration et extension du réseau secondaire de chaque région du pays de façon à faciliter les échanges commerciaux au niveau des communes.

II. Description sommaire des projets retenus pour la période quinquennale 1977-1981.

A. Voies de Communication

. 1. Infrastructure routière et lacustre.

Projets en cours d'extension.

1) Asphaltage de la route Kigali-Gatuna.

Les travaux d'asphaltage ont débuté au 31 décembre 1971 et devraient se terminer en 1977. Actuellement, il ne reste qu'à résoudre le problème de franchissement du marais de Kiruruma dont le coût a été évalué à 26.000.000 FRW.

2) Asphaltage de la route Ruhengeri-Gisenyi.

Sur le financement de la Banque Mondiale, les travaux d'asphaltage ont commencé le 15 Octobre 1974. Un montant de 660.000.000 FRW a été accordé pour la reprise des travaux à partir du PK 10 jusqu'au PK 60. La longueur totale ainsi asphaltée sera de 60 Km.

Projets dont le financement est acquis.

1) Asphaltage de la route Kigali-Butare-Frontière Burundi.

Il s'agit d'exécuter les travaux d'asphaltage (tarrassement, couche de base, accotement, fossés, revêtement hydrocarburé de la chaussée et ouvrage d'art) sur une longueur de 154 Km. Les études économiques et techniques existent déjà. Les travaux devraient commencer dès 1978. Le coût total est estimé à 3.200.000.000 FRW.

2) Asphaltage de la route Kigali-Ruhengeri-Cyanika.

L'étude de factibilité réalisée par SODECOTRA est terminée et les études techniques sont en cours.

Les travaux d'asphaltage démarreront dans le courant de l'année 1978. Le coût total est estimé à 3.175.000.000 FRW.

3) Entretien routier.

Ce projet comprend les opérations suivantes:

- Entretien manuel annuel sur environ 3.125 Km
- Reprofilage mécanique sur environ 3.125 Km à raison de deux passes par an sur chaque route, soit au total 6.250 Km par an.
- Le rechargement mécanique sur environ 1.000 Km pendant toute la période du Plan.
- L'amélioration mécanique d'environ 500 Km pendant toute la période du Plan.
- L'entretien des 350 Km de routes asphaltées.
- L'entretien des ouvrages d'art.

La liste des routes retenues pour ce programme est la suivante :

a) Entretien manuel:

- Toutes les routes d'intérêt national, soit environ 1.260 Km.
- Les routes d'intérêt international asphaltées ou non, soit environ 1.050 Km.
- Une partie des routes d'intérêt régional soit environ 815 Km.

b) Reprofilage mécanique: toutes les routes énumérées ci-dessus.

c) Rechargement et amélioration: Ces travaux concernent les routes suivantes :

N°	Route	Longueur totale (km)	Travaux à exécuter (Km)	
			Amélioration	Rechargement
	<u>I. Routes d'intérêt international</u>			
1.1	Gikongoro-Ntendezi	100	-	100
1.2	Kayonza-Kagitumba	125	-	125
	<u>2. Routes d'intérêt national</u>			
2.1	Gitarama-Shyira	70	20	50
2.2	Byumba-Gabiro	60	10	50
2.3	Gisenyi-Kibuye	90	15	40
2.4	Kicukiro-Murehe	70	-	70
2.5	Rwinkwavu-Ihema	30	-	30
2.6	Gatumba-Kabaya-Mukamira	80	10	40
2.7	Cyakabili-Karuruma	90	10	30
2.8	Circuits des lacs	75	-	75
2.9	Byimana-Kitabi	100	15	45
2.10	Ngiriyi-Kirambo	90	10	40
2.11	Kibeho-Cyahinda	55	5	50
2.12	Muse-Butare	75	15	60
2.13	Nyabisindu-Ruragwe	95	15	40
2.14	Cyamutara-Gakenke	60	10	50
2.15	Rugobagoba-Ruhango	55	5	50
2.16	Rwamagana-Kibungo	50	50	-
2.17	Karembo-Munyinya-Butare	185	120	-
2.18	Kivuruga-Shyira-Kabaya	65	-	55
	<u>3. Routes d'intérêt régional</u>			
3.1	Gisenyi-Busasamana-Mutura	70	50	
3.2	Nyabugogo-Rushashi-Gakenke	70	25	
3.3	Gikongoro-Nyabisindu	50	50	
3.4	Ntaruka-Kinigi-Ruhengeri	35	35	
3.5	Nyabikenke-Gihira	30	30	
			500 Km	1.000 Km

4. Construction de ponts.

Il s'agit de construire des ponts à Kagitumba, à Gashora, à Gihinga, à Gahira, à Muvumba, sur Mwogo, à Kanzenze et à Rukarara.

Projets dont le financement est probable.

1) Etude de factibilité d'un chemin de fer: Il s'agit d'étudier les possibilités de construction d'une voie ferrée qui reliera le Rwanda aux pays voisins.

2) Ports, points d'accostage et entrepôts.

- a) Port de Gisenyi: équipé d'un embarcadère et d'un dock.
La BRALIRWA dispose de son propre embarcadère.
- b) Le port de Cyanqugu: équipé d'un embarcadère en béton et doté d'un équipement de chargement et de déchargement.
- c) Port de Kibuye: doté d'un embarcadère (en mauvais état)
- d) Point d'accostage de Kirambo: Le débarquement des remorqueurs et des barges s'effectue sur les rochers.
- e) Point d'accostage de Mugonero: Pas d'infrastructure de base (embarcadère, route d'accès, entrepôt).

Projets dont le financement est à chercher.

1) Asphaltage de la route Butare-Ntendezi.

Cette route a une longueur de 124 Km et revêt une grande importance tant pour l'intérêt national que pour l'intérêt international. Aucune étude n'a été faite jusqu'à présent. Le coût est estimé à 3.100.000.000 FRW.

2) Asphaltage de la route Kavonza-Kagitumba.

Cette route continue à jouer un grand rôle dans l'acheminement des marchandises tant à l'importation qu'à l'exportation. L'asphaltage de ce tronçon de 126 Km coûtera 3.150.000.000 FRW. Les études n'ont pas encore commencé.

3) Asphaltage de la route Gitarama-Kibuye.

Les travaux d'amélioration de cette route ont été recommandés à la suite de l'étude de factibilité réalisée conjointement par Rhein Rhur et Institut Für Kulturtechnik. Il s'agit maintenant de prévoir l'asphaltage de cette route.

4) Asphaltage de la route Kibuye-Cyanqugu.

L'étude de factibilité et l'étude technique préliminaire sont terminées et ont été financées par la BAD.

Le coût des travaux d'aménagement a été évalué à 490.000.000 FRW. Sa longueur est de 135 Km.

.. 2) Infrastructure aéronautique et météorologique.

Projets en cours.

1) Renforcement du service météorologique et climatologique.

Il s'agit de compléter les infrastructures existantes et d'assurer la formation du personnel afin de pouvoir répondre aux exigences nationales et internationales pour la navigation aérienne et la prévision du temps.

2) Amélioration et extension de l'aéroport international de Kanombe.

Il faudra aménager l'aire de manoeuvre, construire des bâtiments et installer les équipements techniques nécessaires tels que décrits ci-après.

A) Infrastructure.

- Transformation du garage existant
- Construction d'un nouveau garage (sud)
- Abri Météo
- Hangar frêt
- Extension de l'aérogare
- Marquage diurne
- Hangar Caravelle
- Réparation de la piste d'atterrissage
- Asphaltage de l'aire de stationnement
- Raccorder le bâtiment ILS en eau et électricité
- Extension de la piste pour accueillir les gros porteurs du type DC 10, B 747
- Renforcement des chaussées aéronautiques.

b) Equipement.

- ILS
- 4 récepteurs HF
- Installation météo fac similé
- Emetteur HF
- Radio-Locateur
- Equipement anti-incendie
- Installation d'un DME co-implanté au VOR
- 3 émetteurs récepteurs UHF transitorisés, canal 121,5

Le coût total est estimé à 1.100.000.000 FRW.

Projets dont le financement est à chercher

1) Sécurité des vols dans l'espace aérien contrôlé du Rwanda.

Les travaux à entreprendre se rapportent à la construction de 5 bâtiments, l'installation de 5 radiobalises avec raccordement au secteur ELECTROGAZ ou aux groupes électrogènes. Le but sera d'améliorer la sécurité du trafic dans l'espace aérien rwandais, de faciliter la coordination du trafic régional et de permettre aux Pilotes se rendant à Butare, Gabiro, Giseñyi et Kamembe de disposer d'une aide radioélectrique.

Le coût s'élève à 17 millions de FRW.

2) Aérodrome touristique de Gisenyi.

Les travaux à effectuer visent l'amélioration de l'aire de manoeuvre de l'aérodrome et la mise en oeuvre d'un équipement de sécurité.

Le programme envisagé concerne l'allongement de la bande, l'asphaltage de l'aire de manoeuvre, l'aménagement des dégagements latéraux et du bâtiment aérogare, l'adduction d'eau et de l'électricité, l'installation de 2 émetteurs-recepteurs VHF et d'un groupe électrogène de secours.

L'étude est en cours, la préétude et le dossier technique existent déjà.

Le coût est de 280 millions FRW.

3) Aérodrome touristique de Gabiro.

Il est indispensable d'améliorer l'infrastructure (le sol et les bâtiments) et d'installer les instruments nécessaires à un aérodrome. L'objectif est de rendre utilisable l'aire de manoeuvre de l'aérodrome actuel.

Le coût est de 92 millions FRW.

4) Aérodrome de Butare.

L'aménagement de l'aire de manoeuvre et de bâtiment et les installations d'équipements techniques de sécurité sont les principaux travaux à réaliser. Le but est d'adapter l'infrastructure et l'équipement de l'aérodrome en tenant compte de l'enclavement du domaine de celui-ci en bordure de la zone urbaine.

Le coût s'élève à 14,5 millions FRW.

5) Aérodrome de Cyanguqu-Kamembe.

Il est prévu l'allongement de la piste, le sondage de celle-ci afin de démolir le revêtement, le réparer ou le recharger selon le cas, l'installation d'un groupe électrogène et d'un nouvel équipement radio pour le contrôle de l'aérodrome et la coordination avec Bukavu.

Le coût a été évalué à 104 millions FRW.

6. Aérodrome de Ruhengeri.

Le raccordement pour adduction d'eau et d'électricité, l'aménagement de la bande d'atterrissage et du bâtiment pour abri des passagers et bureaux de service, l'installation d'un émetteur-récepteur VHF, d'un groupe électrogène et d'un équipement météorologique sont envisagés.

Le coût du projet a été évalué à 14,5 millions FRW.

7) Etude économique et technique pour la création d'aérodrome international dans le Bugesera.

Il faudra faire une étude sur la valeur économique de l'aérodrome, le choix du site, la délimitation domaniale, l'évaluation des expropriations, la définition de l'aire de manoeuvre, des bâtiments et des installations et l'évaluation du coût des réalisations programmées.

Le coût est de 4 millions de FRW.

8) Etude économique et technique pour la création d'un aérodrome touristique près de Kibuye.

Il s'agit de réaliser une étude sur la valeur économique de l'aérodrome, la justification nationale, le choix du site, la définition de l'aire de manoeuvre, des bâtiments et des installations.

L'objectif est de développer l'infrastructure en aérodrome du pays pour sa promotion touristique.

Le coût de l'étude est de 4 millions FRW.

9) Etude économique et technique pour la création d'un aérodrome à Kibungo.

Il faudra effectuer la même étude que pour les 2 projets qui précèdent. Le but est de compléter l'infrastructure aéronautique du pays en créant un aérodrome dans le Sud-Est du pays et de compléter le réseau d'observations météorologiques en créant sur l'aérodrome une station synoptique.

Le coût a été évalué à 4 millions FRW.

10. Etude économique et technique pour l'aménagement de pistes à Kiyonza, à Gahini, à Rusumo et à Bigogwe.

Il s'agit de réaliser des études sur les conditions de construction de ces pistes, leur équipement et leurs coûts. L'objectif est de compléter l'infrastructure aéronautique du pays en créant une piste dans chacune de ces localités. Le coût est estimé à 4.000.000 FRW par piste.

3. Postes et télécommunications.

Projets en cours d'exécution.

1) Bâtiments postaux.

Le projet concerne la construction des bâtiments et l'acquisition des équipements dans le but de développer le service postal.

2) Extension du réseau téléphonique de Kigali.

Le projet répond à la nécessité d'adopter le central téléphonique et le réseau des câbles à l'accroissement accéléré du nombre d'abonnés tant du secteur public que privé.

Projets dont le financement est acquis.

1) Automatisation du central télex de Kigali.

Il faudra acheter, installer et monter un autocommutateur télex. Le but est d'augmenter le nombre de communications et des recettes, diminuer des temps d'attente pour les abonnés.

L'étude a été réalisée par le service des Télécommunications.

Le coût est 16 millions FRW.

2) Réseau Panafricain des Télécommunications

Faisceaux hertziens sur tronçon Kigali-Cyangugu-Bukavu.

Construction des bâtiments et des pylônes; achat, installation et montage des équipements.

Ce réseau permettra au Rwanda d'avoir accès au centre de transit international (CT2) du Zaïre et à la station terrienne de Kinshasa. Le faisceau hertzien facilitera le branchement de Cyangugu à Kigali par voies téléphoniques de haute qualité et entraînera le remplacement des câbles reliant Kigali au centre de transmission du Mont Jali.

L'étude a été réalisée par SOFRECOM/UIT. Le coût est de 140 millions FRW.

3) Faisceaux hertziens Kigali-Ruhengeri (6/12 voies).

Les travaux à réaliser concernent l'achat, l'installation et le montage des équipements.

Le but de ce projet est de remplacer la liaison HF par une liaison UHF qui est plus stable et plus fiable.

Un dossier technique existe et le coût a été évalué à 25.000.000 FRW.

4) Branchement au réseau public d'énergie des centres de transmission de: Kicukiro (Kigali), Tonga (Butare), Yanina-Kalonqi (Kibuye).

Il faudra pour ce projet, acheter et installer des cabines de transformation et installer des lignes d'approvisionnement dans le but de raccorder ces centres au réseau public d'énergie. Ceci permettra un fonctionnement permanent.

Le coût s'élève à 12 millions FRW.

Projets dont le financement est à chercher.

a) Postes.

1) Equipement moderne adapté aux besoins de la poste.

Le projet concerne la livraison du matériel technique. L'objectif de celui-ci est de développer le service postal afin de mieux servir la population et d'éviter trop de manipulation des objets confiés à la poste.

Il s'agit d'une préétude très générale et le coût de ce projet a été évalué à 86 millions FRW.

2) Bureau mobile pour le service postal.

Achat de 5 fourgons, un fourgon postal 1.500 kgs avec châssis allongés à 2 guichets, une documentation, un outillage et des pièces de rechange dans le but de développer le service postal en milieu rural.

Le coût du projet est 14 millions FRW.

b) Télécommunications.

3) Equipement complet des faisceaux hertziens GTE (4 à 12 voies)

Dans ce projet, il s'agit d'une augmentation du nombre de voies par l'achat des Modems de voies et leur mise en place pour faire face à l'augmentation annuelle du trafic, pour éviter les encombrements et disposer de voies de secours en cas de panne.

Le coût du projet est de 8,5 millions FRW.

4) Installation du central de transit international de téléphonie (CT3).

Il faudra acheter, installer et monter les équipements du CT3. Celui-ci permettra aux abonnés d'appeler directement leurs correspondants. Il raccourcira le délai d'attente et permettra le passage d'un grand nombre de communications dans une même période.

L'étude a été réalisée par SOFRECOM/UIT. Le coût du projet est de 32 millions FRW.

5) Liaison par faisceaux hertziens entre Kigali et les centres préfectoraux non encore reliés par faisceaux hertziens.

Il s'agit d'un programme à long terme, cependant pour la période quinquennale il est prévu :

- Faisceaux hertzien 12/12 voies Kigali-Tonga
- Faisceaux hertziens Kigali-Gisenyi.

11) Télégraphie harmonique 12/24 voies entre Kigali et Butare.

Le but est d'équiper la télégraphie harmonique d'au moins 12 voies pour pouvoir satisfaire les demandes futures de raccordement télex à Butare.

B. Energie et Eau.

Projets en cours d'exécution.

1) Centrale hydroélectrique de Rusumo (Etudes de factibilité).

Une centrale hydroélectrique d'une puissance de 56 Mw sera construite sur l'Akagera. L'étude de factibilité est en cours sur financement belge. La part du Rwanda de l'électricité ainsi produite serait de l'ordre de 100.000.000 Kwh dans le cadre de la tripartite (Rwanda, Burundi, Tanzanie).

2) Centrale hydroélectrique de Rusizi II (Etudes techniques).

La centrale aura une capacité de 76 MW et la part du Rwanda serait de 166.000.000 Kwh. Les études de factibilité sont achevées et les études techniques sont en cours sur financement du FED.

3) Ligne HT Kigoma-Mururu.

Les travaux se terminent en principe fin 1977. Sous une tension de 110 Kv, cette ligne permettra l'interconnexion de la centrale hydroélectrique de Ntaruka et celle de Mururu. Une moyenne annuelle de 30 GWh supplémentaire sera ainsi fournie au Rwanda.

4) Electrification des villes de Kibuye, Byumba et Gikongoro.

Les travaux ont débuté dans les trois centres et concernent les réseaux BT: raccordements et installations intérieures des bâtiments administratifs.

Le coût total est estimé à 55.000.000 FRW.

5) Station de pompage de Byumba.

Il faut assurer la fourniture et le tirage d'une ligne 15 Kv à 600 m de longueur ainsi que le raccordement de la motopompe. Coût = 2.000.000 FRW.

Projets dont le financement est acquis.

1) Centrale hydroélectrique de Mukungwa.

Il s'agit de construire une centrale comptant 2 unités de 6 Mw chacune. Les études sont terminées et les travaux de génie civil commenceront dès 1978.

Ce projet inclut également les lignes MT de 30 KV Ruhengeri-Rwaza et Mukungwa-Gifurwe.

2) Electrification de la cimenterie de Cyangugu.

Les études sont en cours et les travaux commenceront normalement dès 1978. Ce projet fait partie de la contrepartie rwandaise dans la construction de la cimenterie de Cyangugu.

Le coût a été estimé à 66.000.000 FRW.

3) Installation des réseaux secondaires.

Il s'agit de : -Réseau MT et BT à Rwamagana

- Réseau BT à Nyanza

- Extension à Cyangugu

- Extension à Gisenyi

- Réseau BT à Gitarama

- Amélioration BT à Kigali.

4) Ligne Gisenyi-Ruhengeri:

Cette ligne permettra de relier Gisenyi au réseau national et diminuera l'utilisation des centrales Diesel de Gisenyi.

5) Adduction d'eau à Kigali:

- Réparation et augmentation de la capacité de production de l'usine d'épuration.

- Construction d'une usine de 200 m³/h.

- Alimentation en eau potable des quartiers de Kimihurura, Gikondo, Kicukiro, Kacyiru et autres quartiers.

- Construction des réservoirs d'eau et pose de conduite-mère.

6) Adduction d'eau à Butare.

Il faudra capter la source à Gatongati et réaliser les travaux de pose des conduites. Il faudra également augmenter la capacité de l'usine existante.

Le coût est estimé à 275.000.000 FRW.

Projets dont le financement est à chercher.

1) Electrification des différents quartiers de Kigali.

Une priorité sera accordée aux quartiers très peuplés de la capitale.

2) Centrale hydroélectrique de Gisenyi.

Pour ce projet, il faudra installer de nouvelles turbines pour doubler la puissance actuelle qui serait portée de 1.160 KV à 2.320 KV.

Le coût a été évalué à 77 millions FRW.

3) Ligne MT 30 KV (Réseau Ouest).

Il faudra installer une antenne de 30 KV à partir des postes de transformation de Kalongi et Kibogora sur la ligne HT Kigoma-Mururu. Les études sont terminées et le coût a été évalué à 253 millions de FRW.

12. Eclairage public.

Il s'agit d'assurer un éclairage public dans les principaux centres du pays.

13. Amélioration des réseaux existants.

Les travaux d'exécution du projet concernent le remplacement des conduites d'eau qui sont devenues insuffisantes ou corrodées.

14) Exploitation de l'énergie solaire.

Equipement de laboratoire, achat de matériel pour la fabrication d'appareils tels que des chauffe-eau, des réfrigérateurs... à partir de l'énergie solaire et autres sources naturelles.

15) Exploitation du gaz méthane du lac Kivu.

L'étude de factibilité envisagée concerne la réalisation d'une unité d'extraction du gaz méthane ayant une capacité de 50.000 m³ / jour dans une première phase et dans la seconde étape, la construction d'une centrale thermique beaucoup plus importante.

15) Exploitation de la tourbe.

Il s'agit d'une exploitation industrielle et de la cokéfaction de la tourbe. Il est proposé une phase expérimentale utilisant un four ± artisanal pour le coke.

C. URBANISME.

Projets en cours d'exécution.

1) Voiries urbaines à asphalter.

Pour la période quinquennale, un effort sera fait pour l'asphaltage de la voirie urbaine.

Actuellement, 7 Km de voirie sont en cours d'asphaltage à Kigali sur prêt allemand. Le coût total est de 285.000.000 FRW. Dans ce contexte, il faudra inclure également le tronçon Gisenyi - BRALIRWA.

2) Elaboration d'un plan directeur pour les villes de Kigali, Byumba, Kibuye, Gikongoro et Kabaya.

Une enquête socio-économique est terminée et le plan directeur sera disponible normalement fin 1978 pour la ville de Kigali.

3) Lotissement de quartiers à Kigali;

Les quartiers dont le plan de lotissement est en cours d'élaboration :

- Kicukiro - Remera
- Kacyiru-Sud
- Kacyiru-Nord
- Gikondo
- Kimihurura
- Nyamirambo (stade)
- Muhima-Rugenge.

4) Aménagement et extension des cimetières à Kigali.

Projets dont le financement est à chercher.

1) Elaboration de plans directeurs pour les principaux centres urbains du pays.

Il s'agit d'un programme à long terme qui intéresse tous centres urbains du pays; dans un premier temps, il faudra élaborer des plans directeurs pour Butare, Gisenyi et Ruhengeri.

2) Assainissement urbain.

Etude d'assainissement urbain pour les villes de Kigali, Butare et Gisenyi.

3) Gares routières et parkings.

Une gare routière pour le transport des marchandises et une autre pour le transport des personnes et ainsi qu'un parking pour dégorger les rues de la ville de Kigali.

4) Voiries urbaines à créer.

Pendant la période quinquennale; il est prévu une création de 130 Km de voirie urbaine à répartir pour les centres urbains du pays.

- Gatumba-Kabaya Mukamira	Gisenyi	
- Cyakabili-Karuruma	Gitarama Ruhengeri	
- Circuits des lacs	Ruhengeri	
- Byimana-Kitabi	Gitarama Gikongoro	
- Ngiriyi-Kirambo	Kigali Ruhengeri	
- Gisenyi-Busasamana-Mutura	Gisenyi	1.500
- Nyabugogo-Rushashi-Gakenke	Kigali Ruhengeri	
- Gikongoro - Nyabisindu	Gikongoro Butare	
<u>Construction de ponts</u>		
- Kagitumba, Gashora	Byumba Kigali	80
- Gihinga, Gihira	Butare	
- Muvumba, sur Mwogo	Gitarama	
- Kanzenze et Rukarara	Gikongoro	
		<u>4.480</u>

IIa. Projets dont le financement est probable.

1.	4/1.TP.12	Etude de factibilité d'un chemin de fer reliant le Rwanda et les pays voisins		*
2.	4/1.TP.07	Ports, embarcadères et points d'accostage sur le lac Kivu (Etudes)	Cyangugu Kibuye Gisenyi	18

IIb. Projets dont le financement est à chercher.

1.	4/1.TP.04	Etude économique et technique pour l'asphalage de la route Butare-Ntendezi	Butare Gikongoro Cyangugu	*
2.	4/1.TP.07	Etude économique et technique pour	Kibungo Butare	*

3.1.1.3 Postes et Télécommunications.

Classement	Numéro du projet	Intitulé	Localisation (Préfecture)	Coût 1977-79 (10 ⁶ FRW 1976)
<u>Ia Projets en cours d'exécution.</u>				
1.	4/8.PC.01	Construction des bâtiments postaux en milieu rural	Toutes les préfectures	
2.	4/8.PC.12	Extension du réseau téléphonique à Kigali	Kigali	160
<u>Ib Projets dont le financement est acquis.</u>				
1.	4/8.PC.04	Automatisation du central télex Kigali	Kigali	16
2.	4/8.PC.05	Faisceaux hertziens Kigali-Ruhengeri	Kigali	25
3.	4/8.PC.08	Réseau panafricain des télécommunications (faisceaux hertziens sur le tronçon Kigali-Cyangugu-Bukavu	Kigali (Mont Jali) Cyangugu (Kalongi)	140
4.	4/8.PC.15	Branchement au réseau public de l'énergie des centres de transmission	Kigali Butare Kibuye	12
				193

II. Projets dont le financement est à chercher.

a) Postes.

1.	4/8.PC.02	Equipement moderne adapté aux besoins de la poste	Toutes les préfectures	50
2.	4/8.PC.03	Bureau mobile pour le service postal	Toutes les préfectures	10
				60

b) Télécommunications.

3.	4/8.PC.07	Centre de transit international de téléphonie	Kigali	32
4.	4/8.PC.09	Centre de transit national pour la téléphonie de Kigali et extension des centres téléphoniques de Butare, Gisenyi et Ruhengeri	Kigali Butare Ruhengeri Gisenyi	70

5.	4/8.PC.16	Extension du réseau des câbles et achat du matériel pour les centres de Byumba, Kibungo, Gitarama, Kibuye, Nyabisindu, Gikongoro, Gisenyi et Ruhengeri	Ruhengeri Byumba Kibungo Gitarama Nyabisindu Gikongoro Kibuye, Gisenyi	25
6.	4/8.PC.17	Acquisition de 50 téléimprimeurs	Toutes les préfectures	17
7.	4/8.PC.18	Extension du service téléphonique aux s/préfectures et aux communes.	Toutes les préfectures	100
				304

3.1.2. ENERGIE ET EAU.

Ia. Projets en cours d'exécution.

1.	4/2.TP.04	Etude de factibilité pour la construction d'une centrale hydroélectrique à Rusumo	Kibungo	100
2.	4/2.TP.02	Etude technique pour la construction d'une centrale hydroélectrique à Rusizi II.	Cyangugu	120
3.	4/2.TP.06	Ligne HT Kigoma-Mururu	Kibuye Cyangugu Gitarama Butare Gisenyi	400
4.	4/2.TP.17	Electrification des villes de Kibuye, Byumba et Gikongoro	Kibuye Byumba Gikongoro	50
5.	4/7.TP.02	Station de pompage à Byumba	Byumba	2
				672

Ib. Projets dont le financement est acquis.

1.	4/2.TP.01	Centrale hydroélectrique de Mukungwa	Ruhengeri	1.700
2.	4/2.TP.09	Electrification de la cimenterie de Cyangugu	Cyangugu	66
3.	4/2.TP.14	Ligne H.T. Ruhengeri-Gisenyi (études)	Ruhengeri Gisenyi	*
4.	4/2.TP.08	Raccordement sur les réseaux secondaires - Réseau MT et BT à Rwamagana - Réseau BT à Nyabisindu	Kibungo Butare	12 13
5.	4/2.TP.01	Adduction d'eau à Kigali	Kigali	550
6.	4/7.TP.06	Adduction d'eau à Butare	Butare	275
				2.616

1.	2/1.RN.07	Exploitation de la tourbe (étude)		
2.	5/2.EN.60	Exploitation de l'énergie solaire (étude)		20
3.	2/1.RN.08	Exploitation du gaz méthane (étude)	Kivu	*
4.	4/2.TP.18	Eclairage public	Centres préfectoraux	100
5.	4/2.TP.16	Ligne MT 30 KV (réseau Ouest)	Kibuye	253
6.	4/2.TP.20	Electrification des quartiers de Kigali	Kigali	*
7.	4/2.TP.16	Etude des lignes - Karambi-Gitwe - Kilinda-Birambo - Gikongoro-Mata - Gikongoro-Kitabi	Gitarama Kibuye Gikongoro	* * *
8.	4/2.TP.15	Electrification rurale		*
9.	4/7.TP.05	Adduction d'eau à Ruhengeri	Ruhengeri	11
				<u>384</u>

3.1.3. URBANISME.

I. Projets en cours.

1.	4/1.TP.12	Voiries urbaines à asphalter	Principales villes	625
2.	4/6.TP.02	Elaboration de plans directeurs d'urbanisme	Byumba Kabaya Kibuye Gikongoro	*
3.	4/6.TP.06	Lotissement de quartiers	Kigali	*
4.	4/6.TP.15	Aménagement et extension des cimetières	Kigali	*
				<u>625</u>

II. Projets dont le financement est à chercher.

1.	4/6.TP.06	Elaboration de plans directeurs d'urbanisme	Kigali Gisenyi Butare Ruhengeri	* * * *
2.	4/1.TP.13	Voiries urbaines à créer	Toutes les préfectures	280
3.	4/1.TP.14	Etude d'assainissement urbain	Kigali Butare Gisenyi	30
4.	4/9.TP.04	Gares routières et parkings	Kigali	30
				<u>370</u>

3.2. Analyse de la programmation triennale des investissements.

Tableau 1. Répartition du financement par sous-secteur.

Sous-secteur	Montant(10 ⁶ FRW)	%
<u>A. Voies de Communication</u>		
Infrastructure routière et lacustre	5.184	46
Aéronautique et M étéorologie	844	7
Postes et Télécommunications	657	6
<u>B. Energie et Eau</u>	3.672	32
<u>C. Urbanisme</u>	<u>965</u>	<u>9</u>
Total	11.322	100

Comme indiqué dans le tableau 1, le total des investissements prévus pour le secteur des Infrastructures Publiques et de l'Equipement s'élève à environ 11.322 FRW.

Une partie des investissements pourra être modifiée dans le cas où certains projets, figurant pour l'instant dans les études, rentre dans la phase d'exécution au cours du triennat.

Il faut souligner également que les dossiers concernant l'Urbanisme sont encore en cours d'élaboration; par conséquent, les montants des investissements prévus pour ce secteur sont susceptibles d'être modifiés très sensiblement.

Enfin, il faut noter la prédominance du secteur routier quant à l'importance des investissements prévus qui représentent 46 % du montant afférant à cette partie des infrastructures.

N.B. le total est légèrement inférieur à 100 % étant donné que certains projets n'ont pas été chiffrés.

Tableau 2. Ventilation du financement par groupe de projets.

	Montant 10 ⁶ FRW	%
Projets en cours d'exécution	2.858	25
Projets dont le financement est acquis	7.289	65
Projets dont le financement est probable	18	-
Projets dont le financement est à chercher	1.157	10
Total	11.322	100

Le tableau ci-dessus met en évidence la prépondérance des projets dont les engagements sont déjà pris.

Les projets en cours d'exécution et ceux dont le financement est acquis totalisent à eux seuls 90 % des investissements prévus pour la période triennale.

Cette situation amène à ne retenir qu'un nombre relativement peu important de projets nouveaux pour 10 % des investissements.

Tableau 3. Répartition géographique du financement.

		Montant 10 ⁶ FRW
1.	Projets nationaux ou régionaux non localisés par préfecture	6.035
2.	Préfecture de Kigali	1.312
3.	Préfecture de Gitarama	36
4.	Préfecture de Butare	374
5.	Préfecture de Gikongoro	104
6.	Préfecture de Cyangugu	535
7.	Préfecture de Kibuye	498
8.	Préfecture de Gisenyi	320
9.	Préfecture de Ruhengeri	1.785
10.	Préfecture de Byumba	197
11.	Préfecture de Kibungo	126
	Total	11.322

Le tableau 3 fait apparaître un déséquilibre en ce qui a trait à la distribution géographique des investissements.

En matière d'infrastructures publiques et d'équipement, il importe toutefois de souligner que la plupart des projets retenus revêtent un caractère plutôt national que local.

Les projets dont l'impact se limite à une seule préfecture nécessitent souvent de légers investissements tandis que certains équipements dont les effets se répercutent sur toutes les autres préfectures représentent des investissements plus importants.

A cet égard, les investissements prévus pour la préfecture de Ruhengeri apparaissent disproportionnés par rapport à ceux prévus dans les autres préfectures par le seul fait de l'installation de la centrale hydroélectrique de Mukungwa.

La comparaison des investissements par préfecture dans le domaine des infrastructures publiques et de l'équipement doit donc être faite en tenant compte de cette particularité.

Tableau 4. Répartition des investissements par catégorie de projets et par source de financement (en 10⁶ FRW)

	Nombre de projets	Aide multi-latérale	Aide bilatérale	Rwanda	A chercher Divers	Total
<u>A. Voies de communication :</u>						
1. Infrastructure routière et lacustre	11	3.424	1.242	518	-	5.184
2. Aéronautique et météorologie	7	10	580	35	129	844
3. Postes et télécommunications	13	-	173	180	304	657
<u>B. Energie et Eau</u>						
	20	2.831	-	457	384	3.672
<u>C. Urbanisme</u>						
	8	-	563	62	340	965
	59	6.355	2.558	1.252	1.157	11.322

très importante

Le tableau 4 fait apparaître une intervention/de l'aide extérieure dans le développement des infrastructures du pays; toutefois il convient de souligner que la participation du Rwanda a été quelque peu sous-estimée du fait qu'il n'a pas été possible de ventiler toutes les contreparties rwandaises dans les projets financés par l'aide extérieure.

Comme pour les tableaux précédents, les données mentionnées ci-dessus n'ont qu'une valeur indicative, en effet, il n'a pas été toujours possible d'évaluer tous les coûts des projets dont le financement reste à chercher; les difficultés étant encore plus grandes lorsqu'il s'agit d'estimer les dépenses nécessaires pour la réalisation d'une étude de tel ou tel projet.

3.3. Inventaire des projets classés retenus pour la période quinquennale 1977-1981.

3.3.1. Voies de Communication.

3.3.1.1. Infrastructure routière et lacustre.

Ia. Projets en cours d'exécution.

Classement	Numéro du projet	Intitulé	Localisation préfecture	Coût 77-81 106 FRW 76
1	4/1.TP.15	Route Kigali-Gatuna	Kigali Byumba	26
2	4/1.TP.16	Route Ruhengeri-Gisenyi	Ruhengeri Gisenyi	660

686

Ib. Projets dont le financement est acquis.

1	4/1.TP.01	Route Kigali-Butare-Frontière Burundi	Kigali Gitarama Butare	3.200
2	4/1.TP.02	Route Kigali-Ruhengeri-Cyanika	Kigali Ruhengeri	3.175
3	4/1.TP.10	<u>Entretien routier</u> Gikongoro-Ntendezi Kayonza-Kagitumba Gitarama-Shyira Byumba-Gabiro Gisenyi-Kibuye Kicukiro-Murehe Rwinkwavu-Ihema Gatumba-Kabaya-Mukamira Cyakabili-Karuruma Circuit des lacs Byimana-Kitabi Ngiryi-Kirambo Kibeho-Cyahinda Muse-Butare Nyabisindu-Ruragwe	Gikongoro Cyangugu Kibungo Byumba Gitarama Gisenyi Byumba Gisenyi Kibuye Kigali Kibungo Gisenyi Gitarama Ruhengeri Gisenyi Ruhengeri Gitarama Gikongoro Kigali Ruhengeri Byumba Gikongoro Butare Gikongoro Butare Butare Gitarama Kibuye	

.../...

		Cyamutara-Gakenke	Kibungo	
		Rugobagoba-Ruhango	Byumba	
		Rwamagana-Kibungo	Gitarama	
		Karembo-Munyinya-Butare	Kibungo	
			Kibungo	
			Kigali	
			Gitarama	
			Butare	
		Kivuruga-Shyira-Kabaya	Ruhengeri	
			Gisenyi	
		Gisenyi-Busasamana-Mutura	Gisenyi	
		Nyabugogo-Rushashi-Gakenke	Kigali	
			Ruhengeri	
		Gikongoro-Nyabisindu	Gikongoro	
			Butare	
		Ntaruka-Kinigi-Ruhengeri	Ruhengeri	
		Nyabikenke-Gihira	Gitarama	
				<u>2.808</u>
4	4/1.TP.11	<u>Construction de ponts</u>		
		Pont à Kagitumba	Byumba	
		à Gashora (Sholi)	Kigali	
		à Gihinga (digue)	Butare	
		à Gihira	Gitarama	
		à Muvumba	Byumba	
		sur Mwogo	Gikongoro	
		à Kanzenze	Kigali	
		à Rukarara	Gikongoro	
				80
				<u>9.263</u>
		IIa. <u>Projets dont le financement est probable.</u>		
1	4/1.TP.12	Etude de factibilité d'un chemin de fer reliant le Rwanda et les pays voisins.	-	
2	4/1.TP.08	Ports, embarcadères et points d'accostage sur le lac Kivu	Cyangugu Kibuye Gisenyi	30
				<u>30</u>
		IIb. <u>Projets dont le financement est à chercher.</u>		
1	4/1.TP.04	Asphaltage de la route Butare-Ntendezi	Butare Gikongoro Cyangugu	3.100
2	4/1.TP.07	Asphaltage de la route Kayonza-Kagitumba	Kibungo Byumba	3.150
3	4/1.TP.03	Asphaltage de la route Gitarama-Kibuye	Gitarama Kibuye	2.150
4	4/1.TP.05	Asphaltage de la route Kibuye-Cyangugu	Kibuye Cyangugu	3.375
				<u>11.775</u>

6	4/8.PC.17	Acquisition de 50 téléimprimeurs.	Toutes préfectures	24
7	4/8.PC.18	Extension du service téléphonique aux sous-préfectures et aux communes.	Toutes préfectures	245
8	4/8.PC.10	Liaison par faisceaux hertziens entre Kigali et les centres préfectoraux non encore reliés par faisceaux hertziens.	Kigali-Tonga Kigali- Gisenyi	14
9	4/8.PC.19	Télégraphie harmonique Kigali et Butare	Kigali Butare	3
10	4/8.PC.11	Relier Butare-Tonga par câbles souterrains de 50 paires.	Butare	4
11	4/8.PC.06	Equipement complet des faisceaux hertziens GTE de 4 à 12 dans les centres de Kigali, Gitarama, Nyabisindu, Gikongoro, Kibuye, Byumba et Kibungo	-	*

3.3.2. ENERGIE ET EAU.

Classe- ment	Numéro du projet	Intitulé	Localisation préfecture	Coût 77-81 106 FRW 76
<u>Ia. Projets en cours d'exécution.</u>				
1	4/2.TP.04	Centrale hydroélectrique de Rusumo (étude de factibilité)	Kibungu	100
2	4/2.TP.02	Centrale hydroélectrique Rusizi II (Etudes techniques)	Cyangugu	120
3	4/2.TP.06	Ligne HT Kigoma-Mururu	Kibuye Cyangugu Gitarama Butare	400
4	4/2.TP.17	Electrification des villes de Kibuye, Byumba et Gikongoro.		50
5	4/7.TP.02	Station de pompage à Byumba	Byumba	2

672

Ib. Projets dont le financement est acquis.

1	4/2.TP.01	Centrale hydroélectrique de Mukungwa ; lignes MT de 30 KV Ruhengeri-Rwaza et Mukungwa-Gifurwe.	Ruhengeri	3.000
2	4/2.TP.09	Electrification de la cimenterie de Cyangugu	Cyangugu	66
3	4/2.TP.08	Installation des réseaux secondaires - Réseau MT et BT à Rwamagana - Réseau BT à Nyabisindu - Extension du réseau à Gisenyi - Extension du réseau à Cyangugu - Réseau BT à Gitarama	Kibungu Butare Gisenyi Cyangugu Gitarama	12 13 6 34 13
4	4/2.TP.14	Ligne HT Ruhengeri-Gisenyi	Ruhengeri Gisenyi	200
5	4/7.TP.01	Adduction d'eau à Kigali	Kigali	550
6	4/7.TP.06	Adduction d'eau à Butare	Butare	275

4.169

II. Projets dont le financement est à chercher,

a) ENERGIE,

1) Production,

1	4/2.RN.07	Exploitation de la tourbe (étude)	Lac	* -
2	4/2.TP.19	Exploitation du gaz méthane	Kivu	* -

3.3.3. URBANISME.

Classe- ment	Numéro du projet	Intitulé	Localisation préfecture	Coût 77-81 106 FRW 76
-----------------	---------------------	----------	----------------------------	--------------------------

I. Projets en cours d'exécution.

1	4/1.TP.12	Voiries urbaines à asphalter	Kigali Ruhengeri Butare Gisenyi Gitarama Cyangugu	1.182
2	4/6.TP.02	Elaboration d'un Plan direc- teur d'urbanisme	Kabaya Byumba Kibuye Gikongoro	*
3	4/6.TP.06	Lotissement des quartiers	Kigali	*
4	4/6.TP.15	Aménagement et extension des cimetières	Kigali	*

1.182

II. Projets dont le financement est à chercher.

1	4/6.TP.02	Elaboration des plans direc- teurs pour les centres ur- bains du pays.	- Kigali - Tous les centres urbains du pays	* -
2	4/1.TP.13	Voiries urbaines à créer	Toutes les préfectures	500
3	4/1.TP.14	Etudes d'assainissement urbain	Kigali Butare Gisenyi	50
4	4/9.TP.04	Création de gares routières et de parkings	Kigali	30

580

* Eléments non chiffrés

Chapitre 5

DEVELOPPEMENT SOCIAL,
CULTUREL ET ADMINISTRATIF

I. PRINCIPAUX PROBLEMES ET ORIENTATIONS DES
SOUS-SECTEURS DU DEVELOPPEMENT SOCIAL,
CULTUREL ET ADMINISTRATIF.

A. Sous-secteur social

1. Santé

Si l'homme est effectivement le principal acteur du développement, sa santé revêt une importance capitale. Le IIe Plan a choisi d'introduire la notion de "médecine de masse", basée sur l'action préventive, l'éducation sanitaire, l'amélioration de l'hygiène et de la nutrition.

Cependant, une étude sur les équilibres régionaux montre des déficits importants de la capacité en lits de certaines régions (Byumba : - 308 lits d'hôpitaux ; Ruhengeri : - 124 lits de centres de santé et dispensaires).

La programmation s'efforce partiellement de rétablir une répartition régionale équilibrée des infrastructures de santé publique. Elle vise également à favoriser l'utilisation rationnelle et l'amélioration des moyens existants.

2. Sports et loisirs

Les conditions de vie difficiles sur la colline peuvent être grandement améliorées par de saines activités de loisir, notamment en faveur de la jeunesse. Sans condamner le sport d'élite ou de prestige, dont il constituera la pépinière de talents futurs, le sport de masse complètera les efforts d'éducation et de santé pour améliorer la vie rurale et limiter l'exode vers la ville. Les installations sportives méritent donc des aménagements et des extensions, complétés par des moyens de culture et de loisir.

3. Promotion sociale

Les efforts à caractère social doivent tendre à faire de l'aide plus ou moins subie par la population une action désirée et voulue où chacun participe à son propre mieux être, pour aboutir à une véritable prise en charge personnelle. D'où l'importance de services spécialisés où l'animation aura un rôle essentiel. C'est dans ce même esprit que sera abordé le problème démographique en vue d'une prise de conscience et de responsabilité au niveau individuel.

4. Mouvement coopératif

Le Chef de l'Etat a préconisé lui-même "une stratégie du développement mettant l'accent sur le mouvement coopératif", en particulier au niveau communal. Cette forme d'association présente une importance particulière pour l'organisation de la collecte et du stockage des excédents de production locale, les échanges interrégionaux de produits vivriers, la distribution des biens de consommation et d'équipement de base, principalement en milieu rural.

Tandis qu'une politique du mouvement coopératif se crée, que les textes législatifs s'élaborent, il reste encore beaucoup à faire pour l'assistance technique aux coopératives existantes ou à créer, l'éducation et la formation coopératives.

B. Sous-secteur culturel

1. Education

Le système éducatif du Rwanda a analysé ses propres faiblesses : un primaire qui préparait au secondaire, lui-même préparant au supérieur ; une éducation trop scolastique, coupée du milieu ; une déficience en maîtres qualifiés ; des programmes trop traditionnels ; un mythe persistant du diplôme, etc...

La réforme de l'éducation vise à une adaptation aux réalités du pays, en préparant la jeunesse à vivre dans son milieu. L'enseignement primaire et post-primaire sera ruralisé, afin que les connaissances mais surtout le savoir-faire, le comportement et les attitudes acquis à l'école soient réinvestis dans la vie active, dans l'intérêt de l'individu et de la collectivité.

L'enseignement secondaire sera professionnalisé afin de rendre les élèves capables d'exercer une activité économiquement utile.

L'enseignement supérieur répondra mieux aux impératifs du développement, dans les domaines du développement rural, de l'enseignement, de la recherche appliquée.

2. Formation

Bien que de nombreux travailleurs manquent d'emploi, le secteur privé comme le secteur public recherchent les compétences, c'est-à-dire des collaborateurs vraiment qualifiés, et dans toutes les branches de l'activité économique.

Les moyens actuels d'acquérir des qualifications en dehors du système éducatif sont extrêmement déficients. Une formation professionnelle réaliste devra se donner la double mission d'améliorer les qualifications du personnel en place, à tous les niveaux et de

préparer à des emplois, en particulier pour tous ceux qui n'ont pas un "passé" scolaire mais qui veulent apprendre et exercer un travail, faute de quoi, surtout dans les villes, la jeunesse s'orientera vers la rapine, le banditisme, la prostitution. L'abondance de main-d'oeuvre potentielle n'est qu'illusoire si on ne lui donne pas les moyens d'acquérir des qualifications précises, ajustées au marché de l'emploi, par des systèmes de formation professionnelle rapide, souple et de caractère essentiellement pratique.

3. Culture

L'affirmation du particularisme national dans les domaines culturels et artistiques est un facteur d'unité et de progrès, même s'il ne paraît pas avoir de conséquences économiques directes. La conservation de tout un patrimoine, son épanouissement, son renouvellement dans le souci maintenu de création et d'originalité conformes aux traditions d'un peuple, doit contribuer à un épanouissement des personnes et à l'amélioration du bien-être. Un effort tout particulier sera consenti au niveau communal, en liaison avec les activités de sports et loisirs.

4. Information

Mobiliser la population suppose d'abord la libérer de son isolement relatif, la rendre accessible aux consignes et diffuser largement l'information dans tous les domaines. Complète, objective et "motivante", elle se substituera utilement aux rumeurs qui se répandent sur les collines. La presse et la radio constituent pour cela deux moyens essentiels qu'il convient d'étendre jusqu'aux zones les plus reculées du pays.

Mais l'information sera aussi "remontante" par la création d'un système permanent de collecte des résultats atteints dans les différentes régions, pour faire naître l'émulation.

Sous-secteur Administratif

De nombreux facteurs empêchent la "machine administrative" de tourner à un rendement satisfaisant. Il s'agit entre autres de la pénurie de cadres qualifiés ainsi que de l'insuffisance des infrastructures administratives et des moyens matériels.

La difficulté des liaisons matérielles entre les communes et entre la Préfecture et les communes est un des premiers obstacles à surmonter.

Le domaine de l'emploi, de l'organisation de ses services et de l'administration du travail en général, compte tenu des orientations du IIe Plan, constitue un autre volet prioritaire à une action énergique de rentabilisation du secteur administratif. La formation du personnel, l'amélioration des structures, la construction de bâtiments administratifs fonctionnels pour les services qui sont à l'étroit et l'acquisition d'un équipement approprié figurent parmi les principales actions qui seront entreprises en vue d'accroître la productivité des services administratifs.

II. DESCRIPTION SOMMAIRE des Projets actuellement retenus pour la période quinquennale 1977-81 (y compris ceux constituant la programmation triennale 1977-1981).

PROJETS EN COURS D'EXECUTION.

A. Secteur Social

1. Santé

- .1.) Assistance pour l'alimentation des groupes vulnérables.
Fourniture de vivres à certains groupes de malades dans les hôpitaux : farine de blé, poisson séché, huile végétale, haricots, lait écrémé. Le projet est prévu jusqu'à fin 1979.
- .2) Nutrition.
Protection et promotion de la Santé en général
Amélioration du bien-être social
La 2^o phase a débuté en juin 1975.
Centre de formation en Nutrition de Ruhengeri, organe du bureau de nutrition : convention d'utilisation des locaux pendant 5 ans.
- .3) Centre hospitalier de Kigali.
Extension des bâtiments : construction d'un centre de PMI, de deux pavillons d'hospitalisation, de lavoirs, douches, WC ; transformation du dispensaire général. Construction de cuisines ; Assistance technique étrangère.
Aide au fonctionnement.
Le Gouvernement devrait prendre en charge la construction (outre la clôture).
- .4) Centre de transfusion sanguine avec l'aide de diverses sociétés nationales étrangères de la Croix-Rouge pour le fonctionnement. Le financement est assuré jusqu'en 1978.
- .5) Développement du Service de Santé : soutien aux services de la Direction Générale de la Santé Publique.
Financement assuré jusqu'en 1979.
- .6) Desserte de dispensaires : remise en état progressive des dispensaires de la préfecture de Kigali, au rythme de trois à quatre par an. Apport de médicaments. Concours d'un médecin étranger.

- 7) Hôpital de Kabaya (Gisenyi, commune Giciye) la construction des bâtiments devrait s'achever en 1978.
L'établissement aura un caractère de centre de santé intercommunal.
Le financement était partiellement acquis.
- 8) Centre Hospitalier de Ruhengeri.
Extension des bâtiments : pavillon PMI, accouchement, pédiatrie, secteur médical ; pavillons entrées, sorties, conciergerie ; pavillon radio, autres réfections et transformations diverses.
Aide au fonctionnement ; assistance technique étrangère.
Financement assuré jusqu'en 1978.
- 9) Accroissement des personnels de santé : fourniture de personnel enseignant à la faculté de médecine de Butare surtout.

Promotion sociale :

- 10) Palais de la Jeunesse
Formation des cadres de la Jeunesse
Festivals Nationaux
En cours de construction.

Secteur Culturel

Education

- 11) Ateliers et Imprimerie scolaires pour l'Education Nationale.
Constructions d'ateliers (150 dans une première phase) pour forge, menuiserie et maçonnerie dans le cadre de la réforme scolaire, de la ruralisation de l'enseignement et de la restructuration des programmes, outre le financement de matériel et d'outillage.
L'imprimerie, à Kigali, éditera des manuels scolaires.
- 12) Bureau Pédagogique du primaire et du post-primaire.
Créé en Juin 76, il comprend un centre de production (programmes, fiches techniques, manuels), une école normale pour les maîtres du primaire, un centre de recyclage (de 90 à 300 places selon l'époque).
La radio scolaire rattachée à ce projet constitue un outil pour le centre de production et l'école normale.
- 13) Ecole Secondaire Islamique.
Etablissement secondaire moyen de 300 places avec internat.
L'enseignement islamique est la partie du programme

- .14) Ecole Normale Moyenne à caractère rural (Kibuye). Dans le cadre de la ruralisation de l'enseignement et premier établissement du genre, elle vise la formation d'encadreurs ruraux de niveau A2.
Le financement est acquis.
- 15) Recherches à l'INRS.
Poursuite des recherches sur l'utilisation des plantes sauvages, l'archéologie et la géomorphologie du pays ; collecte et étude de la tradition orale ; recherche esthétique et culture matérielle ; dictionnaire Kinyarwanda ; musée national.
- .16) Expansion de l'UNR.
- .17) Faculté de droit à l'UNR
Construction de bâtiments pour la faculté et logements pour les professeurs.
- .18) Ecole technique agricole de Nyagahanga.
- .19) Développement et restructuration de l'ETO (Ecole Technique Officielle de Kicukiro, Kigali).
Création de nouvelles sections techniques, notamment de Technologie industrielle, aboutissant à doubler la capacité de l'établissement. Transformation progressive des sections A3 actuelles en sections A2, suivant les besoins des secteurs public et privé.
- 20) Ecole Secondaire Technique à Ruhengeri.
Formation de techniciens A3 et d'ouvriers qualifiés suivant les besoins de l'économie nationale pour compléter les sections de l'école technique officielle de Kicukiro.
- .21) Extension des écoles secondaires.
Construction de salles de classes et de logements, soit pour accueillir un nombre plus élevé d'étudiants sortant du primaire et du Tronc Commun, soit pour relever le niveau des sections existantes (objectif : 500 élèves par établissement) ; déplacement du Collège de Gisenyi.
- Formation
- .22) Aide aux formations médicales rurales.
Appui logistique aux médecins étrangers et aux établissements qu'ils assistent en vue d'une meilleure formation du personnel.
- .23) Centre National de Formation des cadres et d'Information Familiale et médico-sociale.
Formation des jeunes cadres "Instructeurs-Animateurs" de la

Croix-Rouge Rwandaise, qui devront réaliser et superviser, tant à l'échelon national que préfectoral, l'ensemble des programmes médico-sociaux de la Croix-Rouge. Le financement comprend l'aide au fonctionnement et les extensions. Il est acquis jusqu'à fin 1977!

- 24) Centres Communaux de Développement et de Formation Permanente. Ce projet consiste dans la mise sur pied des structures et du dispositif d'animation et de formation permanente prévus par le Plan d'Action Communale. Il va démarrer avec la création de 8 Centres Communaux de Développement et de Formation Permanente en Préfecture de Gisenyi. Il s'étendra progressivement aux communes d'autres préfectures suivant la disponibilité des moyens.
- 25) Centre de Formation Professionnelle de la Jeunesse à Gikondo : préparer des jeunes à des emplois en milieu urbain.
- 26) Ecole d'Assistants Sociaux de Kansi.
- 27) Formation et recyclage du personnel judiciaire. Perfectionnement de 830 agents en place, par cycles de 15 jours à 3 mois.
- 28) Bourses d'Etudes pour le Secteur Santé.
- 29) Formation et recyclage pour les enseignants du post-primaire. Dans le cadre de la réorientation des CERAR et des Sections Familiales. Organisation de séminaires, création de centres spécialisés pour la formation et le perfectionnement ; recyclage dans les locaux du CRAFAG aménagé à cet effet.
- 30) Centre Social Educatif de la Croix-Rouge. Hébergement, éducation et formation des orphelins et jeunes invalides, à Kacyiru (Kigali). Des tentes sont prêtées par l'Armée Rwandaise. Une partie du financement resterait à trouver.

3. Culture

- 31) Bibliothèques circulantes. Fourniture initiale de 11.000 volumes de culture générale. Prêts aux maîtres de l'enseignement primaire.

.../...

Dotation aux inspecteurs de secteurs, dans le cadre de la rénovation de l'enseignement primaire.

C. Secteur Administratif.

.32) Administration du Développement.

Depuis 1975, participation à la préparation du 2e Plan, identification des projets agricoles et agro-industriels, études de factibilité, séminaires de formation des cadres, aide à la mise en oeuvre du Plan. Fin de la 1ère phase en juin 1978 (3ans).
Création d'un Bureau National d'Etude de Projets (BUNEP).

.33) Planification des Ressources Humaines et Promotion de l'Emploi.

Mise en place des structures adéquates qui permettent de s'acheminer progressivement vers l'élaboration d'une politique dans ces domaines. Fin de la 1ère phase en juin 1978 (3 ans).
2e phase envisagée - (1979-80).

.34) Recensement de la Population.

Après un recensement pilote en 1977, recensement exhaustif de la population rwandaise en 1978. Durée totale du projet
3 ans 1/2.

.35) Construction des bâtiments pour abriter les Services du Projet

Aménagement du Bassin de l'Akagera.

La première pierre a été posée en Septembre 1977.

PROJETS DONT LE FINANCEMENT EST ACQUIS.

A. Secteur Social

1. Santé

36) Hôpital Universitaire.

Construction d'un pavillon de pédiatrie à l'hôpital universitaire de Butare.

2. Éducation

37) Transfert de l'IPN.

Le souci de répartition géographique équilibrée des établissements secondaires et supérieurs dans toutes les régions du pays fait que l'IPN sera déplacé de Butare à Ruhengeri.

Construction de salles de classes, Logements des professeurs et des élèves. Equipement pour les recherches pédagogiques. Laboratoire de psychopédagogie. La 1ère pierre a été posée. Adduction d'eau et électrification en cours.

3. Formation

38) Programmation Radiophonique.

L'extension universitaire, en liaison avec l'ORINFOR envisage la formation permanente par radio des cadres et de l'ensemble de la population.

39) Section des Techniques de Développement à l'IPN.

Transformation de la section F de l'IPN en centre de formation de formateurs techniciens et techniciennes pour l'enseignement des techniques familiales de nutrition, de santé publique et d'animation sociale.

40) Ecole Nationale des Télécommunications.

Formation d'opérateurs radio-télégraphistes et téléphonistes ; d'opérateurs techniciens radio ; de techniciens de lignes (A3).

La formation dure 12 mois pour des promotions de 20 agents. 1ère pierre posée en juillet 1977.

41) Aide à la Santé

Fournitures au Ministère de la Santé d'équipements sanitaires, médicaments et vaccins, trousse de soins, matériel de bureau, véhicules, pièces de rechange.

. PROJETS NOUVEAUX.

A. Secteur Social

1. Santé

- 42) Dispensaires de santé mentale.
Pour décentraliser les activités de l'hôpital psychiatrique de Ndera, deux dispensaires seront construits à Ruhengeri (1977) et à Butare (1979).
- .43) Pharmacies communales (10 préfectures)
Des trousse de médicaments de base pour soins primaires, et non toxiques seront distribuées à 500 secouristes hygiénistes de la Croix-Rouge.
Un organisme communal sera créé au sein de l'OPHAR pour la vente de médicaments à des prix modérés par l'intermédiaire des secouristes, permettant d'assurer l'auto-financement ultérieur.
- .44) Extension de l'Hôpital de Byumba
Augmentation de la capacité d'accueil de 200 lits.
- .45) Laboratoire de conditionnement et de contrôle des médicaments et mise en place des équipements (Butare). Les médicaments seront livrés en vrac, contrôlés et mis sous emballage.
- .46) Transformation d'un dispensaire par commune en centre de santé (I.F.)
L'objectif est de 10 centres pendant la période du 2e Plan (1 par préfecture).
- .47) Développement du Service de l'Hygiène.
Pour la période du Plan, les buts que s'est fixé le service prévoient la construction de 42.000 latrines familiales, le contrôle des sources rurales et de l'hygiène alimentaire dans les lieux publics (restaurants, marchés) etc...
- .48) Hôpital de Kaduha (Gikongoro).
Capacité 80 lits ; programmé en 1979-1980.
- .49) Hôpital en préfecture de Gikongoro.
Capacité 120 lits.
- .50) Hôpital en préfecture de Byumba.
Capacité 120 lits.

- 51) Centre Psychiatrique de Ndera (Kigali)
Construction du centre médical administratif (350 m²) et de 6
maisons pour les médecins et le personnel.
- 52) Hôpital de Muganza (Gikongoro)
Capacité de 80 lits.
- 53) Centre de Santé de Ndusu (Ruhengeri)
Capacité de 80 lits.
- 54) Centre de Santé de Butaro (Ruhengeri)
Capacité de 80 lits.
- 55) Latrines publiques
Construction de 15 latrines publiques
5 à Kigali
2 à Butare
1 dans chaque chef-lieu de préfecture.
- 56) Hôpital de Kacyiru : comprendrait, outre 350 lits, une école
d'assistants médicaux et les logements pour le personnel médical.
- 57) Hôpital de Cyangugu
Capacité de 80 lits.
- 58) Hôpital de Murunda (Kibuye)
Capacité de 80 lits.
- 59) Service de Santé des Forces Armées Rwandaises (Kanombe)
Les locaux devront être agrandis pour devenir un hôpital rural
modèle. Il est prévu la construction d'une salle d'interven-
tions ; d'un pavillon infirmerie de 6 lits ; d'un bâtiment de
pédiatrie.
- 2. Sports et loisirs.
- 60) Installations sportives et aménagements de terrains de sport
communaux.
Construction dans 8 préfectures d'un terrain de football, y
compris piste d'athlétisme, tribune, vestiaire, et clôture.
- 61) Centres sportifs et culturels régionaux :
construction dans 3 préfectures d'un local polyvalent :
spectacles, cours d'éducation physique et sports, projection
de films éducatifs.

62) Gymnases

Construction dans chaque préfecture d'installations ouvertes pour la pratique de la gymnastique physique de haut niveau.

63) Centre Socio-Culturel (Kigali)

Services pour les consultations familiales et individuelles

- pour les handicapés physiques et mentaux
- pour le remplacement des personnes âgées
- pour la protection de l'enfance
- pour les indigents.

64) Institut National d'Education Physique et Sportive.

Construction des locaux et des installations nécessaires, à Remera (commune Rubungu, Kigali) pour la formation de cadres moyens et supérieurs pour l'enseignement et la pratique de l'EPS.

65) Stade de Nyamirambo.

Aménagements du stade actuel: gazonner le terrain ; créer une piste d'athlétisme, tribune et vestiaires ; clôture.

66) Stade National.

Stade omnisport de 50.000 places avec piscine et parking à Rubungu (Remera, Kigali).

2. Promotion Sociale.

67) Services Sociaux spécialisés.

Après l'évaluation des activités sociales, menée récemment, formation du personnel social supérieur pour mise en place de services spécialisés :

- d'hôpital
- de prison
- de protection de l'enfance dans les exploitations minières et dans les entreprises
- pour les handicapés physiques et mentaux.

: Promotion et intégration des Batwa

: Assistance aux vieillards

: Service aux indigents.

68) Intégration de la planification familiale dans les centres médico-sanitaires :

Le projet fait suite aux travaux du conseil scientifique consultatif pour les problèmes socio-démographiques.

L'intégration de la planification familiale débutera dans 3 centres hospitaliers : Kigali, Ruhengeri, Butare et sera exécutée en trois étapes.

Enquête sur la fécondité :

Cette enquête aura pour objectif de recueillir les données démographiques relatives à la fécondité du Rwanda.

Amélioration de l'habitat.

L'effort du Gouvernement, renforcé au cours de l'année de l'habitat (1977), sera poursuivi et intensifié pour améliorer le logement de la population.

Le secteur privé sera appelé à accroître, pendant la période du Plan, les moyens consacrés à la solution du problème du logement.

69) Construction des maisons économiques à Nyamirambo (108 M. FRW)
Maisons construites en briques adobes, piliers : briques cuites, chambres : de 1 à 4 ; possibilités d'agrandir. Chaque personne construit pour elle-même.

Construction d'un village dans la commune de Gashora (1 M. FRW)
La population reçoit du matériel et construit elle-même.

Construction maisons Caisse Hypothécaire (1,6 Million FRW)
Maisons en matériaux durables (de 1 à 4 chambres).

Construction de logements pour travailleurs (250 Millions FRW)
Construction d'un immeuble à 6 étages et 48 appartements.

Construction de logements pour fonctionnaires
Logements pour la Communauté Economique des Pays des Grands Lacs.

Construction maisons pour personnel I.P.N.

Maisons de 4 chambres à Ruhengeri .

70) Construction de maisons sociales
Projet permettant à des Rwandais aux revenus modestes de construire une habitation personnelle. (Compagnons Bâtisseurs)

71) Assistance publique
Village d'enfants "SOS" : Construction d'un bâtiment pour orphelins en bas âge, groupés en famille.

Corps suisse d'aide en cas de catastrophe :

En vertu d'un accord, intervention de volontaires suisses en cas de catastrophe.

72) Cafetarias
Création dans les services d'un système permettant d'acheter boissons non alcoolisées, journaux, cigarettes et divers.
Le projet vise aussi à l'amélioration des relations entre fonctionnaires.

.73) Construction de logements
Dans les zones d'habitat aménagées par la Caisse Hypothécaire.

3 tranches de construction de logements :

22 à Nyamirambo (1977)

30 à Kacyiru (1978)

40 à Kacyiru (1978-79)

10 à Butare et Ruhengeri

4e tranche en 1980

(Caisse Hypothécaire)

.74) Ligue de la jeunesse

Organe de sensibilisation politique et économique des jeunes sur tout le pays, avec siège à Kigali.

.75) Transport des Employés

Mettre à la disposition des Ministères des véhicules utilitaires (combis, land rover, camionnettes) et 3 ou 4 bus pour chaque direction.

.76) Maison de la jeunesse à Karama

Logements pour ballet, équipes artistiques, etc... dans la vallée de la Nyabugogo (à Butamwa, Kigali).

Mouvement Coopératif.

.77) Centre National d'Action Coopérative (CENAC)

Animation, éducation et formation coopérative ;

- études et recherches appliquées en matière d'organisation, de gestion et d'éducation coopérative,
- organisation d'un fonds d'aide et de garantie aux coopératives.

Zones prioritaires d'action : Byumba et Gikongoro.

Le projet est prévu en 3 phases, pour une durée totale de 5 ans. Les activités de préparation constituent la première phase d'une année.

B. Secteur Culturel

1. Education

.78) Ecole Zootechnique

Formation de techniciens agricoles A2 et de zootechniciens pour compléter l'encadrement agro-pastoral du Pays. Implantation à Gatsibo (Byumba).

.79) Alphabétisation fonctionnelle

Amener la masse à comprendre et à pratiquer de meilleures méthodes pour améliorer son bien-être.

.../...

- 80) Extension de l'enseignement post-primaire.
Construction et équipement de 43 CERAR et de 32 nouvelles Sections Familiales (Butare-Kigali-Gisenyi-Gitarama-Ruhengeri) avec effort particulier sur les CERAR, compte tenu du déséquilibre actuel de l'enseignement post-primaire entre garçons et filles.
- 1.81) Ecole Secondaire Technique
Formation de technicien A3 et d'ouvriers qualifiés suivant les besoins de l'Economie Nationale pour compléter les sections de l'Ecole Technique Officielle de Kicukiro. Implantation prévue à Gikongoro.
- 1.82) Ecole d'Assistants médicaux de santé publique et d'infirmières.
Il s'agit de construire et d'équiper des locaux au Collège Saint André et à l'Ecole d'Assistants Médicaux de Kigali.
- 2.83) Ecoles Artisanales
Construction et équipement de 3 écoles artisanales à Gisenyi (Rambura) Kibungo et Butare (Save) avec l'aide de promoteurs privés.
- 1.84) Extension du collège de jeunes Filles de Nyundo
Construction de 2 classes supplémentaires - Formation de personnel de secrétariat.
- 1.85) Collège moyen à Kibungo
Pour renforcer l'infrastructure de l'enseignement et stimuler le rayonnement intellectuel d'une région qui ne dispose que d'un établissement secondaire moyen. Enseignement scientifique moyen.
- 1.86) Etablissements secondaires inférieurs pour équilibre de la carte scolaire.
Construction et équipement de 2 établissements à Mibilizi (Cyangugu) et Kaduha (Gikongoro).
- 1.87) Faculté d'agronomie.
- 1.88) Etablissement d'enseignement général à Kigali.

2. Formation

- 1.89) Extension du Centre Nutritionnel (CFNR).
Permettre au centre de répondre aux nouvelles exigences de formation dans le domaine de la nutrition.

.../...

- .90) Centre National de Formation et de Promotion Professionnelles (CNFPP).
Pour préparer à l'emploi (environ 100 stagiaires par an) ; perfectionner dans l'emploi ; former des instructeurs ; assister techniquement et pédagogiquement les centres de formation continue ; implantation à Kigali puis démultiplication en province.
- .91) Centres Sociaux de Développement
Dans l'orientation nouvelle de faire de ces centres de véritables pôles de développement formant indistinctement hommes et femmes, priorité étant donnée aux couches les plus défavorisées. Le programme comprendra l'enseignement pratique de la construction, le bricolage, la menuiserie, la fabrication des tuiles et briques, l'agriculture et l'élevage moderne, l'hygiène du corps, des aliments et de l'habitat, ainsi que l'alphabetisation. Formation prévue des assistants Sociaux à Kansi (sur 4 ans) ; inauguration d'un centre de ce type à Kinyamakara (Gikongoro) en juillet 1977.
- 92) Centre de formation des agents du Bâtiment et des Travaux Publics
Améliorer les qualifications du personnel des organismes publics et privés. Les cadres des Travaux Publics apporteraient leur concours comme formateurs.
- .93) Ecole Nationale de Formation d'animateurs dans le cadre du Plan d'Action Communale.
- .94) Formation des Animateurs de programmes du MRND
Un accord a été signé en Novembre 1976 avec une aide bilatérale.
- .95) Manuels de Formation
Edition de brochures éducatives sur les techniques de travail.
- .96) Ecole de Santé Publique et de Nutrition pour la formation d'infirmières et de nutritionnistes.
Implantation prévue à Ruhengeri.
- .97) Centre de Formation pour le Tourisme et l'Hôtellerie.
On prévoyait en 1976 la formation de 727 personnes en tourisme et de 60 personnes en hôtellerie sur 2 ans.

- .98) Centres urbains de Formation Professionnelle
Création dans 7 préfectures de centres de formation de jeunes originaires des milieux urbains.
- .99.) Fonds de formation et de perfectionnement
Destiné à assurer le financement régulier des centres de formation des cadres de Murambi, de formation du personnel administratif ; à assumer les frais des stagiaires à l'étranger et sur place (séjour, pécule) et le financement de 2 séminaires par an.
- .100) Auto-Ecole
Formation de conducteurs de véhicules
- .101) Ecole Nationale d'Administration
Former les cadres de l'administration au niveau A1
Perfectionner le personnel en place. Serait éventuellement une extension du centre de Muhima.
- .102) Centre de Formation Professionnelle Féminine à Nyabisindu
Former des cadres et des techniciennes pour les services administratifs et la petite industrie. Formation sur 3 ans.
- .103) Ecole d'Horlogerie
Formation de techniciens A3 en horlogerie, création d'un atelier - école de montage de montres à partir de pièces importées.
- .104) Formation du personnel communal et préfectoral
Cycles de formation pour bourgmestres, conseillers, secrétaires, recenseurs, receveurs-comptables, policiers.
2 cycles réalisés pour bourgmestres et conseillers communaux :
Cyangugu fin 1976 - Byumba janvier 1977.
- .105) Ecole pour la formation et le recyclage du personnel de l'ORINFOR.

3. Culture

- .106) Centres Culturels Rwandais
Centre envisagé à Kigali et dans 8 autres préfectures.
- .107) Films éducatifs et laboratoire
La projection s'effectuerait avec un cinébus. Le laboratoire servirait au développement des films.

108) Institut National du Ballet.
Equipped de la maison de la jeunesse de Nyabisindu pour abriter l'Institut National du Ballet.

109) Bibliothèque et archives nationales.
Collecte des archives nationales dispersées à l'intérieur du pays.
Construction d'une Bibliothèque Nationale avec extension progressive au niveau des préfectures. En attendant la construction, l'UNR est prête à abriter les documents disponibles.

4. Information

110) Presse Rurale.
Faire du journal IMVAHO un outil d'éducation permanente et de communication. Le rendre quotidien. Le projet comprend imprimerie et bureaux et le recrutement et la formation du personnel.

111) Couverture Radio.
Il s'agit de couvrir le territoire à 80 % par la fréquence modulée (émetteurs de 5 - 10 KW) et antenne omni-directionnelle. Installations au Mont Jali, Byumba, Mugogo et Kalongi.

112) Agence Rwandaise de Presse.
Réseau National dans les Bureaux des Préfectures et des communes, avec locaux, équipement, documentation et véhicules.
30 bourses d'études et de stages.

113) Production et Distribution de films.
On envisage un Centre National de Production Cinématographique - bâtiment, matériel, cinébus.

114) Bulletin de liaison.
Création d'un journal mensuel pour information des jeunes sur leurs activités.

115) Service Photo.
Construction et équipement d'un studio, en particulier pour l'édition de cartes postales. Le projet comporte des bourses et l'achat de véhicules.

C. Secteur Administratif.

116) Administration du Travail.
Structuration et organisation des services de l'Emploi.
Recrutement, orientation et placement des travailleurs ; mise au point des textes d'application et de prévention (sécurité et hygiène du travail). Le projet comporte un volet Education-

Ouvrière. Il s'étendrait sur 2 ans.

117) Liaison Radio entre les Préfectures et les Communes.

Chaque préfecture serait reliée aux communes par un réseau de postes émetteurs-récepteurs VHF. Ce projet permettrait le désenclavement politique, administratif et social de la commune.

Le poste émetteur-récepteur serait placé sous la responsabilité directe du Bourgmestre.

118) Amélioration des centres pénitentiaires.

Les détenus purgent leurs peines dans des établissements surchargés et des conditions d'hygiène, de promiscuité et de nutrition déplorables. Rien ne les prépare à réintégrer la vie active. La réfection des prisons et autres centres pénitentiaires revêt une urgence particulière.

119) Centre de Calcul.

Ce centre serait orienté principalement vers l'enseignement et la recherche, mais pourrait également assurer des travaux à façon sur ordinateur pour tout le pays. Les techniciens seraient formés en informatique et programmation.

120) Construction des bâtiments OPHAR.

Ce projet est lié à celui des pharmacies communales (N° 2.43.) pour la vente de médicaments. La construction est prévue à Kigali. Un dépôt existant devrait être remis en état.

121) Achat de véhicules communaux.

Doter les communes de véhicules, pour réduire leur isolement.

122) Bâtiments communaux.

Construction de Bureaux dans les communes et secteurs pour abriter leurs services.

123) Construction de la Présidence et du Bureau Présidentiel.

124) Construction du Ministère de l'Intérieur et de la Fonction Publique et de l'Emploi.

125) Construction du Ministère de la Santé Publique

126) Construction du Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage

127) Construction du Ministère des Postes et des Communications

128) Construction du Ministère de la Défense Nationale

129) Construction d'un bâtiment pour l'ORTPN.

.../...

- 130) Extension des bâtiments de l'ORINFOR.
- 131) Construction des bâtiments du MEND dans les Préfectures
- 132) Construction des bâtiments des services frontaliers (y compris des logements pour le personnel).
- 133) Construction des Bureaux de Préfecture à Kibuye, Kibungo et Ruhengeri.
- 134) Construction d'une sous-préfecture à Kirambo
- 135) Construction d'une sous-préfecture dans la région de Bumbogo
- 136) Construction d'une sous-préfecture dans la région du Mayaga
- 137) Construction d'une sous-préfecture dans la région de Nshili
- 138) Construction d'une sous-préfecture du Bukonya
- 139) Extension des Bureaux de la Préfecture de Gitarama et de Byumba.
- 140) Construction des sous-brigades pour les nouvelles sous-préfectures (ou les sous-préfectures à créer)

Rwamagana	Nyamata	Ruhango
Kabaya	Mayaga	
Gatsibo	Base	
- 141) Construction des Bureaux des Douanes à Nshili
- 142) Construction d'une chambre de 1ère instance à Kabaya
- 143) Construction d'un Tribunal de 1ère instance à Nyanza
- 144) Construction d'une sous-brigade judiciaire dans la zone du Mayaga.
- 145) Construction d'un Tribunal de Canton à Rwamagana
- 146) Construction d'un Tribunal de Canton à Ndora
- 147) Construction d'un Tribunal de 1ère instance au Bugesera
- 148) Construction d'un Tribunal de 1ère instance à Byumba et Gikongoro.
- 149) Construction du Parquet à Byumba
- 150) Réfection et amélioration de la Cour d'Appel de Nyabisindu
- 151) Construction de 5 centres de redressement
- 152) Construction de la Faculté de Médecine de Butare.

.../...

.1537 Construction d'un bâtiment administratif pour Electrogaz.
Le projet se situe sur la parcelle occupée par le magasin central, face à l'actuelle usine d'Épuration.

Il hébergerait les services et les bureaux des assistants techniques et remplacerait le bâtiment actuel, à usage d'habitation, qui a subi divers aménagements et extensions.

III. PROGRAMMATION DES INVESTISSEMENTS.

3.1. Le programme triennal 1977-1979.

Classement	N° du projet	Intitulé du projet	Localisation (préfecture)	Coût 1977-79 (10 ⁶ FRW 76)
<u>Groupe Ia. Projets en cours d'exécution.</u>				
SOCIAL				
Santé	1.	5/1.SP.13	Assistance pour l'alimentation des groupes vulnérables.	Tout le pays 146
	2.	5/1.AS.31	Nutrition	Tout le pays 4
	3.	5/1.SP.01	Centre hospitalier de Kigali	Kigali 491
	4.	5/1.SP.08	Centre de transfusion sanguine	Kigali 24
	5.	5/1.SP.10	Développement du service de santé	Kigali 47
	6.	5/1.SP.12	Desserte des dispensaires	Kigali 27
	7.	5/1.SP.05	Hôpital de Kabaya	Gisenyi 120
	8.	5/1.SP.03	Centre hospitalier de Ruhengeri	Ruhengeri 445
	9.	5/1.SP.14	Accroissement des personnels de santé	Butare et Kigali 56
Prom.Soc.	10.	5/1.JE.01	Palais de la Jeunesse	Kigali 232
CULTURE				
Education	11.	5/2.EN.53	Ateliers et Imprimerie scolaires	Tout le pays 800
	12.	5/2.EN.61	Bureau Pédagogique Primaire - Centre de Production - Ecole Normale radiophonique - Chaîne radio scolaire	Kigali 600
	13.	5/2.EN.68	Ecole Secondaire Islamique	Kigali 200
	14.	5/2.EN.73	Ecole Normale Moyenne à caractère rural	Kibuye 105
	15.	5/2.EN.59	Recherche à l'INRS	Butare 60
	16.	5/2.EN.86	Expansion de l'U.N.R.	Butare 747
	17.	5/2.EN.19	Faculté de Droit à l'U.N.R.	Butare 35
	18.	5/2.EN.88	Ecole Technique Agricole de Nyagahanga	Byumba
	19.	5/2.EN.55	Développement et restructuration de l'E.T.O.	Kigali 377
	20.	5/2.EN.15	Ecole Secondaire Technique	Ruhengeri 350
	21.	5/2.EN.57	Extension des Ecoles Secondaires	Gisenyi + 3 préfectures 500
Formation	22.	5/2.SP.11	Aide aux formations médicales rurales	Tout le pays 45
	23.	5/2.SP.04	Centre National de Formation des Cadres et d'Information familiale et médico-sociale	Kigali 38
	24.	5/2.AS.30	Maisons Familiales Rurales	Ruhengeri - Gisenyi 22
	25.	5/2.EN.62	Centre de Formation Professionnelle de la Jeunesse à Gikon do	Kigali 13
	26.	5/2.EN.87	Ecole d'Assistants sociaux à Kansi	Butare
	27.	5/2.JU.29	Formation et recyclage du personnel judiciaire	Butare (Nyabisindu) 16

CULTURE ADMINISTR.	28.	5/2.EN.81	Bourses d'études (Santé)	- 173 -	Tout le Pays	
	29.	5/2.EN.63	Formation et recyclage pour les enseignants du post-secondaire		Tout le Pays	
	30.	5/2.AS.32	Centre Social Educatif de la Croix-Rouge		Kigali	
	31.	5/2.EN.65	Bibliothèques circulantes		Tout le Pays	
	32.	5/3.PL.04	Administration du Développement		Kigali	
	33.	5/3.PL.03	Planification des Ressources Humaines et Promotion de l'Emploi		Kigali	
	34.	5/3.IN.06	Recensement de la population		Kigali	
SOUS-TOTAL la. : NB DE PROJET ET COUT			35			5.947

Construction d'un bâtiment pour les services du projet d'Aménagement du Bassin AKAGERA

Kigali

Groupe lb. Projets dont le financement est acquis.

SOCIAL Santé	36.	5/1.SP.02	Hôpital Universitaire	Butare	17
	37.	5/2.EN.58	Transfert de l'I.P.N.	Ruhengeri	443
EDUCATION	38.	5/2.EN.80	Programmation Radiophonique	Butare	8
	39.	5/2.EN.17	Section des techniques de Développement de l'I.P.N.	Ruhengeri	15
FORMATION ADMINISTR.	40.	5/2.PC.24	Ecole Nationale des Télécommunications	Kigali	44
	41.	5/3.SP.09	Aide à la Santé	Kigali	21
SOUS-TOTAL lb. : NB DE PROJETS ET COUT			6		548
TOTAL la. et lb.			41		6.495

Groupe lla. Projets dont le financement est probable.

SANTÉ	1.	5/1.SP.18	Laboratoire de conditionnement et de contrôle des médicaments.	Butare	35
	2.	5/1.TP.28	Construction de maisons sociales	Tout le Pays	-
PROMOTION SOCIALE	3.	5/1.FE.02	Construction de logements	Kigali-Butare-Ruhengeri	-
	4.	5/1.AS.48	Centre National d'Action Coopérative	Kigali	90
Mt. COOP.	5.	5/2.EN.71	Ecole zootechnique	Gatsibo (Byumba)	300
	6.	5/2.AS.39	Alphabétisation fonctionnelle	Tout le Pays	78
FORMATION	7.	5/2.EN.54	Extension de l'Enseignement Post-Primaire	6 préfectures	300
	8.	5/2.EN.67	Ecole Secondaire Technique	Gikongoro	350
INFORMATION	9.	5/2.EN.76	Ecole d'Assistants Médicaux de Santé Publique et d'Infirmières	Kigali	50
	10.	5/2.AS.34	Extension du Centre Nutritionnel	Ruhengeri	13
	11.	5/2.EP.22	Centre National de Formation et Promotion Professionnelles	Kigali	201
	12.	5/2.AS.38	Centres Communaux de Développement de Formation Permanente	Tout le Pays	300
	13.	5/2.O1.50	Presse rurale	Tout le Pays	28
	14.	5/2.O1.48	Couverture Radio	Tout le Pays	114

SOUS-TOTAL 11a. : NB
DE PROJETS ET COUT

15

1.9

Groupe 11b. Projets nouveaux dont le financement est à chercher.

SANTÉ	1.	5/1.SP.15	Dispensaire de Santé mentale	Butare Ruhengeri	1
	2.	5/1.SP.21	Pharmacies communales	10 préfectures	15
	3.	5/1.SP.28	Extension de l'hôpital de Byumba	Byumba	240
	4.	5/1.SP.06	Transformation d'un dispensaire par commune en centre de santé	10 préfectures	100
SPORTS ET LOISIRS	5.	5/1.JE.12	Installations sportives Aménagement de terrains de sport communaux	Tout le Pays	48
	6.	5/1.JE.13	Centres sportifs et Culturels régionaux	Tout le Pays	36
	7.	5/1.JE.16	Gymnases	Tout le Pays	60
PROMOTION SOCIALE	8.	5/1.TP.28	Services sociaux spécialisés	Tout le Pays	23
	9.	5/1.AS.42	Préparation de moyens nécessaires à la mise en route du planning familial	Tout le Pays	83
CULTURE	10.	5/2.JE.14	Centres culturels rwandais	9 préfectures	-
ADMINISTR.	11.	5/3.FP.02	Administration du Travail	Kigali	47
	12.	5/3.TP.31	Amélioration des Centres Pénitentiaires	Tout le Pays	200
SOUS-TOTAL 11b.			12		867
TOTAL 11a. et 11b.			27		2.822

RECAPITULATION POUR LA PERIODE TRIENNALE 1977-1979

	Nombre	Coût (en millions FRW)	Coût en %
Projets en cours d'exécution (Ia)	35	5.947	64
Projets dont le financement est acquis (Ib)	6	548	6
Projets dont le financement est probable (IIa)	15	1.955	21
Projets dont le financement est à chercher (IIb)	12	867	9
TOTAL	68	9.317	100

* Elements non chiffrés.

3.2. Analyse de la programmation triennale des investissements.

La caractéristique essentielle du secteur V est l'extrême variété des domaines qu'il couvre. Cela s'explique par le fait qu'il recueille une grande partie des projets qui ne peuvent trouver place dans les autres secteurs, bien définis et délimités. C'est probablement une des raisons de la prépondérance, surtout dans la liste des projets relatifs à la période quinquennale d'un grand nombre de projets insuffisamment formulés ou encore au stade de simple intention et dont le financement est encore à chercher.

Le sous-secteur éducation-formation et le sous-secteur santé occupent la première place dans cette programmation tant sur le plan du nombre de projets que celui du montant du financement. En effet, ils totalisent respectivement d'une part 67 % et 19 % du financement global et d'autre part 47 et 22 % du nombre de projets programmés pour la période triennale.

Le ^{montant} du financement s'élève à près de 10 milliards de FRW pour le programme triennal et à environ 19 milliards de FRW pour tous les projets de la période couverte par le plan.

La répartition des projets par préfecture (voir tableau) confirme la constatation faite dans les autres secteurs, à savoir que certaines régions sont défavorisées par rapport à d'autres ou par rapport à l'ensemble. Ainsi dans les projets en cours ou dont le financement est acquis, on remarque que 4 préfectures n'ont aucun projet et que 37 % des investissements ^{sont} en faveur de Kigali.

Dans les projets "nouveaux", les projets couvrant tout le Pays représentent 41 % des investissements, et Kigali ne bénéficie plus que de 14 % des investissements. La statistique regroupant l'ensemble des projets montre que la répartition géographique est pourtant loin d'être équilibrée, 3 préfectures ne bénéficient même d'aucun projet. On notera cependant que plusieurs projets, situés à Kigali, rayonneront ou auront une influence favorable sur tout le Pays et serviront l'ensemble de la population. Exemple : recensement de la population, administration du développement, planification des ressources humaines et promotion de l'emploi, centre national d'action coopérative, formation et recyclage pour les enseignants du post-primaire, centre national de formation et de promotion professionnelles, administration du travail, bureau pédagogique pour le primaire, développement du service de santé, centre national de formation des cadres et d'information familiale et médico-sociale, école d'assistants médicaux et d'infirmières, centre social éducatif de la Croix-Rouge, etc...

- 476 -

SECTEUR DU DEVELOPPEMENT SOCIAL, CULTUREL ET ADMINISTRATIF.
RESUME DE LA PROGRAMMATION TRIENNALE PAR SOUS-SECTEUR.

Sous-secteur	Domaine	Projets en cours ou financement acquis		Projets nouveaux		TOTAL		
		Nombre	Montant 10 ⁶ FRW	Nombre	Montant 10 ⁶ FRW	Nombre	Montant 10 ⁶ FRW	%
SOCIAL	SANTE	10	1.377	5	405	15	1.782	19
	SPORTS ET LOIS.		-	3	144	3	144	1,5
	PROMOTION SOC.	1	232	4	106	3	338	4
	MOUV. COOP.		-	1	90	1	90	1
CULTUREL	EDUCATION	14	4.240	5	1.078	20	5.318	57
	RECREATION	10	394	3	514	12	908	10
	CULTURE	1	*	1	*	2	*	*
ADMINISTRATIF	INFORMATION	-	-	2	142	2	142	1,5
		5	252	3	312	8	564	6
TOTAUX		41	6.495	27	2.822	68	9.317	100

* Présence d'éléments non chiffrés.

N.B. Le total est légèrement inférieur à 100 % étant donné que certains Projets ne sont pas chiffrés.

PAR SOURCE DE FINANCEMENT, LES PROJETS PROGRAMMES SE REPARTISSENT AINSI :

Source de financement	Projets en cours de réalisation et dont le financement est acquis	Projets nouveaux	Total
Gouvernement Rwandais	1	-	1
Aide internationale	14	-	14
Aide bilatérale	23	-	23
ONG et Privés	3	-	3
Financement probable	-	15	15
Financement à chercher	-	12	12
Total	41	27	68

La part du financement supportée par le Gouvernement Rwandais est de loin plus importante que ne le laisse voir ce tableau puisque dans certains projets bénéficiant d'un financement extérieur, le Gouvernement va jusqu'à assurer la moitié des dépenses. Cette participation des capitaux publics dans la réalisation des actions financières sur aide extérieure est en règle générale supérieure à 10 % du financement.

PROGRAMMATION TRIENNALE 1977-79 - REPARTITION DES PROJETS PAR PREFECTURE.

Localisation	Projets en cours ou au financement acquis			Projets nouveaux			Tous projets groupés		
	Nombre de projets	Investissements	Répartition	Nombre de projets	Investissements	Répartition	Nombre de projets	Investissements	Répartition
Toutes les préfectures	7	1.121	17%	14	1.150 *	41 %	21	2.271	24 %
Plusieurs préfectures	3	578	-	2	315	11 %	5	893	10 %
BUTARE	9	883	13 %	1	35		10	918	10 %
Byumba	1	- *		2	540	19 %	3	540	6 %
Cyangugu	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Gikongoro	-	-		1	350	13 %	1	350	4 %
Gisenyi	1	120	1,8 %	-	-	-	1	120	1 %
Gitarama	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Kibungo	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Kibuye	1	105	1,6 %	-	-	-	1	105	1 %
Kigali	17	2.435	37 %	4	388	14 %	22	2.823	30 %
Ruhengeri	2	1.253	19 %	1	13	0,5 %	3	1.266	14 %
TOTAUX	41	6.495	100 %	25	2.791	100 %	7	9.286	100 %

* Présence d'éléments non chiffrés.

N.B. Le total est légèrement inférieur à 100 % étant donné que certains projets ne sont pas chiffrés.

3.3. INVENTAIRE DES PROJETS CLASSES, RETENUS POUR
LA PERIODE QUINQUENNALE 1977-1981.

N° d'ordre	N° du projet	Intitulé	Localisation (préfecture)	Coût 1977-81 (10 ⁶ FRW '76)
<u>GROUPE Ia. Projets en cours d'exécution.</u>				
1.	5/1.SP.13	Assistance pour l'alimentation des groupes vulnérables.	Tout le Pays	154
2.	5/1.AS.31	Nutrition	" "	17
3.	5/1.SP.01	Centre hospitalier de Kigali	Kigali	600
4.	5/1.SP.08	Centre de transfusion sanguine	"	24
5.	5/1.SP.10	Développement du service de Santé	"	47
6.	5/1.SP.12	Desserte des dispensaires	"	27
7.	5/1.SP.05	Hôpital de Kabaya	Gisenyi	120
8.	5/1.SP.03	Centre hospitalier de Ruhengeri	Ruhengeri	500
9.	5/1.SP.14	Accroissement des personnels de Santé	Butare Kigali	56
10.	5/1.JE.01	Palais de la Jeunesse	Kigali	232
11.	5/2.EN.53	Ateliers et Imprimerie scolaires	Tout le Pays	822
12.	5/2.EN.61	Bureau Pédagogique Primaire - Centre de Production - Ecole Nor- male Radiophonique - Chaîne Radio Scolaire	Kigali	600
13.	5/2.EN.68	Ecole Secondaire Islamique	"	200
14.	5/2.EN.73	Ecole Normale Moyenne à caractère rural	Kibuye	105
15.	5/2.EN.59	Recherche à l'INRS	Butare	60
16.	5/2.EN.86	Expansion de l'UNR	Butare	747
17.	5/2.EN.79	Faculté de Droit à l'UNR	Butare	35
18.	5/2.EN.88	Ecole Technique Agricole de Nyagahanga	Byumba	-
19.	5/2.EN.55	Développement et restructuration de l'ETO	Kigali	377
20.	5/2.EN.75	Ecole Secondaire Technique	Ruhengeri	350
21.	5/2.EN.57	Extension des Ecoles Secondaires	Gisenyi + 3 Préfectures	500
22.	5/2.SP.11	Aide aux formations médicales rurales	Tout le Pays	45
23.	5/2.SP.04	Centre National de Formation des cadres et d'information familiale et médico-sociale	Kigali	38
24.	5/2.AS.30	Maisons familiales rurales	Ruhengeri Gisenyi	52
25.	5/2.EN.62	Centre de Formation Professionnel- le de la Jeunesse à Gikondo	Kigali	13
26.	5/2.EN.87	Ecole d'Assistants Sociaux de Kansi	Butare	-
27.	5/2.JU.29	Formation et recyclage du personnel judiciaire	Butare (Nyabisindu)	26
28.	5/2.EN.81	Bourses d'études (Santé)	Tout le Pays	9
29.	5/2.EN.63	Formation et recyclage pour les		

30.	5/2.AS.32	Centre Social Educatif de la Croix-Rouge	Kigali	90
31.	5/2.EN.65	Bibliothèques circulantes	Tout le Pays	-
32.	5/3.PL.04	Administration du Développement	Kigali	150
33.	5/3.PL.03	Planification des Ressources Humaines et Promotion de l'Emploi	"	70
34.	5/3.IN.06	Recensement de la population	"	162
35.	5/3.TP.35	Bâtiments pour le Projet Aménagement du Bassin de l'Akagera	"	-
Total Ia.				6.345

GRUPE Ib. Projets dont le financement est acquis.

36.	5/1.SP.02	Hôpital Universitaire	Butare	17
37.	5/2.EN.58	Transfert de l'IPN	Ruhengeri	443
38.	5/2.EN.80	Programmation Radiophonique	Butare	8
39.	5/2.EN.77	Section des Techniques de Développement à l'I.P.N.	Ruhengeri	15
40.	5/2.PC.24	Ecole Nationale des Télécommunications	Kigali	44
41.	5/3.SP.09	Aides à la Santé	10 Préfectures	73
Total Ib.				600

GRUPE IIa. Projets nouveaux dont le financement est probable.
SANTE.

1.	5/1.SP.18	Laboratoire de conditionnement et de contrôle des médicaments	Butare	35
2.	5/1.SP.17	Développement du Service de l'Hygiène	Tout le Pays	340
<u>PROMOTION SOCIALE</u>				
3.	5/1.TP.28	Constructions de maisons sociales	Tout le Pays	31
4.	5/1.FE.02	Construction de logements	Kigali Butare Ruhengeri	-
<u>MOUVEMENT COOPERATIF.</u>				
5.	5/1.AS.48	Centre National d'Action coopérative	Kigali et Tout le Pays	220
<u>EDUCATION.</u>				
6.	5/2.EN.71	Ecole Zootechnique de Gatsibo	Byumba	300
7.	5/2.AS.39	Alphabétisation fonctionnelle	Tout le Pays	130
8.	5/2.EN.54	Extension de l'enseignement post-primaire	6 Préfectures	300
9.	5/2.EN.67	Ecole secondaire technique	Gikongoro	350
10.	5/2.EN.76	Ecole d'assistants médicaux de Santé Publique et d'infirmières	Kigali	50
11.	5/2.EN.56	Extension du Collège de jeunes filles de Nyundo	Gisenyi	2
<u>FORMATION</u>				
12.	5/2.AS.34	Extension du Centre Nutritionnel	Ruhengeri	13
13.	5/2.FP.22	Centre National de Formation et de Promotion Professionnelles	Kigali	201

14.	5/2.AS.38	Centres Communaux de Développement et de Formation Permanente	Tout le Pays	472
15.	5/2.PR.20	Formation des animateurs de Programmes du M.R.N.D.	" "	-
16.	5/2.PC.25	Auto-Ecole	Kigali	12
17.	5/2.AS.37	Centre de formation professionnelle féminine à Nyabisindu	Butare	93
<u>CULTURE.</u>				
18.	5/2.EN.64	Bibliothèques et Archives Nationales	Butare	37
<u>INFORMATION.</u>				
19.	5/2.OI.50	Presse Rurale	Tout le Pays	28
20.	5/2.OI.48	Couverture Radio	" "	190
<u>ADMINISTRATION.</u>				
21.	5/3.IN.08	Liaison Radio entre les Préfectures et les Communes	Tout le Pays	65
22.	5/3.EN.84	Construction de la Faculté de Médecine	Butare	251
Total				3.120

GRUPE IIb. Projets nouveaux dont le financement est à chercher.

SANTE.

1.	5/1.SP.15	Dispensaires de Santé rurale	Butare	
2.	5/1.SP.21	Pharmacies communales	Ruhengeri	15
3.	5/1.SP.28	Extension Hôpital Byumba	10 préfectures	15
4.	5/1.SP.06	Transformation d'un dispensaire par commune en centre de santé	Byumba	240
5.	5/1.SP.07	Hôpital de Kaduha	10 Préfectures	100
6.	5/1.SP.23	Hôpital en préfecture de Gikongoro	Gikongoro	96
7.	5/1.SP.29	Hôpital en préfecture de Byumba	Gikongoro	144
8.	5/1.SP.16	Centre Psychiatrique de Ndera	Byumba	144
9.	5/1.SP.24	Hôpital de Muganza	Kigali	14
10.	5/1.SP.26	Centre de Santé de Ndusu	Gikongoro	96
11.	5/1.SP.27	Centre de Santé de Butaro	Ruhengeri	96
12.	5/1.SP.19	Latrines publiques	Ruhengeri	96
13.	5/1.SP.30	Hôpital de Kacyiru	10 Préfectures	5
14.	5/1.SP.22	Hôpital de Cyangugu	Kigali	900
15.	5/1.SP.25	Hôpital de Murunda	Cyangugu	96
16.	5/1.SP.20	Services de Santé des Forces Armées Rwandaises	Kibuye	96
			Kigali	20

SPORTS ET LOISIRS.

17.	5/1.JE.12	Installations sportives et aménagements de terrains de sport communaux		
18.	5/1.JE.13	Centres sportifs et culturels régionaux	8 Préfectures	30
			"	50

SPORTS ET LOISIRS (suite) - 182 -

19.	5/1.JE.16	Gymnases		
20.	5/1.AS.35	Centre Socio-culturel	10 Préfectures	100
21.	5/1.JE.04	Institut National d'Education Physique et Sportive	Kigali	5
22.	5/1.JE.03	Stade de Nyamirambo	Kigali	200
23.	5/1.JE.02	Stade National	"	200
			"	1.350
<u>PROMOTION SOCIALE.</u>				
24.	5/1.AS.43	Services sociaux spécialisés	Tout le Pays	23
25.	5/1.AS.42	Intégration de la planification familiale dans les centres socio-sanitaires: Enquête sur la fécondité	" "	8
26.	5/1.AS.46	Amélioration de l'habitat	" "	360
27.	5/1.AS.41	Assistance Publique - Village S.O.S.	" "	60
28.	5/1.FP.12	Cafétarias	" "	-
29.	5/1.JE.07	Ligue de la Jeunesse	Kigali	-
30.	5/1.FP.11	Transport des employés	"	-
31.	5/1.JE.09	Maison de la Jeunesse à Karama	"	-
32.	5/2.EN.72	Ecoles artisanales	Gisenyi Butare Kibuye	100
33.	5/2.EN.69	Collège Moyen à Kibungo	Kibungo	15
34.	5/2.EN.74	Etablissements secondaires	Cyangugu Gikongoro	50
35.	5/2.EN.85	Faculté d'Agronomie	Butare	-
36.	5/2.EN.83	Etablissement d'enseignement rural	Kigali	162
<u>FORMATION.</u>				
37.	5/2.TP.27	Centre de Formation des Agents du Bâtiment et des Travaux Publics	Kigali	-
38.	5/2.PL.21	Ecole Nationale de Formation d'Animateurs	Kigali	-
39.	5/2.JE.10	Manuels de formation	"	-
40.	5/2.EN.70	Ecole de Santé Publique et de Nutrition	Ruhengeri	50
41.	5/2.OT.18	Centre de Formation pour le Tourisme et l'Hôtellerie	Kigali	-
42.	5/2.JE.08	Centres urbains de formation professionnelle	7 Préfectures	-
43.	5/2.FP.72	Fonds de formation et de perfectionnement	Kigali	176
44.	5/2.FP.23	Ecole Nationale d'Administration	"	387
45.	5/2.EN.66	Ecole d'Horlogerie	"	150
46.	5/2.IN.05	Formation du personnel communal et préfectorale	10 Préfectures	-
47.	5/2.OI.76	Ecole pour la formation et le recyclage du personnel de l'ORINFOR	Kigali	-

<u>CULTURE.</u>				
48.	5/2.JE.14	Centres Culturels Rwandais	9 Préfectures	-
49.	5/2.JE.15	Films Educatifs et Laboratoire	Kigali	13
50.	5/2.JE.05	Institut National du Ballet	Butare	-
<u>INFORMATION.</u>				
51.	5/2.OI.49	Agence Rwandaise de Presse	Tout le Pays	26
52.	5/2.OI.52	Production et distribution de films	" "	60
53.	5/2.JE.11	Bulletin de liaison	" "	-
54.	5/2/OI.51	Service photo	" "	20
<u>ADMINISTRATION.</u>				
55.	5/3.FP.01	Administration du Travail	Kigali	47
56.	5/3.TP.31	Amélioration des centres pénitentiaires	Tout le Pays	200
57.	5/2.EN.78	Centre de calcul	Butare	-
58.	5/2.TP.05	Construction des Bâtiments OPHAR	-	50
59.	5/3.IN.84	Achat de véhicules communaux	Toutes les communes	114
60.	5/3.IN.82	Bâtiments communaux	Tout le Pays	400
61.	5/3.TP.01	Construction de la Résidence et du Bureau Présidentiels	Kigali	250
62.	5/3.TP.03	Construction du Ministère de l'Intérieur et de la Fonction Publique et de l'Emploi	"	250
63.	5/3.TP.01	Construction du Ministère de la Santé Publique	"	250
64.	5/3.TP.07	Construction du Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage	"	250
65.	5/3.TP.08	Construction du Ministère des Postes et Communications	"	250
66.	5/3.TP.06	Construction du Ministère de la Défense Nationale	"	250
67.	5/3.TP.09	Construction d'un Bâtiment pour l'ORTPN	"	40
68.	5/3.TP.10	Extension du Bâtiment ORINFOR	"	66
69.	5/3.TP.11	Construction de Bâtiments du MRND dans les préfectures	Tout le Pays	-
70.	5/3.TP.13	Construction des bâtiments des services frontaliers	Tout le Pays	20
71.	5/3.TP.14	Construction des bureaux de Préfecture à Kibungo, Kibuye et Ruhengeri	Kibungo Kibuye Ruhengeri	15
72.	5/3.TP.15	Construction d'une Sous-Préfecture à Kirambo	Ruhengeri	5
73.	5/3.TP.16	Construction d'une Sous-Préfecture dans la région de Bumbogo	Kigali	5
74.	5/3.TP.17	Construction d'une Sous-Préfecture dans la région du Mayaga	Gitarama	5

75.	5/3.TP.18	Construction d'une Sous-Préfecture dans la région NSHILI	Gikongoro	5
76.	5/3.TP.12	Construction d'une Sous-Préfecture dans la région du Bukonya	Ruhengeri	5
77.	5/3.TP.19	Extension Bureaux Préfectures de Gitarama et de Byumba	Gitarama Byumba	40
78.	5/3.TP.20	Construction des sous-brigades pour les villes et sous-préfectures	Rwamagana) Kabaya) Gatsibo) Nyamata) Mayaga) Base) Ruhango)	42
79.	5/3.TP.21	Construction Bureaux des Douanes à Nshili	Gikongoro	
80.	5/3.TP.22	Construction Chambre de 1ère Instance à Kabaya	Kabaya (Gisenyi)	12
81.	5/3.TP.23	Construction Tribunal de 1ère Instance à Nyanza	Nyanza (Butare)	15
82.	5/3.TP.24	Construction sous-brigade judiciaire Zone du Mayaga	Mayaga (Gitarama)	15
83.	5/3.TP.25	Construction d'un Tribunal de Canton à Rwamagana	Rwamagana (Kibungo)	5
84.	5/3.TP.26	Construction d'un Tribunal de Canton à Ndora	Ndora (Butare)	5
85.	5/3.TP.29	Construction d'un Tribunal de 1ère Instance au Bugesera	Bugesera (Kigali)	15
86.	5/3.TP.32	Construction d'un Tribunal de 1ère Instance à Byumba et Gikongoro	Byumba Gikongoro	30
87.	5/3.TP.33	Construction du Parquet à Byumba	Byumba	10
88.	5/3.TP.34	Réfection et amélioration de la Cour d'Appel de Nyabisindu	Nyabisindu (Butare)	15
89.	5/3.TP.30	Construction de 5 centres de redressement	-	50
90.	5/3.TP.36	Bâtiment Administratif pour ELECTROGAZ	Kigali	200
Total				8.764

